

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/5

Septembre 2015

SOMMAIRE

Délibérations	Tome I page 1
Séance du 29 septembre 2015	
Décisions	Tome I page 119
Séance du 29 septembre 2015	
Arrêts Réglementaires	Tome II page 278
Septembre 2015	

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 29 septembre 2015**

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE:
07 OCT. 2015
BUREAU DU COURRIER

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de son marché d'inspection générale externe, la Ville de Montpellier a confié au cabinet Ernst & Young une mission d'audit sur les locaux associatifs, dont les objectifs étaient les suivants :

- Effectuer un état des lieux des procédures d'attribution des locaux associatifs et du pilotage de ces mises à disposition.
- Vérifier l'existence, la conformité et le suivi des conventions d'occupation.
- Vérifier in situ la conformité de l'occupation des locaux en regard des conditions définies dans la convention.
- Proposer des axes d'amélioration permettant d'assurer la qualité et la transparence du dispositif d'attribution des locaux associatifs et garantir la fiabilité et l'efficacité du suivi administratif et financier des conventions signées.

Les principaux constats établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés comme suit :

- Manque d'harmonisation des conventions de mise à disposition de locaux selon les directions gestionnaires.
- Absence de document formalisant les règles de fonctionnement de la CALA (commission d'attribution des locaux associatifs).
- Nombreuses associations du périmètre de l'audit ont changé les serrures des locaux sans accord préalable ni information de la collectivité.
- Outil de gestion informatisé insuffisamment exploité.
- Procédure de recouvrement des impayés insuffisamment partagée entre les directions gestionnaires et la trésorerie.
- Plusieurs associations du périmètre de l'audit n'utilisent pas les locaux conformément à la destination prévue dans la convention ou les utilisent peu ou pas.

Sur la base des préconisations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une série de mesures correctives :

- Création d'un modèle type de convention de mise à disposition avec une partie "clauses particulières" pour s'adapter aux spécificités.
- Etablissement d'un règlement de fonctionnement de la CALA (membres, rôle et missions).
- Formalisation des états des lieux d'entrée et de sortie des locaux associatifs.
- Interdiction express des changements de serrures sans accord préalable à inscrire dans le modèle type de convention.
- Harmonisation du suivi administratif et financier des locaux (dont le processus de recouvrement) en formant l'ensemble des directions concernées à l'outil AS-TECH.
- Vérification régulière de l'usage des locaux et remise en cause de l'attribution si l'usage du local est modifié sans accord préalable ou si le local n'est pas utilisé.

Le rapport d'audit retraçant les observations et les recommandations du cabinet Ernst & Young a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 29 septembre 2015, est annexé à la présente délibération et est donc consultable à ce titre, comme le prévoit le règlement intérieur de l'assemblée délibérante, 48h avant la séance du Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Prendre acte du rapport d'audit du cabinet Ernst & Young sur les locaux associatifs, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

Le Conseil prend acte



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Projet d'orientation des Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors de la municipalisation des Maisons pour tous en janvier 2011, le plan d'objectif des Maisons pour tous est resté relativement informel.

Monsieur le Maire a donc souhaité un projet global d'orientation pour les 22 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier, permettant ainsi le cadrage des actions à développer au sein de chaque structure.

La gestion et la coordination de l'ensemble des structures et des équipes d'animation sont confiées à la Direction Proximité et Citoyenneté et à son service des Maisons pour tous.

Les Maisons pour tous poursuivent deux missions principales qui visent à assurer un lien de proximité entre la Ville et ses habitants : l'accueil du public et le développement de la politique d'animation socio-culturelle de Montpellier dans ses quartiers.

Les valeurs qui guident l'action des Maisons pour tous sont celles de l'éducation populaire et de la laïcité, dans le respect du Service Public.

Dans cet esprit, elles cherchent à accompagner tous les publics dans leur développement personnel et social, par un ensemble de propositions culturelles ou socio-culturelles, de loisirs et de découverte, facteurs de rencontres, d'épanouissement.

Elles favorisent la mixité, le lien social et la convivialité entre les habitants, et participent au développement local des territoires en apportant notamment leur soutien à la vie associative.

Au titre de la neutralité, les Maisons pour tous ne peuvent héberger aucune activité culturelle, syndicale, ou politique.

Le détail des missions et du fonctionnement de ce projet d'orientation sont présentés dans le document joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter le projet d'orientation du service des Maisons pour tous de la ville de Montpellier

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Soutien à la langue occitane

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La langue est un élément fondamental de la culture et pourtant dans le monde un nombre appréciable de langues minoritaires et régionales disparaissent chaque année. Il en va de même de l'occitan, langue et culture historique de notre territoire, classé selon l'Unesco comme « en danger sérieux d'extinction ».

Si la langue officielle de la République est le français, les langues régionales appartiennent au patrimoine de la nation.

Pour la Ville de Montpellier, l'occitan, parlé et écrit depuis plus de 1000 ans participe de l'identité et de la personnalité de notre territoire, non seulement comme partie intégrante du patrimoine régional, national et mondial, mais également comme contributeur à l'identification du territoire, à ses valeurs culturelles et intellectuelles.

C'est pourquoi la Ville de Montpellier mène une politique volontariste de soutien et de développement de la langue et de la culture occitane. Cohérente cette politique se décline par la transmission de la langue, par le soutien à la création et à la diffusion et enfin par la socialisation pour permettre à la langue d'être visible sur l'espace public.

En matière de réussite éducative, la Ville de Montpellier soutient l'enseignement de la langue tant au sein d'écoles associatives Calandretas, au nombre de trois, qu'au sein de l'enseignement public. En effet, la Ville a impulsé la création en septembre 2014 du premier cursus bilingue français-occitan à l'école maternelle Garnier, fondé sur le volontariat, et complété en septembre 2015 par l'ouverture d'un cursus à l'école élémentaire Sévigné. Il s'agit pour les élèves de découvrir les richesses de la langue et d'une culture bien vivante et de s'intégrer dans une culture et un territoire où l'occitan est très présent. Le bilinguisme est une richesse, un facteur d'ouverture et de cohésion sociale, y compris pour les nouveaux habitants.

L'occitan est également privilégié dans le cadre des Temps d'Activités Périscolaires et des classes de Calandretas participent au projet d'écriture « les Mystères de Montpellier ». Les élèves se construisent des références culturelles à travers le patrimoine et le décor de la ville.

La ville de Montpellier soutient **également la création et la diffusion de la culture occitane** par l'attribution de subventions à des associations culturelles : musées, théâtres, littérature, poésie, radio, chorales et encourage la pratique des activités traditionnelles liées à la culture occitane comme la danse, la musique ou les sports nés dans notre région comme le tambourin.

Elle encourage également la recherche universitaire et met en valeur ses archives par le biais d'expositions ou la mise en ligne d'une édition numérique du Petit Thalamus, première élaboration d'une mémoire commune en occitan, français et latin.

Elle favorise également, lorsqu'elle en a la possibilité, **la diffusion de l'occitan par les médias**, écrits ou parlés, comme les pages en occitan dans le Journal de la Ville.

Enfin, la ville de Montpellier participe à **la socialisation** de la langue par sa prochaine utilisation dans les transports en commun (Ligne 4 du tramway) ou encore la toponymie. Dans ce sens l'application DELTA, cartographie enrichie de la ville, met en lumière la toponymie, notamment occitane, en apportant des éclairages précieux. Le 12 mai 2015, la ville a hissé, pour la première fois, le drapeau occitan sur l'un des cinq mâts de l'hôtel de ville, à côté de ceux de l'Europe, de la France et de la Ville en signe de reconnaissance de cette composante de notre identité.

Forte de ces engagements, la Ville de Montpellier accueillera **la grande manifestation occitane** « Anem Oc » le 24 octobre 2015, organisée par le collectif « Per la lenga occitana ! » réunissant l'Institut d'Estudis Occitans (IEO) et la *Confederacion Calandreta* en partenariat avec d'autres grandes associations occitanes.

Festive et revendicative, cette manifestation a pour vocation d'affirmer une fierté occitane et de revendiquer un statut juridique qui garantisse les moyens favorables au développement de la langue occitane. Elle se compose de la tenue d'un village occitan sur l'Esplanade Charles de Gaulle et d'un cortège qui fera le tour de la ville ainsi qu'un concert sur le parvis de la mairie.

La Ville de Montpellier dit sa fierté d'accueillir cette grande manifestation occitane et mettra tout en œuvre pour en assurer le succès et le bon déroulement. Par sa présence, la grande manifestation reconnaît notre ville comme une des grandes capitales occitanes, de par son histoire, sa culture et ses engagements actuels.

Montpellier, entre Nice et Bordeaux, a une position centrale en Occitanie et sa vitalité démographique en fait un creuset où viennent se fondre de nombreuses identités, sans que la culture occitane y perde ses droits et ses usages. Nul doute que la jeunesse de la ville saura rencontrer, à travers cette manifestation, la vieille fierté occitane.

De plus, la Ville de Montpellier demande à l'Etat **la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires** qui « vise à protéger et à promouvoir les langues régionales et non les minorités linguistiques ». « La richesse culturelle de l'Europe » et de la France est faite de ses diversités. Reconnaisant que la République est indivisible et que sa langue est le français, elle accorde une place légitime plus importante aux langues régionales, reconnaît leur dignité et leur droit à être utilisées par chacun des citoyens qui le souhaitent, « sans distinction d'origine, de race ou de religion ». La France doit s'engager dans la voie de la défense de ses langues minoritaires.

Dans le cadre des dernières lois, l'occitan et l'ensemble des langues régionales n'ont fait l'objet d'aucune définition de statut ni même de répartition claire de compétences. Il est désormais urgent que la place de l'occitan soit inscrite dans les lois de la nation.

Une culture régionale contemporaine ne reniant rien de tous les acquis d'un passé est capable de porter l'enthousiasme de ceux qui bâtissent les villes, les métropoles, les régions et les états d'aujourd'hui et de demain.

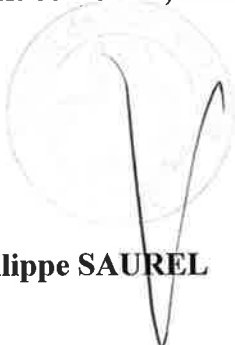
La Ville de Montpellier confirme son soutien à toutes les actions visant à reconnaître la langue occitane comme un patrimoine vivant et à permettre son usage volontairement choisi à côté du français, et non à sa place.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider d'accueillir la manifestation du 24 octobre 2015 et, dans ce cadre, de mettre à disposition de l'association CONFEDERACION CALENDRETA du matériel à hauteur de 3 540 € et du pavoisement pour une valeur de 3 750 €;
- d'approuver la convention de mise à disposition du pavoisement annexée à la présente délibération ;
- d'adopter les orientations de la politique municipale en faveur de l'occitan ;
- d'appuyer les demandes engagées en faveur de la ratification de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires européenne afin qu'une loi vienne enfin donner un statut juridique aux langues régionales et permette de mettre en place pour l'occitan une politique linguistique cohérente et volontariste sur l'ensemble de l'espace d'Oc ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations. Autorisation de signer les conventions d'occupation. Approbation des subventions en nature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-5 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école. Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit. Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe et l'attribution des créneaux d'utilisation pour les associations désignées dans le tableau ci-dessus.
- d'approuver les subventions en nature mentionnés sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville.
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou par délégation, l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ASSOCIATIONS	Adresse des Associations	Ecole mise à disposition	Montant de la subvention en nature
FABULOS DROLLES	147, Rue des 4 seigneurs MONTPELLIER	AUBIGNE	1 190€
FABULOS DROLLES	147, Rue des 4 seigneurs MONTPELLIER	CALMETTE	15 615€
LES FRANCAS DE L'HERAULT	6, Rue des Bougainvilliers Rce le capitole n°203 MONTPELLIER	RENAUD/ NERUDA	9 180€ 4 590€
MUC VACANCES	150, Rue François-Joseph Gossec 34000 Montpellier	BERNHARDT	8 025€
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 Montpellier	MOZART	6 540€
VACANCES EVASION	394, Rue Léon Blum 34000 Montpellier	FLORIAN	1 190€
LE PETIT RELAIS	1, Rue Embouque d'Or 34000 Montpellier	PASTEUR	9 000,00€
LE RELAIS DES PETITS	1, Rue Embouque d'Or 34000 Montpellier	ROUSSEAU	9 000,00€
LA GERBE	19, Rue Chaptal 34000 Montpellier	SEVIGNE	6 500,00€
LES FRANCAS DE L'HERAULT	6, Rue des Bougainvilliers Rce le capitole n°203 34000 Montpellier	BALARD	27 540,00€

MUC VACANCES	150, Rue Francois-Joseph Gossec 34000 Montpellier	PASCAL	1 850,00€
MUC VACANCES	150, Rue Francois-Joseph Gossec 34000 Montpellier	CANDOLLE	1 360,00€
TEMPO THEATRE	49, rue de la Figairasse 34000 Montpellier	CHURCHILL	2 875,00 €
ARECREE Gym	424, rue du Lavandin 34070 Montpellier	CHURCHILL	520,00 €
Chœur Universitaire de Montpellier	136, rue Del Mièjour 34070 Montpellier	MOULIN	525,00 €
CARTHAGE	183, allée de l'Aqueduc 34000 Montpellier	DAUBIE	1 290,00 €
Corps en devenir	949 av. Louis Ravas Les Cévennes Bat 4 34080 Montpellier	DURUY	495,00€
Hérault Sport	907 av. Pr Blayac ZAC Pierres Vives 34196 Montpellier	DIDEROT	540,00€
PULS	13 rue du Palais des Guilhem 34000 Montpellier	MALET	155,00€
A.C.L.E.	183 allée de l'Aqueduc 34080 Montpellier	DAUBIE	1675, 00€
Ecole des Arts martiaux chinois	1047 av. Villeneuve d'Angoulême 34070 Montpellier	FREUD	1 915,00€
A.M.S. SIAM ENERGY	158 Rue Raoul Follereau 34090 Montpellier	FREUD	1 270,00€
Montpellier Ecole Aïkido Traditionnel	140 av. du Château d'O 34090 Montpellier	ZAY	577,50 €
Club sportif IBM	Parc Industriel Rue de la Vieille Poste 34000 Montpellier	BREL	310,00 €
LES ENFANTS D'HELENE	286, Av Aiguelongue 34090 Montpellier	MITTERRAND	22 360,00€
UFOLEP	ZAC Pierres Vives Esplanade de l'Egalité 34080 Montpellier	BOLIVAR	405,00€
Les Voix'Zines	8 rue St Cléophas 34070 Montpellier	DESBORDES-VALMORE	360,00€

GAMMES - Alisé	6 rue St Barthelemy 34000 Montpellier	PASCAL	1 370,00€
LA MAISON DU JUDO	29ter, rue Lakanal 34090 Montpellier	POTTIER- SIBELIEUS	1 325,00€
LA MAISON DU JUDO	29ter, rue Lakanal 34090 Montpelllier	MITTERRAND	962,50€

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Dénomination de Montpellier en commune touristique - Renouvellement de la demande

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

[Conformément à l'article R133-32 et suivants du Code du Tourisme, la Ville de Montpellier a obtenu le statut de "commune touristique" par arrêté préfectoral n°2009-176-03.

Il convient de reformuler la demande de la Ville en déposant un dossier auprès de des services de l'Etat.

Ce dossier mettra en avant toute la politique d'accueil, d'information et de promotion mise en œuvre de manière cohérente par la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole en matière d'activité et de développement touristique, en particulier au travers du développement récent et en cours d'équipements d'envergure nationale et internationale, qui font aujourd'hui de Montpellier une référence en matière culturelle et participent largement à son attractivité touristique.

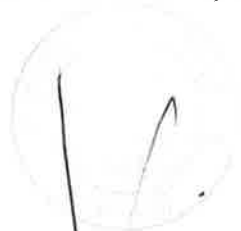
Il s'agit notamment du Corum, un des plus grands Palais des Congrès de France, abritant l'opéra et l'Orchestre National, du Musée Fabre agrandi et entièrement rénové, du zoo de Lunaret et de sa serre amazonienne, de l'Arena près du parc des expositions, du complexe ludico commercial Odysseum comprenant, entre autres, l'aquarium marin Mare Nostrum, le planétarium Galilée et la patinoire Végapolis...

Les manifestations sportives nationales ou internationales organisées régulièrement dans les équipements tels que l'Altrad Stadium, la piscine Olympique d'Antigone ou le stade de la Mosson participent également au dynamisme touristique montpellierain. De nombreuses manifestations drainent également une population touristique de plus en plus nombreuse : c'est le cas par exemple des manifestations saisonnières organisées par la Ville, telles que les Estivales, les Zones Artistiques Temporaires, le Cœur de Ville en Lumières, les Hivernales et son marché de Noël, mais aussi et surtout les grandes manifestations internationales comme le Festival Radio France, le Festival International Montpellier Danse, le Festival du Cinéma Méditerranéen, le Festival International des Sports Extrêmes, et divers festivals de musiques électroniques.

- approuver la convention financière jointe en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a smaller 'S' and a final flourish.

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Convention financière entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} janvier 2015, et les évolutions législatives récentes ont entraîné un transfert de compétences important des communes vers le nouvel établissement public intercommunal, telles que la politique de la Ville, la gestion de la voirie et des espaces publics dédiés, nécessitant une relation à l'usager partagée et renforcée au sein du bloc communal.

La rationalisation de l'action publique et la nécessaire maîtrise des coûts, dans un contexte de contrainte budgétaire nécessite une convergence des organisations communale et intercommunale, dont en premier lieu avec la Ville Centre.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent donc, à ce titre développer et optimiser des actions de communications mutualisées, notamment lors des manifestations publiques, en présentant des stands communs aux deux entités.

En fonction des événements, l'organisateur principal mettra à disposition de l'autre personne morale, les installations qu'il aura érigées et financées moyennant une participation.

Celle-ci correspondra à la moitié des frais engagés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la réalisation et le tenue de stands communs qu'elle aura installés.

Réciproquement, lorsque la Ville de Montpellier engagera la totalité des frais pour la réalisation et la tenue de stands, Montpellier Méditerranée Métropole lui reversera la moitié des frais engagés.

Il est proposé de formaliser cette gestion partagée par une convention financière d'une durée d'un an renouvelable une fois, à intervenir entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- approuver la convention financière jointe en annexe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Convention constitutive de groupement de commandes Commune de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole - Marché de veille médias

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

[Par décret 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue, depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette évolution permet de développer une réflexion commune en matière de stratégie de communication et de relations presse entre la ville de Montpellier et la Métropole.

Le traitement mutualisé des services « presse » de ces deux structures sera positif en terme d'harmonisation, de rationalisation, notamment financière, mais aussi de lisibilité et de cohérence.

Il est donc souhaitable de mettre en place un groupement de commandes pour la passation d'un marché de veille médias selon la convention annexée à la présente délibération, la Métropole étant désignée comme coordinatrice.

Les besoins de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole sont chacun estimés à 32 500 € HT par an ; il est donc envisagé de lancer une consultation pour un marché à lot unique d'un montant de 65 000 € annuel renouvelable une fois. Ce marché aura pour objet la réalisation d'une revue de presse nationale et locale écrite et audiovisuelle, identique pour les deux membres du groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commande avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la passation d'un marché de veille médias ;
- d'approuver la convention constitutive dudit groupement telle que jointe en annexe à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, toute personne ayant délégation pour le faire, à signer cette convention ;

17

- d'autoriser d'ores et déjà la signature par le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des actes relatifs à la mise en œuvre de la convention objet de la présente, notamment le marché, tel que décrit dans la présente délibération au nom des deux membres du groupement.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

PLAN DE REDYNAMISATION de MONTPELLIER Avenant n°1 Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Du fait de la réforme de la carte militaire de juillet 2008, le bassin économique montpelliérain a été touché par la fermeture, en 2010, de deux sites de formation des armées : l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI) et l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM).

L'empreinte économique totale du départ des deux écoles s'élève à 1706 emplois et représente une perte de richesse de 96 millions d'euros.

En conséquence, un Plan Local de Redynamisation (PLR) a été signé entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 22 mai 2012.

Le PLR, conclu à hauteur de 3 878 000€, s'est accompagné d'un soutien de l'Etat de 1 500 000€ de crédits FRED et FNADT. Les collectivités territoriales signataires ont consolidé les engagements de l'Etat par un concours financier complémentaire.

Le PLR de Montpellier se décline en quatre axes :

- Axe 1 : Proposer une programmation urbaine innovante pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM
- Axe 2 : Développer des infrastructures économiques performantes
- Axe 3 : Accroître l'attractivité et la compétitivité du Territoire
- Axe 4 : Favoriser l'insertion des publics prioritaires

Afin de permettre la poursuite et l'achèvement des opérations inscrites au PLR ainsi que la mise en œuvre des adaptations proposées par les collectivités signataires, le Comité technique du commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) s'est réuni en date du 21 juin 2015, et a approuvé la prolongation du Plan local de redynamisation (PLR) de Montpellier de deux années. Cette prorogation n'est pas reconductible et doit faire l'objet d'un avenant approuvé par les collectivités signataires du PLR.

Ainsi, au vu du bilan du PLR constatant la nécessaire adaptation de certaines actions et la présence de reliquats disponibles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sollicitent la prolongation de la durée du PLR des deux ans maximum autorisés, soit jusqu'au 22 mai 2017, et proposent qu'un avenant au PLR entérine à cette occasion la révision de certaines actions et le financement d'une nouvelle action par redéploiement des reliquats de crédits libres d'emploi.

Ces révisions et redéploiements permettent d'utiliser dans le cadre de l'avenant, l'ensemble des fonds restants, soit un total de :

- 680 000 euros (H.T) dans le cadre du Fond National d'Aménagement des Territoires (FNADT).
- 249 830 euros (H.T) dans le cadre des Fonds pour les Restructurations de la Défense (FRED).

Actions inscrites au PLR et concernées par l'avenant proposé

Action 4 : Cette action, relative à la réalisation d'un VEAS de type éco-construction, bénéficie du reliquat FNADT (90 000€) de l'action 8, soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Ainsi, le montant total des fonds accordés par l'Etat(FNADT) s'élèvent pour cette action à 530 000 € (H.T).

Objectifs poursuivis et résultats attendus : Le VEAS constitue une réponse immobilière locative favorisant les activités artisanales dédiées à l'éco-construction dans son ensemble. Ce bâtiment sera également un outil adapté à la promotion et à la valorisation de la filière éco-construction.

Action 7 : Cette action est relative à l'aide à l'implantation d'entreprises et à la création d'emploi par la mise en place d'un fond dédié au développement des entreprises sur le territoire de la Métropole. Cette action, qui bénéficie d'un soutien de l'Etat (FRED) à hauteur de 105 000 euros (H.T) est intégralement reconduite dans le cadre de l'avenant n°1 au PLR.

Objectifs poursuivis de l'action 7 : Favoriser l'implantation, l'investissement des entreprises et la création d'emplois, en ciblant un soutien financier pour la création d'emploi à destination des entreprises de la French Tech.

Enjeux économique pour le territoire dans le cadre du dispositif French Tech : Revitalisation du territoire, l'initiative French Tech vise à faire émerger une équipe d'entreprises championnes, qui participera au rayonnement de la France à l'international, et aura un rôle d'entraînement sur le tissu économique local.

Action 8 : Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion. Il s'agit de favoriser le développement de chantiers d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable. Réalisation d'au moins 2 chantiers supplémentaires en 2015 et 2016.

Le soutien de l'Etat (FNADT) prévu dans le cadre de l'avenant s'élève à 150 000 euros (H.T).

Objectifs poursuivis : Développer des actions d'insertion professionnelle, de type chantier d'insertion, permettant :

- d'amener les personnes à une plus grande autonomie.
- de permettre l'acquisition de savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires pour occuper un emploi.
- de favoriser l'accès à un premier niveau de qualification en valorisant les compétences acquises.
- de créer des passerelles vers l'emploi ou la formation professionnelle.

Rappel des objectifs en termes d'emplois par chantier : 3 à 4 sorties vers un emploi durable (CDI, CDD ou période d'intérim supérieure à 6 mois) / 3 à 4 sorties vers un emploi de transition (CDD ou période d'intérim de moins de 6 mois) / 3 à 4 sorties positives (formation qualifiante).

Action 10 : Il est proposé d'intégrer dans l'avenant au PLR de Montpellier une nouvelle action intitulée « développer l'offre foncière à destination des entreprises sur le parc d'activités Descartes ».

L'action 10 bénéficie du reliquat FRED (144 830€) des actions 1, 2, 3, 6 et 9 du PLR : Cette action vise à l'aménagement du parc d'activité Descartes sur la commune de Lavérune.

Objectifs poursuivis :

- Offrir des opportunités foncières aux PME de la Métropole,
- Accueillir des activités artisanales, industrielles créatrices d'emploi,
- Concevoir un aménagement qui favorise des PME/PMI dans le respect de l'environnement.

Description du projet : Le parc d'activités « Descartes » s'intègre au sein du pôle artisanat productif à l'ouest du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole situé sur la Commune de Lavérune et vient donc conforter la destination économique de ce secteur.

L'avenant proposé intègre dans son annexe le bilan détaillé du Plan Local de Redynamisation, ainsi que les documents rappelant notamment les enjeux et les objectifs poursuivis, action par action.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 du Plan Local de Redynamisation de la Ville de Montpellier joint à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Approbation pour le lancement par la métropole d'une étude stratégique de reconquête urbaine entre la Comédie et le Lez

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La croissance de Montpellier ces 30 dernières années s'est essentiellement traduite par des réalisations nouvelles avec le développement de la Ville vers l'est et la réalisation du projet urbain de Port Marianne.

Depuis quelques années, un certain nombre de sites, notamment le long de la voie ferrée, a fait l'objet de mutations propices à des opérations de renouvellement urbain. La Ville a donc engagé ou initié des projets d'échelles différentes qui favorisent une revitalisation de la ville centre, de ses faubourgs et des entrées de ville. Ces projets s'appuient sur un axe Nord-Sud qui constitue aujourd'hui un enjeu majeur de développement et de renouvellement urbain. Cet axe se décline du nord au sud par la revitalisation de l'entrée de ville « route de Nîmes », la reconversion du site de l'ancienne mairie avec la ZAC Pagézy, objet de la présente étude, la création d'un centre multimodal en plein cœur de Ville avec la ZAC du Nouveau Saint Roch et la reconversion de la vaste zone industrielle et artisanale des Près d'Arènes en un quartier mixte d'habitat, la ZAC de la Restanque.

Le périmètre d'étude Comédie/Lez proposé s'inscrit à la charnière de cet axe de renouvellement urbain Nord Sud et de l'axe historique Est/Ouest reliant le centre historique et le Lez. La réflexion à engager constitue une occasion à saisir pour trouver la pleine expression de la composition urbaine et de la programmation notamment économique et commerciale qui s'étend depuis la place de la Comédie jusqu'aux rives du Lez.

La Métropole souhaite donc lancer une étude urbaine, programmatique et économique portant sur ce périmètre dont les enjeux seraient les suivants :

- définir une programmation urbaine et une stratégie économique qui mettent en perspective l'avenir du secteur à plus ou moins long terme ; en particulier sur le site de l'actuel hôtel de ville
- affirmer et développer des liaisons urbaines et créer une liaison ambitieuse et porteuse de sa propre identité entre la ville et son fleuve .
- reconquérir le tissu urbain existant (principalement tertiaire), stratégique ou en mutation par des opérations de renouvellement urbain et d'intervention sur l'espace public ;

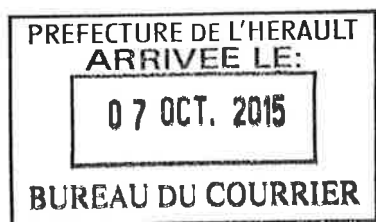
Au vu du rayonnement métropolitain et des enjeux économiques de ce secteur, la Métropole assurera le pilotage de cette étude en associant étroitement la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les principes de cette étude ;
- d'autoriser Monsieur le maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire. |

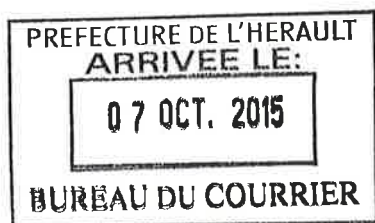
Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE,

ZAC Port Marianne - Rive Gauche Agrément de candidature SCCV ZAC Rive gauche lot 4 (Pitch/Crédit Agricole)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un éco quartier avec pour principale ambition de limiter au maximum son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération (lot 1a et 1b, lot2a et 2b), le long de l'avenue Théroigne de Méricourt s'est achevée en 2014 et 2015. Parallèlement, les travaux de la 2^{ème} tranche (lots 3, 5 et 6) ont débuté en 2014 pour une livraison envisagée en 2016.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature de la « *SCCV Rive gauche lot 4* » (représentée par Pitch Promotion et Crédit Agricole immobilier) en vue de la cession du lot n°4 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs en accession, de logements collectifs sociaux, de bureaux et de commerces.

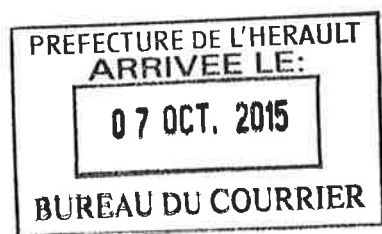
- Dénomination du candidat : Société Civile de Construction Vente (SCCV)
Représentée par :
 - . PITCH Promotion
 - . Crédit Agricole Immobilier Résidentiel
- Localisation : Lot 4
ZAC Port Marianne – Rive gauche à Montpellier,
- Parcelles cadastrées : Section SC n°31a, 171a et 190a,
- Surface du lot : 4 819 m²,
- Nature du projet : Logements collectifs en accession
Logements collectifs sociaux
Bureaux
Commerces
- SDP envisagée : 18 524 m² SDP
- SDP maximale autorisée : 19 350 m² SDP maximale,

La SERM précise que la candidature de la « *SCCV Rive gauche lot 4* », prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la société « *SCCV Rive gauche lot 4* », en vue de la réalisation de logements collectifs en accession, de logements collectifs sociaux, de bureaux et de commerces sur le lot 4 de la ZAC Port Marianne – Rive Gauche,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

25



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde Mandat Ville/SERM pour la réalisation des équipements primaires Reddition des comptes et quitus du mandat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 29 septembre 2000, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde ainsi que le programme des équipements publics et les modalités de la participation financière de la Ville de Montpellier.

Par délibération du 5 novembre 2001, le Conseil municipal a approuvé la convention de mandat permettant de confier à la SERM l'étude et la réalisation des aménagements primaires au sein de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde. Cette convention de mandat a été signée le 19 novembre 2001.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a confié à la SERM la réalisation des principales infrastructures primaires suivantes, pour la partie qui ne concerne pas exclusivement la desserte du quartier :

- prolongement de la rue Léonard de Vinci depuis le quartier Blaise Pascal jusqu'à la place Matteo Manuguerra (voie réalisée) ;
- réaménagement de l'avenue Albert Einstein, dans le périmètre de la ZAC Port Marianne-Jardins de la Lironde (travaux réalisés avec mise à double sens de l'avenue en février 2011) ;
- réaménagement de la route de Vauguières, entre la rue Albert Einstein et la rue Léonard de Vinci (travaux réalisés durant l'année 2006 et début 2007) ;
- création de deux bretelles d'accès à la ZAC depuis l'avenue Pierre Mendès-France, classée route express, dont la réalisation a été autorisée par arrêté ministériel du 11 janvier 2007 (travaux réalisés fin 2009).

Le montant prévisionnel des travaux à réaliser dans le cadre de cette convention de mandat était estimé à 6 905 000 € TTC.

Un avenant n°1, approuvé par une délibération du Conseil municipal du 25 juillet 2005, a permis de modifier la convention de mandat pour la proroger jusqu'au 31 décembre 2010.

La mission « Sécurité et Protection de la Santé » (SPS) étant supprimée de la convention de mandat, le Conseil municipal a approuvé par délibération du 26 juillet 2007 un avenant n°2 en vue d'autoriser la SERM à confier cette mission à un prestataire extérieur, après mise en concurrence.

Par délibération du 24 juillet 2008, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°3 à la convention de mandat afin de procéder au renforcement du réseau primaire d'eau potable entre les quartiers Blaise Pascal et Jardins de la Lironde par la réalisation d'une conduite de maillage sous l'avenue Pierre Mendès-France.

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°4 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2011, en considération des travaux de voirie et de réseaux restant à effectuer.

Par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°5 à la convention de mandat prorogeant la mission de la SERM jusqu'au 31 décembre 2013 pour assurer le suivi de garantie des travaux réalisés, notamment en matière d'espaces verts.

Conformément à l'article 15 de la convention de mandat, la SERM a transmis pour quitus en date du 28 mai 2015 la reddition définitive des comptes de l'opération.

Après contrôle et récolement des pièces transmises, l'ensemble des dépenses assurées par la SERM pour le compte de la Ville de Montpellier s'élève à 6 803 148,50 € TTC (comptes arrêtés au 31 mars 2015).

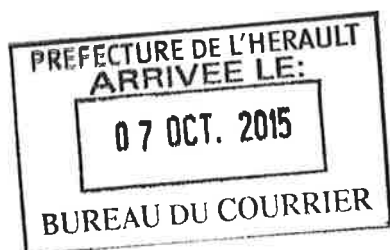
Les recettes d'un montant de 6 802 689,40 € sont assurées par les remboursements de la Ville de Montpellier pour 6 790 827,58 €, 11 861,82 € correspondant à des produits financiers.

En tenant compte de l'ensemble de recettes encaissées par le mandant dans le cadre de sa mission, le bilan de l'opération fait apparaître un déficit de trésorerie de 459,10 € TTC à verser par la Ville à la SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la reddition définitive des comptes du mandat Ville/SERM pour la réalisation des équipements primaires de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde,
- de donner quitus de la mission confiée à la SERM,
- d'autoriser le paiement à la SERM du déficit de trésorerie pour un montant de 459,10 € TTC,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer le protocole de clôture donnant quitus à la SERM, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A circular official stamp of the Mayor's office is partially visible behind the signature. The signature is a stylized, handwritten name in black ink.

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Foncier ZAC Port Marianne-Consuls de Mer (îlot 16) Renonciation à une servitude de passage piéton public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors de l'aménagement de la ZAC Port Marianne-Consuls de Mer, différentes servitudes de passages ont été instituées pour relier entre eux les différents lots vendus par la SERM, aménageur de la ZAC.

Ces servitudes, à vocation publique, ont fait l'objet d'actes notariés pour permettre leur publication à la conservation des hypothèques.

Une servitude de passage piéton public a été inscrite sur l'îlot 16 de la ZAC, ensemble immobilier « Les Alizés », pour relier le chemin de Moularès à la rue Michel Trocmé, au travers d'un patio intérieur privé.

Les trois résidences concernées donnant sur ce patio souhaitent fermer le passage et veulent engager des travaux de mise en valeur de l'espace central par des aménagements d'espaces verts. Elles proposent de fermer les deux passages par des grilles, dispositif validé par les services de sécurité incendie.

Les trois résidences ont voté en assemblée générale de copropriété l'abandon de la servitude de passage et la prise en charge des frais liés à la rédaction de l'acte de renonciation de servitude.

Cet acte sera confié à l'office notarial de Baillargues qui a rédigé l'acte de division volumétrique et de création de servitudes le 29 février 2000.

Compte tenu de la taille modeste du patio concerné ainsi que de son dénivelé marqué avec la voirie publique, sa fermeture n'affectera aucune utilité publique et n'aura pas de conséquence sur les conditions des déplacements doux dans le secteur.

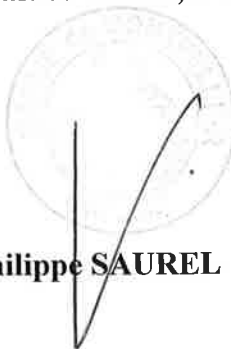
Aussi, comme le permet une simple délibération du conseil municipal, il est proposé de renoncer à cette servitude de passage, de constater sa désaffectation et de prononcer son déclassement.

En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation de la servitude de passage piéton sur l'ensemble immobilier « Les Alizés » chemin de Moularès, rue Michel Trocmé, du fait de son absence d'utilité publique ;
- de déclasser cette servitude du domaine public ;
- d'accepter la rédaction d'un acte de renonciation de servitude par l'office notarial de Baillargues aux frais du demandeur, le syndic gestionnaire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Foncier Elargissement avenue du Pic Saint-Loup et rue des Quatre Vents Acquisition emprise « Le Clos Elisabeth »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ». Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale. Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole. La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La résidence « Le Clos Elisabeth » située à l'angle de l'avenue du Pic Saint-Loup et de la rue des Quatre Vents, parcelle AO 304, d'une contenance de 479 m², souhaite se clôturer. A cet effet, elle a sollicité des services de la Ville l'application des réserves C 8 et C 94 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), afin de pouvoir disposer de son assiette foncière dégrevée de toute contrainte.

Conformément aux emplacements réservés C 8 et C 94, une emprise de 102 m² a été détachée de l'assiette foncière de la copropriété pour permettre l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup et de la rue des Quatre Vents au droit de la résidence « Le Clos Elisabeth ».

Il convient d'acquérir la nouvelle emprise à extraire de la parcelle AO 304, d'une contenance de 102 m² à titre onéreux, au prix de 70 €/m² soit un montant total de 7 140 € (sept mille cent quarante euros).

Lors de l'assemblée générale du 12 juin 2014, les copropriétaires de la résidence « Le Clos Elisabeth » ont accepté les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles, sur la ligne « 25943 – opération sous mandat terrain voirie – nature 45811 – chapitre 917 ».

Maître Jean-Pierre VIDAL, notaire à Cournonterral, a en charge les intérêts du syndicat des copropriétaires de la résidence Le Clos Elisabeth. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir l'emprise de 102 m² issue de la parcelle AO 304, au prix de 7 140 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup, emplacement réservé C 8, et de la rue des Quatre Vents, emplacement réservé C 94 du PLU ;
- de saisir Maître Jean-Pierre VIDAL, notaire à Cournonterral (34), pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Foncier Acquisition emprise propriété Kaufman et Broad Elargissement rue Gaston Bachelard PAE Marqueroze Multisites

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom "Montpellier Méditerranée Métropole".

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, plusieurs des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre du projet d'élargissement de la rue Gaston Bachelard, qui s'inscrit dans le périmètre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) Marqueroze Multisites, la société Kaufman et Broad a obtenu un permis de construire n° 34 PC 13 V0 243 pour la réalisation de son opération immobilière.

Au titre de ce permis de construire et de la convention au PAE Marqueroze Multisites, cette société doit céder les parcelles nouvellement cadastrées EK 324 d'une superficie de 18 m² (poste de refoulement), EK325 d'une superficie de 132 m², EK 333 d'une superficie de 245 m², permettant ainsi d'élargir la rue Gaston Bachelard, au titre de l'opération C 59 du PLU, voie très étroite à cet endroit.

La cession de la parcelle cadastrée EK 324 d'une superficie de 18 m² sera réalisée à l'euro symbolique.

La cession des parcelles EK 325 d'une superficie de 132 m² et EK 333 d'une superficie de 245 m² sera réalisée à titre onéreux sur la base du tarif applicable à l'ensemble du PAE, soit 60 €/m², soit un montant de 22 620 €

(vingt deux mille six cent vingt euros) pour une superficie totale de 377 m², montant qui sera déduit de la participation aux équipements publics mentionnée dans l'arrêté du permis de construire.

La Société Kaufman et Broad a accepté les conditions de la négociation.

Le notaire chargé de cette transaction est Maître PERREIN, notaire à Montpellier, il rédigera l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

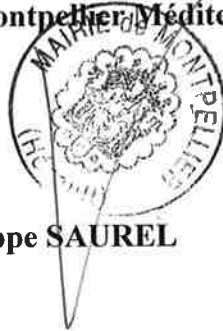
En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée EK 324 d'une superficie de 18 m² à l'euro symbolique,
- de procéder à l'acquisition des parcelles nouvellement cadastrées EK 325 d'une superficie de 132 m² et EK 333 d'une superficie de 245 m² au prix de 60 €/m², soit un montant de 22 620 € pour une superficie totale de 377 m², afin de permettre les travaux d'élargissement de la rue Gaston Bachelard, montant qui viendra en déduction des participations dues au titre du PAE Marqueroze Multisites,
- de confier la rédaction de l'acte à Maître PERREIN, notaire à Montpellier, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Philippe SAUREL



Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Foncier Elargissement du Chemin de Moularès Acquisition emprise « Cœur Rive Droite »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, plusieurs des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La société COGEDIM a déposé et obtenu un permis de construire sur les parcelles EZ 136 et EZ 137, d'une contenance totale de 1 704 m², situées chemin de Moularès, afin de réaliser un bâtiment de logements désigné « Cœur Rive Droite ».

Conformément à l'emplacement réservé C132 du plan local d'urbanisme (PLU) une emprise de 190 m² a été détachée de l'assiette foncière de la future copropriété pour permettre l'élargissement du chemin de Moularès au droit de l'opération « Cœur Rive Droite ».

Il convient d'acquérir les nouvelles parcelles cadastrées EZ 594 (136 m²) et EZ 600 (54 m²) d'une contenance totale de 190 m² à titre onéreux, au prix de 54€/m², soit 10 260 € (dix mille deux cent soixante euros).

Par courrier du 27 mars 2015, la société COGEDIM a accepté les modalités de la cession.

Les crédits nécessaires sont disponibles, sur la ligne « 25943 – opération sous mandat terrain voirie – nature 45811 – chapitre 917 ».

Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, a en charge les intérêts de la société COGEDIM. Il se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, dont la signature devra intervenir avant la livraison de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- d'acquérir les parcelles nouvellement cadastrées EZ 594 (136 m²) et EZ 600 (54 m²) d'une contenance totale de 190 m², au prix de 54€/m², soit un montant total de 10 260 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement du chemin de Moularès correspondant à l'emplacement réservé C 132 du PLU ;
- de saisir Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues (34), pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

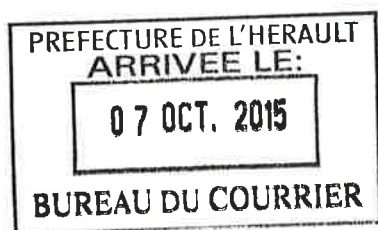
Le Conseil adopte.

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,
Agissant au nom et pour le compte
de Montpellier Méditerranée Métropole**



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabiï YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre ville est un des objectifs prioritaires de l'opération « Montpellier Grand Cœur » lancée en 2003 par la Ville de Montpellier, pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment.

La Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

L'objectif de la Ville est se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un danger patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- . Rue de la République et rue d'Alger,
- . Halles Laissac - faubourg de la Saunerie - boulevard Clémenceau,
- . Boulevard de l'Observatoire - boulevard du Jeu-de-Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- . Rue Faubourg du Courreau,
- . Rue St Guilhem,
- . Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- . Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – place Carnot,
- . Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,

- . Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- . Boulevard Louis Pasteur – boulevard Louis Blanc – place Albert 1^{er} – rue de l'Université,
- . Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

Cet outil a permis à la Ville de suivre plus précisément l'évolution des mutations commerciales sur les secteurs concernés et, ponctuellement, de mener une action publique en vue de les orienter et de les maîtriser au regard des objectifs suivants :

- . Préserver l'attractivité et la chalandise spécifique des pôles commerciaux structurants du centre ville,
- . Agir pour améliorer les conditions d'exploitation et le maintien d'activités professionnelles particulières, via la maîtrise des fonds de commerce en complément des murs commerciaux qui leur sont associés,
- . Encadrer l'impact du processus de spécialisation excessive de certains sites et linéaires commerciaux,
- . Encadrer les démarches spéculatives et de surenchères résultant de la mise en œuvre des projets urbains commerciaux structurants.

Il est désormais proposé, par la présente délibération, d'étendre ce périmètre à 3 autres secteurs, pour lesquels l'analyse montre qu'ils relèvent de la même problématique commerciale:

Rue Maguelone :

Il apparaît nécessaire d'intégrer cette rue dans le périmètre afin d'éviter la disparition des quelques commerces de proximité existants et la poursuite d'une baisse amorcée du niveau de gamme.

Grand'rue Jean Moulin (partie Sud Ouest) :

Ce secteur se paupérise sur le plan de l'offre commerciale. Il est probable que la taille réduite des surfaces d'exploitation favorise cette évolution. L'exercice du droit de préemption permettra d'assurer une meilleure diversité et une montée en gamme des activités, y compris, le cas échéant en envisageant des regroupements visant à favoriser l'accueil d'enseignes de gamme supérieure.

Boulevard Victor Hugo :

Ce boulevard de faible qualité commerciale est pourtant situé stratégiquement entre la place de la Comédie et les Halles Laissac, au contact de toutes les lignes de tramway.

Il est important de favoriser le développement d'une diversité commerciale de cet axe pour qu'il soit animé, que sa localisation favorable soit exploitée et qu'un rééquilibrage de la rue, entre commerces et services, soit trouvé.

Par ailleurs, des corrections graphiques sont proposées en complément au sein des 11 secteurs initiaux, s'agissant de parcelles appartenant aux linéaires identifiés mais écartés par erreur d'adressage.

Le plan délimitant le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité intégrant les parcelles complémentaires sur les secteurs préexistants, les 3 nouveaux secteurs et le rapport d'analyse afférent ont été soumis pour avis à la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier et à la Chambre des métiers et de l'artisanat en application de l'article R.214-1 du Code de l'urbanisme le 29 mai 2015.

En l'absence d'observation de ces organismes dans les deux mois de leur saisine, leur avis est réglementairement réputé favorable depuis le 29 juillet dernier.

Par courrier du 14 août 2015, la chambre de commerce et d'industrie de Montpellier a corroboré son avis tacite par un avis favorable explicite au projet, en remerciant la Ville de poursuivre une étude spécifique au cas par cas de chaque dossier proposé afin d'accompagner individuellement au mieux les commerçants dans des périodes économiquement délicates que sont pour eux les cessions de fonds ou baux commerciaux.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et de baux commerciaux, délimitée conformément aux plans ci-annexés,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et Montpellier Méditerranée Métropole (par délibération du 17/12/2014).

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

SARL ALAIN POUX 3 place Notre Dame / 48 rue Aiguillerie (complément - parties communes)	180,00 €
Syndic COPROP 8 bis rue Roudil (parties communes)	1.424,00 €
Syndicat copro 16 rue Terral (parties communes)	4.000,00 €
M. Pierre NEUVEGLISE, 31 rue Candolle (propriétaire occupant)	4.000,00 €
Total :	9.604,00 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention attribuée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle avec conformité des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions d'un montant total de 9.604,00 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

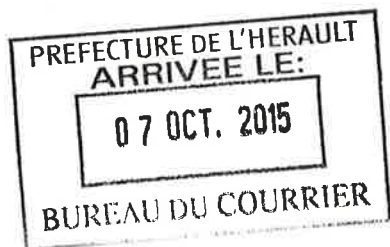
Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE,

Montpellier Grand Cœur **Modification du règlement du ravalement obligatoire de façades**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur », la Ville de Montpellier poursuit le développement de la campagne de ravalement obligatoire initiée en 1987 sur l'Ecusson. En effet, cette action participe non seulement à la requalification de l'ensemble du bâti mais aussi à celle des espaces publics (aspect esthétique, propreté). Plusieurs modifications du règlement du ravalement ont déjà été réalisées, afin de l'adapter aux conditions de mise en œuvre et ainsi d'améliorer l'aide aux propriétaires :

- augmentation de la subvention à 30% du montant des travaux, dégressive au cours d'une durée de subventionnement portée à 6 ans, avec un plafonnement à 40€/m² (délibération du Conseil municipal du 21 décembre 2006),
- phasage des travaux possible sur la base d'un programme global, permettant des paiements partiels de subvention (délibération du Conseil municipal du 22 juin 2009),
- instauration de délais supplémentaires quand la réalisation des travaux est retardée par des impératifs de coordination de chantiers pour assurer un bon fonctionnement urbain (délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2010),
- subventionnement des produits ayant une garantie décennale, afin de respecter le code de la construction et de l'habitation qui impose que les bâtiments soient maintenus dans un bon état de propreté tous les dix ans (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012),
- plafonnement de la subvention à 25 000 euros par immeuble, afin que l'aide au ravalement de façade concerne essentiellement les petits immeubles typiques des faubourgs et non pas les grandes copropriétés récentes (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012),
- mise en œuvre d'une pré-visite de conformité, dans le cadre d'une mission d'assistance à la réception des travaux, pour que le propriétaire sache si les travaux sont recevables ou non avant de solder l'ensemble de ses factures (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012),

- intégration des honoraires de maîtrise d'œuvre dans les dépenses éligibles à l'aide de la Ville, car le bâti ancien nécessite souvent un travail préalable d'ingénierie spécialisée (délibération du Conseil municipal du 23 juillet 2012).

Après avoir été subventionné par la Ville pendant 6 ans sur chaque secteur concerné, le ravalement de façade reste obligatoire et la procédure prévue par le code de la construction et de l'habitation (injonction, sommation avec arrêté du Maire, travaux à frais avancés) peut être engagée pour contraindre les propriétaires à entretenir correctement leur patrimoine, dans le respect de l'intérêt général.

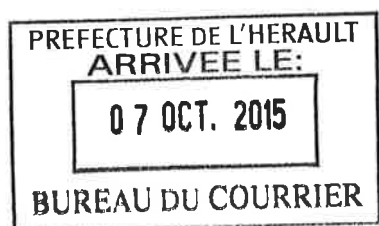
Maintenant que cette phase coercitive prend de l'ampleur, il est proposé une nouvelle présentation du règlement du ravalement, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le fait qu'il s'applique pour tous travaux de ravalement situés dans le périmètre de ravalement obligatoire, et non pas uniquement pour bénéficier d'une subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement modifié du ravalement obligatoire,
- d'autoriser Mr le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



A handwritten signature in black ink, appearing to be "Philippe SAUREL".

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Quartier Mosson

Convention de servitude de passage d'un réseau électrique avec la Coopérative d'Electricité de Saint-Martin-de-Londres (Parcelles cadastrées LV 6 et LV 14)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La coopérative d'électricité de Saint Martin de Londres (CESML), gestionnaire du réseau de distribution électrique, souhaite entreprendre des travaux de restructuration pour améliorer la distribution électrique au nord de Montpellier.

Cette opération consiste à poser 15 kilomètres de câble souterrain et permet de déposer 7 kilomètres de câble aérien et 43 poteaux en béton. Les travaux impactent les communes de Grabels, Juvignac, Montarnaud et Montpellier.

Sur la commune de Montpellier, les parcelles cadastrées LV 6 et LV 14, propriétés de la Ville, sont impactées par cette opération. Ces parcelles sont des terrains arborés situés le long de la Mosson, rue de Corse, classés en Espace Boisé Classé au Plan Local d'Urbanisme et en zone naturelle N2.

Par conséquent, afin de ne pas porter atteinte à l'espace boisé, la CESML propose de réaliser cette traversée par un forage dirigé qui passera dans une zone rocheuse située entre 10 mètres et plus de 30 mètres en profondeur. Le diamètre du forage sera de 45 cm environ. Ce forage sera dirigé depuis l'extérieur de l'espace boisé.

Afin de réaliser ces travaux, la CESML propose à la Ville la signature d'une convention de servitude de passage de deux lignes électriques sur une longueur d'environ 160 mètres sur les parcelles cadastrées LV 6 et LV 14.

En conséquence, nous vous demandons de :

- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitude à titre gratuit avec la « Coopérative d'Electricité de Saint-Martin-de-Londres » pour le passage en souterrain d'un réseau électrique sur les parcelles cadastrées LV 6 et LV 14 situées rue de Corse,
- de demander à Maître Gérard MERLE, notaire à SAINT-GELY-DU-FESC, de publier cette convention aux frais de la CESML,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Convention de partenariat pour l'organisation du cycle "projeté - architecture & cinéma" entre la Ville de Montpellier, la DRAC, l'ENSAM, l'Ordre des Architectes et la Maison de l'Architecture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créé en 2011 à l'initiative de la Maison de l'Architecture, « Projeté – Architecture & Cinéma » est un cycle de conférences et de projections mettant en évidence la place importante que tiennent les concepts architecturaux dans le cinéma. Chaque année, un thème est le fil conducteur des rencontres. Ainsi pour la saison 2014/2015, le thème retenu était « le lieu » et il a été proposé quatre projections, au sein du Cinéma municipal Nestor Burma, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, de la Panacée et sur l'espace public, comme c'est le cas chaque année, sur la place Sainte-Anne à Montpellier.

Pour la Ville de Montpellier, au fort patrimoine culturel et architectural, ces rencontres alliant à la fois images cinématographiques et réflexion architecturale sont une belle opportunité d'offrir aux Montpelliérains un cycle de projections et de conférences dont la qualité est une exigence. Cinéphiles, architectes, curieux, néophytes ou étudiants sont ainsi invités à découvrir ou redécouvrir de grands classiques du cinéma sous un nouvel angle, non plus seulement narratif mais architectural.

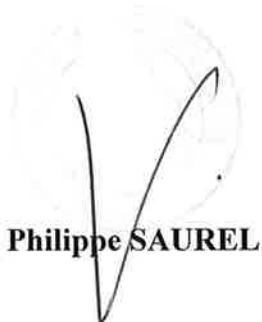
La Ville de Montpellier soutient depuis son origine ce projet porté par la Maison de l'Architecture, aux côtés de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier et de l'Ordre des Architectes. Outre un accompagnement en termes de communication, la Ville de Montpellier met à disposition de la Maison de l'Architecture, le Cinéma Municipal Nestor Burma, qui prend en charge les coûts de location et de projection du film présenté, et pourra accueillir au besoin une soirée au sein d'un de ses lieux de culture.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- D'approuver la convention de partenariat 2015-2016 annexée à la présente délibération
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015; le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE,

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Patrimoine et Architectures

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions et acteurs culturels de son territoire afin de diversifier les événements proposés au public et assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, propose une programmation artistique et culturelle autour des arts visuels, des nouvelles formes d'écriture et du numérique. Un lien fort avec des architectes, artistes et designers a ainsi été porté depuis l'ouverture, notamment par la production d'installations spécifiques (« 24 lignes » de 1024 Architecture ou l'aménagement paysager du patio par Coloco).

L'association patrimoine et architectures propose chaque année un cycle de rencontres avec des architectes et des urbanistes sur des thématiques contemporaines dénommé « les Cafés Patrimoine et Architectures ». Ces rencontres sont libres et ouvertes à tous les publics. Cycle itinérant, les rencontres sont organisées dans des lieux culturels ou dans des cafés.

Pour le cycle 2015-2016, la Ville de Montpellier accueillera des conférences à La Panacée, dans la limite de la moitié de celles programmées sur le cycle. Les rencontres seront organisées dans l'espace du café de La Panacée et ouvertes à tous, sans droit d'entrée.

La Ville de Montpellier met ainsi à disposition la salle d'entrée du café de La Panacée, ainsi qu'un accompagnement technique pour l'installation du matériel de l'association.

Cette mise à disposition à titre gratuit correspond à une subvention en nature, qui devra être inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes de l'association, pour un montant de 71.23 € par journée d'utilisation (200 m² mis à disposition, estimés à 130 € par m² et par an - cf.évaluation des immeubles dans ce secteur).


L'association patrimoine et architectures, organisateur des cafés patrimoine et architectures, prend en charge les frais liés à l'évènement et assure le bon déroulement de la manifestation.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association Patrimoine et Architectures ;
- D'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de partenariat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier. The text 'MAIRIE de MONTPELLIER' is visible around the top half of the circle, and '(Hérault)' is at the bottom. A large, dark, handwritten signature is written over the stamp. Below the stamp, the name 'Philippe SAUREL' is printed in a bold, sans-serif font.

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Convention de partenariat la Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans sa politique culturelle, a la volonté de rapprocher les institutions culturelles du territoire afin de diversifier les événements proposés au public et d'assurer des croisements entre les différentes disciplines de l'art et de la culture.

La Panacée, centre de culture contemporaine de la Ville de Montpellier, dispose d'un auditorium de 188 places pour la programmation de conférences, lectures ou diffusions. L'utilisation de l'auditorium est intégrée à la programmation artistique et culturelle de la Panacée, dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Montpellier.

Le Centre Dramatique National de Montpellier, Théâtre des 13 vents, propose au public une programmation artistique et culturelle dans le domaine du spectacle vivant. Pour la saison 2014-2015, le Théâtre des 13 vents a élargi sa programmation et organisé un cycle de conférences thématiques avec des intervenants spécialisés. La Ville de Montpellier et le Centre Dramatique National ont ainsi engagé un premier partenariat par l'organisation et l'accueil de 9 conférences en lien avec la programmation du CDN.

La reconduction de ce partenariat est proposée dans les mêmes formes pour la saison 2015/2016.

Le CDN propose d'organiser et animer des conférences à La Panacée. Ces conférences, gratuites et ouvertes à tout public, sont les suivantes :

- le mercredi 4 novembre 2015 à 12h45 rencontre avec Alain Platel animée par Alix de Morant
- le mercredi 17 février 2016 à 12h45 conférence de Lucie Kempf autour du théâtre documentaire autour de « Hate Radio » de Milo Rau
- le mercredi 16 Mars 2016 à 12h45 rencontre avec Jérôme Bel animée par Suzanne Lafont

- le jeudi 7 avril 2016 à 12h45 rencontre avec Marlène Monteiro Freitas animée par Alix de Morant

La Ville de Montpellier pourra également donner son accord pour des conférences supplémentaires proposées par le Centre Dramatique National.

La Panacée met à disposition gracieusement son auditorium au CDN. Cette mise à disposition correspond à une subvention en nature de 69.63 € par jour d'utilisation de l'auditorium (soit 195.5 m2 mis à disposition, estimés à 130 € par m2 et par an – cf. évaluation des immeubles dans ce secteur). Cette somme sera inscrite dans le compte administratif de la Ville ainsi que dans les comptes du bénéficiaire de la mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la mise à disposition gratuite de l'auditorium de la Panacée au Centre Dramatique National pour l'organisation de conférences dans le cadre de la saison 2015/2016 ;
- D'approuver la convention jointe en annexe de la présente délibération ;
- D'inscrire la valorisation de cette mise à disposition dans le compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention de partenariat et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Cinéma municipal Nestor Burma Dispositif Collège au cinéma

Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andalous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif Collège au cinéma est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée est chargé de la coordination nationale de ce dispositif. Il met en réseau les échelons déconcentrés des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale, les Conseils généraux, les établissements cinématographiques et les enseignants volontaires autour de ce dispositif.

L'association Les Chiens Andalous en est la coordinatrice en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la Culture Numérique (CRECN), coordinateur Education Nationale, implanté au sein de l'école Georges Simenon, dans le quartier du Mas Devron.

Près de 1 900 élèves sont concernés au sein de l'Hérault, dont environ 550 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture, pour l'année scolaire 2011-2012, ce sont 433 élèves qui en ont bénéficié en 2014-2015 (soit 6 classes pour 4 établissements).

Il est proposé de renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2015-2016, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, (tarif public moins de 14 ans s'élevant à 4,00 €) avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. (cf. Délibération n°2014/569 entérinant les tarifs pour 2015).

Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention jointe en annexe ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Cinéma Municipal Nestor Burma Dispositif Lycéens au cinéma Convention entre la Ville de Montpellier et Languedoc Roussillon Cinéma

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

[Le dispositif Lycéens au cinéma est implanté dans la région Languedoc-Roussillon depuis l'année scolaire 2005-2006. Ce dispositif à vocation nationale est mis en oeuvre dans le cadre de conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre l'Etat (CNC et DRAC) et les Régions. Il est donc co-financé par le Ministère de la Culture et les Conseils régionaux.

La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales.

Dans le département de l'Hérault, le coordinateur est l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès son ouverture, pour l'année scolaire 2011-2012. En 2014-2015, ce sont 171 élèves qui en ont bénéficié (soit 6 classes pour 3 établissements.).

Il est proposé de renouveler l'accueil pour l'année scolaire 2015-2016 souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et de l'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

La convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, (tarif public plus de 14 ans s'élevant à 6,00 €) avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs. (cf. Délibération n°2014/569 entérinant les tarifs pour 2015).

Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le cahier des charges joint en annexe ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Cinéma municipal Nestor Burma

Dispositif Ecole et Cinéma

Convention entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andalous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif Ecole et Cinéma, outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis 21 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

L'association Les Chiens Andalous est la coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la Culture Numérique (CRECN), coordinateur Education Nationale implanté au sein de l'école Georges Simenon, quartier Mas Drevon.

Ce dispositif a la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC LR ainsi que les services municipaux. Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont environ 4000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérain, 1394 élèves ont participé en 2014 - 2015 (63 classes).

Il est proposé de renouveler cet accueil pour l'année scolaire 2015-2016, souscrivant ainsi aux objectifs d'éducation à l'image et d'équilibrage de l'offre pour les établissements implantés à l'ouest de la ville.

Ces classes pourront ainsi participer à un parcours cinématographique de trois films pour lesquels la chargée du jeune public accueillera les élèves et présentera chaque séance. Un cahier de notes sur le film sera remis aux enseignants pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repartira avec une carte postale et une présentation écrite du film.

Dans le cadre de ce dispositif, la convention prévoit un tarif de 2,50 € par élève, (tarif public enfant de moins de 14 ans s'élevant à 4,00 €) avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs (cf. Délibération n°2014/569 du 17/12/14 entérinant les tarifs pour 2015).

Compte tenu de la volonté forte de la Ville de Montpellier de favoriser l'accès des jeunes aux salles et de soutenir l'éducation artistique au cinéma, il est proposé au Conseil municipal :

- D' approuver la convention jointe en annexe ;
- D' autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE,

Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 18 juin 2015, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 18 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant.

Ouvert depuis février 2011 dans le quartier Celleneuve, le cinéma municipal Nestor Burma s'inscrit naturellement dans le dispositif Pass'Culture auquel il a adhéré dès la rentrée universitaire 2011. Sur présentation de la carte Pass'Culture et d'une contremarque cinéma Pass'Culture, les étudiants pourront ainsi continuer à bénéficier de places au cinéma Nestor Burma au tarif préférentiel de 4,50 € (contre 6,00 € tarif public plus de 14 ans) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant à sa charge, le différence soit 0.60 € par place.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass Culture pour l'année universitaire 2015-2016
- D'entériner ce tarif Pass Culture pour l'année 2016
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Théâtre Jean Vilar Demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le théâtre Jean Vilar organise depuis de nombreuses années des activités artistiques et théâtrales en milieu scolaire ; ces activités sont susceptibles d'être subventionnées par l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication). Il convient donc de déposer la demande de subvention au titre de la programmation 2015-2016.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication), conformément au budget du théâtre relatif aux activités en milieu scolaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Théâtre Jean Vilar Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass Culture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 18 juin 2015, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 18 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant, le théâtre Jean Vilar s'inscrit naturellement dans cedispositif.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et contre remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif public étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50 €.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointe en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar au dispositif Pass Culture pour l'année universitaire 2015-2016 ;
- D'entériner ce tarif Pass Culture pour l'année 2016,
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Théâtre Jean Vilar, programmation 2015-2016 Demandes de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, les collectivités territoriales ou certaines associations.

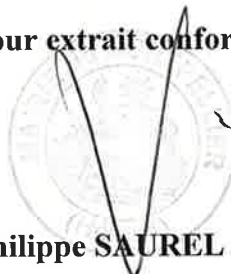
Il convient donc d'autoriser le dépôt de demandes de subventions au titre de la programmation 2015-2016.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar
- De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Agora des Savoirs 7ème saison Cycle de conférences 2015-2016 Conventions avec les conférenciers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Lors des six premières saisons, l'Agora des Savoirs a reçu plus de 120 conférenciers et plus de 65.000 spectateurs. Des partenariats avec la radio associative Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier ont contribué à élargir l'auditoire de la manifestation par des diffusions radiophoniques et des diffusions vidéo sur internet.

Le programme de cette septième saison 2015 - 2016 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le conseil scientifique composé d'une quarantaine d'enseignants et de chercheurs issus des deux universités et des centres de recherche de Montpellier. Ces conférences, au nombre de 22, se dérouleront au Centre Rabelais, les mercredis, du 4 novembre 2015 au 11 mai 2016, et débuteront à 20h30. Le programme est joint en annexe.

Pour sa 7^e saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de conférence autour du thème « Le proche et le lointain ». La conférence inaugurale sera prononcée le 4 novembre 2015 par le philosophe et sinologue François Jullien et la conférence de clôture sera confiée à l'historienne, helléniste et latiniste Florence Dupont. Les 22 conférenciers sont tous des enseignants et chercheurs de l'Université française ou des Grandes Écoles. Un certain nombre d'entre eux enseignent à Montpellier, et ils seront tous présentés par des universitaires montpelliérains, dans le but de valoriser l'enseignement et la recherche montpelliéraines.

La Ville prendra en charge les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration à hauteur d'une enveloppe maximale de 14 000 € pour l'ensemble de la saison. Le montant de la prestation par conférence est fixé à 500 €, à l'exception des deux conférences inaugurales et de clôture qui demandent plus de préparation et sont rémunérées à hauteur de 1000 €, pour un total de 12 000 € sur l'ensemble de la saison.
Une convention sera établie pour chacun des intervenants.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 12 000 € (douze mille euros) TTC ainsi que la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 14 000 € (quatorze mille euros) pour l'ensemble de la saison ;
- De prélever ces dépenses sur le crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Agora des Savoirs 7e saison Cycle de conférences 2015 – 2016 Partenariats – Divergence FM / Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier / Librairie Sauramps

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé la création de l'Agora des savoirs. L'Agora des Savoirs est une grande manifestation populaire axée sur la diffusion et le partage des connaissances scientifiques et des dernières avancées de la recherche. Ouverte à tous et gratuite, elle met en lumière le rôle si nécessaire du chercheur dans nos sociétés, et souhaite contribuer à faire connaître les différentes disciplines du savoir humain.

Pour sa 7^e saison, l'Agora des Savoirs proposera un cycle de vingt-deux conférences scientifiques autour du thème « Le proche et le lointain ». Comme pour les saisons précédentes, l'Agora des savoirs s'appuie sur plusieurs partenariats permettant une diffusion au plus grand nombre des conférences proposées.

1) Partenariats de co-production et de diffusion

À cet effet deux partenariats de co-production sont proposés avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique agissant pour le compte du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Sud de France (PRES Sud de France), qui procédera à la captation des 22 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront diffusées en direct puis en différé sur la page Dailymotion de la Ville et en différé seulement sur le site de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier. Le budget global de cette coproduction s'élève à 45 780.72 ; la Ville de Montpellier prend à sa charge 50% de ce montant, soit 22 890.36 €. La convention est jointe en pièce annexe.

- L'association Croqu'Oreilles - Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera à la radio diffusion en direct des 22 conférences sur ses ondes. Cette coproduction est prise en charge par la Ville de Montpellier Le budget de cette coproduction s'élève à 31 070 €. La Ville de Montpellier prend en charge 50% de ce montant, soit 15 535 €. La convention est également jointe en pièce annexe.

2) Partenariat autour du livre

Dès la première saison de l'Agora des savoirs, la Ville de Montpellier a tenu à placer au cœur du dispositif le livre – et en particulier l'essai –, en tant que support privilégié de partage des connaissances, objet de savoir et de plaisir.

Partenaire dès l'origine du projet, la librairie Sauramps est ainsi présente, chaque mercredi soir, dans le hall du Centre Rabelais pour présenter un choix d'ouvrages du conférencier et plus particulièrement ceux qui concernent le sujet traité par son intervention. Se voit ainsi valorisé le rôle du libraire spécialisé en tant que médiateur indispensable, apte à proposer une bibliographie adéquate. Cela permet aussi et surtout de répondre à une demande du public montpelliérain qui souhaite pouvoir prolonger par la lecture sa connaissance et sa découverte du thème traité.

Le choix de la librairie Sauramps s'explique par le rôle qu'elle joue depuis de très nombreuses années dans la valorisation et la mise à disposition du type d'ouvrages précisés ci-dessus (essais, livres universitaires, humanités et sciences humaines, sciences et techniques...). Sa légitimité et ses compétences dans le domaine du débat d'idées, de la vulgarisation scientifique et de la spécialisation universitaire en fait un partenaire essentiel de l'Agora des savoirs.

À cette fin la Ville de Montpellier met à disposition de la librairie Sauramps, chaque mercredi soir, un espace dans le hall d'entrée du Centre Rabelais pour y présenter les ouvrages des conférenciers. La librairie Sauramps accompagne quant à elle la manifestation en consacrant un espace à la promotion des livres des conférenciers au sein de son magasin du Triangle, tout le long de la saison. Elle diffuse le programme aux accueils de ses magasins Sauramps Triangle, Sauramps Odyssée et Sauramps au Musée. Elle met en ligne sur son site internet la programmation de chaque saison, en échange de quoi la Ville lui offre l'opportunité de mettre également en ligne les vidéos des conférences déjà passées. Elle annonce enfin sur son programme papier de rencontres et de manifestations mensuelles les conférences du mois, en indiquant leur titre, le nom du conférencier, la date, l'heure et le lieu.

La convention de partenariat est jointe en pièce annexe.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les conventions de coproduction avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 22 890.36 € (vingt-deux mille huit cent quatre-vingt-dix euros et trente-six centimes) et avec Divergence FM pour un montant de 15 535 € (quinze mille cinq cent trente cinq euros) ;
- De prélever au budget de la Ville la somme de 18 953.65 € sur les crédits de la Direction de la Culture et du Patrimoine, fonction 923 et la somme de 3 936.71 € sur les crédits de la Direction de la Communication, fonction 920 ;
- D'approuver la convention de partenariat avec la librairie Sauramps ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour ~~extraire~~ conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Culture et Patrimoine Exercice 2015

Complément d'attribution d'une subvention à l'association Théâtre Talhers production La Rampe T.I.O.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. a pour objectif de promouvoir la langue occitane par la promotion, la création, la production, la diffusion du théâtre, le spectacle vivant et audio-visuel en occitan. L'association a sollicité une subvention de 30 000 € pour son fonctionnement au titre de l'année 2015.

Par délibération en date du 30 mars 2015, la Ville de Montpellier a été accordé a accordé une subvention de 19.000 €.

Considérant que les actions de l'association Théâtre Talhers production la Rampe T.I.O. pour la diffusion de la langue et de la culture occitanes contribuent au développement de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier a décidé d'attribuer à cette association, pour son fonctionnement, une subvention complémentaire de 1 000 €, portant ainsi la subvention 2015 à 20.000 €.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
227	Théâtre Talhers Production La Rampe T.I.O.	F	1 000 €
	Total		1 000 €


Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation de la subvention complémentaire telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 1 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Délégation de Service Public Fourrière Automobile Avenant n° 4 Modification des tarifs 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 07 novembre 2011, le Conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion du service public de la fourrière automobile. La Ville de Montpellier a confié à EFFIA Stationnement l'exploitation du service par convention de Délégation de Service Public pour une durée de six ans à compter du 1er janvier 2012.

La convention de délégation précise dans son article 46 que les tarifs de fourrière sont fixés sur la base de l'arrêté interministériel du 2 avril 2010 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

En cas de nouvel arrêté interministériel, il est prévu que les tarifs seront modifiés en conséquence.

Par délibération en date du 29 mai 2012, un avenant n°1 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, un avenant n°2 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 21 mai 2013 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

Par délibération en date du 02 octobre 2014, un avenant n°3 a été passé afin d'actualiser les tarifs fourrière suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 26 juin 2014 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles.

La présente délibération a pour objet la passation d'un avenant n° 4 suite à la publication au journal officiel de l'arrêté du 10 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 modifié fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles afin d'actualiser les tarifs fourrière 2015.

La revalorisation des tarifs réglementés, proposé par cet arrêté, concernent les frais d'enlèvement et de garde journalière pour les voitures particulières :

- Frais d'enlèvement : ancien tarif 116,56 Euros / nouveau tarif 116,81 Euros
- Frais de garde journalière : ancien tarif 6,18 Euros / nouveau tarif 6,19 Euros

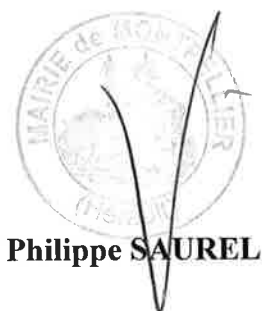
Les nouveaux tarifs seront applicables à compter de la notification de l'avenant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°4 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation de la fourrière municipale, tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant n°4 ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Mise à disposition de salles à titre gracieux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 7 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1370€.

Les associations concernées sont :

Tiens bon la barre (165€) Croix Rouge (245€) CPNCM –Philatélie (165€) BGE MPL (165€) CLUB ATOUT TAROT (220€) EFA - Enfance Famille d'Adoption (270€) APARSA (140€)

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour 17 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5390 €

Les associations concernées sont :

Association Compagnie Katrinesk (220€) Plan Rapproché (550€) CAC ST FRANCOIS (110€) RANDO LOISIRS (55€) GEM RABELAIS (220€) Enfance famille d'adoption (220€) AURAL (660€) Cie SHERPAS (110€) EUROGRECE (220€) MONTPELLIER SCRABBLE (660€) Comité De Quartier St CLEMENT (330€) ESSOR (660€) RAIPONCE (330€) SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS ((440€) BGE MPL (Boutique Gestion) (55€) GGN-Gospel Good News (440€) AGV d'ALCO (110€)

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

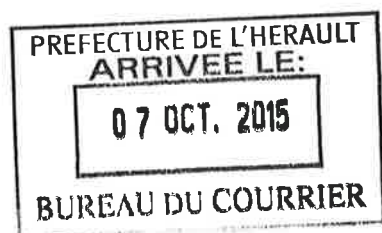
Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Le Projet Educatif De Territoire Avenant 2015-2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le PEdT a été transmis au Préfet, à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) et à la CAF de l'Hérault conformément à la délibération n° 2014/325 – du Conseil municipal du 24 juillet 2014. Il a été contractualisé pour la période de septembre 2014 à septembre 2017.

Nous rappelons que la Ville de Montpellier décline, dans le Projet Educatif de Territoire (PEdT), sa politique éducative en faveur des enfants scolarisés dans ses écoles maternelles et élémentaires publiques. Ce document formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant et notamment les temps liés à la réforme des rythmes éducatifs mis en place à la rentrée scolaire 2014.

Le projet fixe trois objectifs généraux :

- Assurer un environnement propice à la réussite éducative,
- Accompagner chaque enfant dans son parcours éducatif,
- Aider les parents à être partie prenante de la Réussite éducative.

et huit thématiques prioritaires qui font l'objet d'un suivi spécifique avec l'ensemble des partenaires éducatifs :

- Le jeune enfant et l'école maternelle,
- Les enfants en situation de handicap,
- Les enfants suivis dans le cadre de la PRE,
- Le partenariat éducatif en ZEP,
- L'accès aux loisirs et la nouvelle organisation des ALSH,
- Le partenariat avec le secteur associatif,
- La continuité éducative et les études surveillées,

- L'utilisation des nouvelles technologies, les ENT.

L'évaluation d'une première année de mise en œuvre, conduite auprès des conseils d'écoles, des agents de la Ville et des enfants eux-mêmes nous conduisent à proposer aux trois institutions partenaires un avenant 2015/2017 au projet initial pour en améliorer la pertinence.

Cet avenant concerne :

- Les instances de pilotage et l'actualisation du calendrier annuel de rencontres,
- L'organisation des temps de concertation des acteurs éducatifs afin de renforcer la cohérence et la pertinence des projets,
- L'agenda de déclaration des Accueil de Loisirs Périscolaires (ALP),
- L'organisation des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH),
- La Restauration scolaire,
- La gestion des temps de l'enfant et l'organisation des collaborations éducatives en école maternelle,
- La formation et l'accompagnement des animateurs,
- Les modalités d'interventions dans les écoles élémentaires Education prioritaire,
- La continuité éducative et le cadre d'organisation des études surveillées.

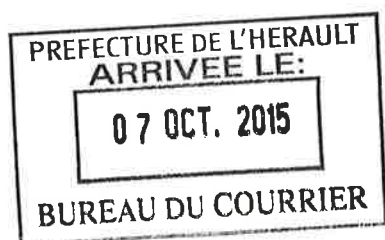
Conformément à la convention PEdT qui précise dans son article 6 que « *Toute modification du PEdT doit faire l'objet d'un avenant présenté et examiné par les différents signataires* », l'avenant 2015/2017 au PEdT sera remis aux services du Préfet, de la DSDEN et la CAF de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De mettre en œuvre les évolutions proposées dans l'avenant 2015/2017 au PEdT,
- De transmettre au Préfet, à la DASEN et à la CAF de l'Hérault l'avenant 2015/2017 au PEdT
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement ALSH

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La ville de Montpellier gère 21 centres de loisirs (4 ALSH élémentaires, 4 ALSH maternelles, 13 ALSH mixtes). Ils sont répartis sur l'ensemble de la Ville et peuvent accueillir 1306 enfants âgés de 3 à 11 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les activités proposées aux enfants sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel, dans le cadre de relations fondées sur des principes de laïcité.

La scolarisation du mercredi matin à la rentrée scolaire 2015/2016 et la mise en place d'ALSH de proximité avec accompagnement des enfants nécessitent l'harmonisation des procédures de réservation et d'inscription.

Une procédure unique de gestion des réservations et des inscriptions dans les ALSH devra s'appliquer dans l'ensemble des ALSH municipaux à partir de septembre 2015.

Les objectifs de l'harmonisation des pratiques sont :

- de rendre plus lisible pour les usagers l'accès aux ALSH,
- d'améliorer les taux de fréquentation des ALSH,
- de lisser sur tous les mois de l'année la facturation des mercredis et vacances scolaires.

Les familles peuvent constituer un dossier d'inscription auprès du responsable ALSH à tout moment durant l'année scolaire. La constitution d'un dossier d'inscription est un préalable à la réservation mais ne vaut pas réservation.

Une campagne de pré-réservation pour l'attribution des places les mercredis de l'année à venir sera organisée en mai-juin. Les places seront attribuées en fonction de critères.

Avant chaque vacance scolaire, tous les ALSH municipaux organiseront une campagne de réservation : les places seront attribuées par ordre d'inscription.

Toute réservation annulée ou modifiée hors délais entraînera une facturation complète, sauf en cas de raison médicale de l'enfant.

La mise à jour des ressources des familles prises en compte pour le calcul de leur tarification s'effectue en début d'année civile par le service Presto (uniquement pour les familles fréquentant les écoles publiques de la ville de Montpellier). Néanmoins, à la demande des familles, une actualisation du calcul des tarifs peut se faire en cours d'année.

Tous ces points sont développés dans un règlement de fonctionnement propre aux ALSH et joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le règlement de fonctionnement propre aux ALSH municipaux ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

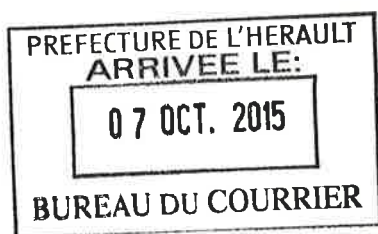
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Rénovation des façades de l'école Rabelais - Déclaration préalable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de maintenir la pérennité de ses bâtiments, l'école élémentaire RABELAIS, sise 48 rue Emmanuel Here dans le quartier Malbosc, nécessite certains travaux.

Il convient donc de procéder à la rénovation des façades, ceci pour améliorer l'isolation et l'étanchéité des bâtiments. Ces travaux seront effectués en plusieurs tranches sur 3 ans. La première tranche interviendra en 2015 pour un montant de 150 000€ TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2015 de la Ville. La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la rénovation des façades de l'école Rabelais ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2015, section investissement, fonction 902212, nature 21312 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

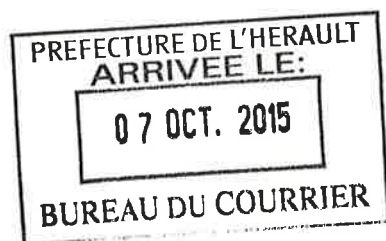
Pour extrait conforme Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Direction Travaux
Maintenance Action
Solidaire
Service Administration et
comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2015 / 381



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Rénovation des façades des écoles Kergomard et Daviler Déclaration préalable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les écoles Kergomard et Daviler sont entrées dans le patrimoine de la Ville en 2014. Depuis, la Ville procède à leur réhabilitation.

Aujourd'hui, il convient d'en rénover les façades, réaliser une isolation extérieure et changer les menuiseries. Leur coût est estimé à 350 000 € TTC. Ce montant est inscrit au budget primitif 2015 de la Ville. Ces travaux sont soumis à une déclaration préalable de travaux auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

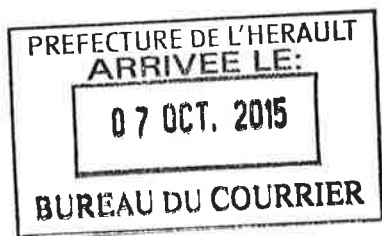
- d'approuver les travaux de rénovation des façades des écoles Kergomard et Daviler ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services de la Direction Urbanisme Opérationnel de la Ville ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2015, section investissement, programme 2013I02, opération 12D06313, fonction 902211, nature 21312 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Agrandissement des restaurants scolaires des écoles Térésa et Docteur Calmette Demande de permis de construire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Face aux effectifs des rationnaires toujours croissants dans les écoles de la Ville, il convient de procéder à la mise en place transitoire de modules préfabriqués en location, pour créer des espaces supplémentaires dédiés au temps de restauration.

A l'école Térésa, sise 30 rue Antoine Laurent dans le quartier Hôpitaux –Facultés, il est prévu la pose d'un module de 45 m² à usage de réfectoire.

A l'école du docteur Calmette, sise 147 rue des Quatre Seigneurs également dans le quartier Hôpitaux- Facultés, il est prévu la pose d'un module de 60 m² à usage de classe, libérant ainsi dans le bâtiment principal une salle pour accueillir la restauration scolaire.

Le coût de la pose de ces modules et des travaux annexes est estimé à 135 000€ TTC. Ce montant est inscrit au budget supplémentaire 2015 de la Ville.

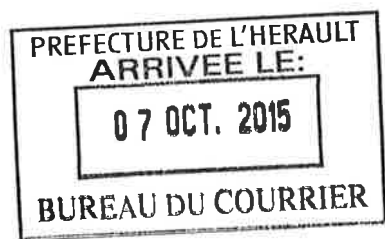
Ces travaux sont soumis à l'obtention d'un permis de construire auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en place de modules préfabriqués aux écoles Térésa et Docteur Calmette ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier de permis de construire auprès des services de la Direction Urbanisme Opérationnel de la Ville ;
- de dire que la dépense est inscrite au BS 2015, section investissement, fonction 902213, nature 21312 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Recensement de la Population 2016 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2012, publié le 1^{er} janvier 2015, est de 272 345 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 21 janvier 2016 et se termineront courant mars 2016, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2016 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 60 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.
Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2016, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,72 €, contre 0,71 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,98 €, contre 0,97 € l'année précédente

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 60 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondants à ces charges au budget communal ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Aménagement du pont des Pradiers - Verdanson aval Avis de la ville sur le dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, Maître d'Ouvrage du projet d'aménagement du Pont des Pradiers sur le Verdanson aval, a déposé auprès des services compétents de l'Etat, le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau en vertu de l'article L.214.1 à L.214.6 du code de l'environnement.

Un avis émis par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, service Eau et Risques et Nature du 15 mai 2015, jugeant le dossier recevable et devant faire l'objet d'une procédure d'enquête publique a été transmis à la Préfecture.

La Préfecture a transmis à la Ville de Montpellier l'avis d'ouverture d'enquête publique et le dossier d'enquête le 31 juillet 2015. Conformément à l'article R 214-8 du code de l'environnement, la commune de Montpellier peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique.

Le risque de débordement du Verdanson au niveau de la rue de la Pépinière a été mis en évidence lors des inondations d'octobre 2005. Lors de cet épisode (270 mm en 24h00) la cote d'alerte a été atteinte au niveau du pont des Pradiers. Les riverains ont observé qu'il restait moins de 50 cm de revanche avant débordement.

Ce risque a été confirmé par les modélisations hydrauliques réalisées par les bureaux d'études Hydrologik en 2007 et ISL Ingénierie en 2009. La capacité du pont des Pradiers est insuffisante pour une crue centennale. L'analyse du risque sur ce secteur indique qu'en cas de débordement en rive gauche une dizaine d'habitations peut être submergée en quelques minutes avec une hauteur d'eau dépassant les 2 mètres. Le risque pour les personnes et les biens est donc majeur.

Le projet d'aménagement du pont des Pradiers a pour but de réduire le risque d'inondation dans la zone urbaine voisine.

Les travaux comprennent :

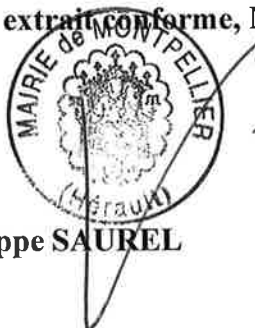
- La modification de l'entonnement au niveau du pont des Pradiers pour optimiser l'écoulement hydraulique,
- La réalisation d'un dispositif anti-embâcle en amont de l'ouvrage,
- La réalisation d'un muret en haut des berges sur une hauteur suffisante pour empêcher le débordement sur un linéaire d'environ 300m en amont du pont.

Les opérations concernant la protection des personnes sont prioritaires sur toutes les autres. Aussi, la réalisation du programme d'aménagement du pont des Pradiers est classée comme prioritaire.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sur ce projet.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Réaménagement des bureaux de la Direction Paysage et Biodiversité et mise en conformité

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Direction Paysage et Biodiversité a fait l'objet d'une restructuration dans l'organisation des services.

Il a été proposé un réaménagement global des bureaux : organisation fonctionnelle des services et mise en conformité des locaux. Cela se traduit par la construction d'un nouveau local sur la plate-forme de stockage.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'opération;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à déposer et à signer tout document relatif à cette opération de réaménagement et de mise en conformité ainsi que toutes les autorisations administratives nécessaires et notamment : Permis de construire ainsi que les autorisations nécessitées par ces demandes auprès des services de l'Etat ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au BP2015 de la Ville section investissement Chapitre 908.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Convention d'occupation du domaine public - Kiosque Dionysos - Désignation de l'occupant - Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du kiosque Dionysos, kiosque alimentaire à usage de vente à emporter/restauration rapide situé place Dionsysos a été lancé par la Ville au mois de mai pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 28 mai 2015, trois dossiers ont été déposés par M. Tahar Nedromi, M. Richard Bonneau et Mme Claude Vallée, M. Stéphane Ransou.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel
 - Expérience professionnelle dans le domaine de la restauration
 - Motivation du candidat
- 2) Dossier commercial :
 - Gamme de produits et tarifs
 - Cohérence du projet par rapport au lieu
- 3) Dossier financier
 - Viabilité économique du projet
 - Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

Le projet présenté par M. Stéphane Ransou professionnel confirmé de la restauration est le plus abouti et le plus adapté au kiosque concernant l'ensemble des critères fixés : gamme de produits « classiques » en restauration rapide et tarifs adaptés, projet en adéquation, prévisionnel financier réaliste, investissements prévus sur la durée de la convention.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 6 400 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1^{er} janvier de chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider l'attribution de la concession du kiosque Dionysos à usage de vente à emporter/restauration rapide à M. Stéphane Ransou,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Halles et marchés - Impact de la loi n°2014-626 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises adoptée le 18 juin 2014 dite « loi Pinel » vise à favoriser la diversité des commerces, à promouvoir la qualité et les savoir-faire des artisans et des très petites entreprises.

Jusqu'à l'adoption de la loi, la législation commerciale ne s'appliquait pas aux autorisations d'occupation du domaine public consenties sur les marchés de plein air et dans les halles.

La loi Pinel modifie cette donne et instaure pour les halles et marchés la possibilité pour le titulaire d'une autorisation d'occupation de présenter au maire un successeur à son activité en cas de cession du fonds. Le maire conserve toutefois la possibilité de refuser la présentation qui doit être expressément motivée.

La loi prévoit que le conseil municipal se prononce sur l'ancienneté nécessaire au titulaire de l'autorisation pour prétendre à ce droit dans la limite d'une durée de trois ans.

Il est proposé de retenir la durée de trois ans afin de garantir l'expérience et le savoir-faire des commerçants dans leur activité sur les marchés et les halles de la Ville.

En contrepartie de ce droit nouveau conféré aux titulaires d'une autorisation sur le domaine public et afin de se conformer à la pratique déjà en vigueur dans les halles, il est proposé d'instaurer des droits d'entrée à acquitter par le successeur autorisé par la Ville.

La réglementation générale des halles et marchés sera adaptée en conséquence pour préciser les démarches à établir par les titulaires d'autorisation et les potentiels successeurs.

L'ensemble de ces dispositions ont fait l'objet d'une concertation avec les représentants des commerçants non sédentaires lors des commissions des halles et marchés des 12 février 2015 et 14 septembre 2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

De fixer à une durée de trois ans l'ancienneté nécessaire à un titulaire d'une autorisation d'occupation dans les marchés de plein air et dans les halles,

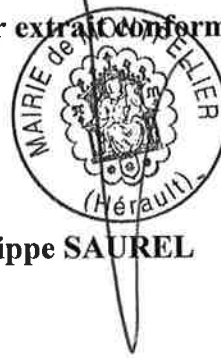
De fixer les droits d'entrée pour les successeurs de marché de plein air à 10 €/m²/jour de marché pour les jours de marché se tenant du lundi au vendredi inclus, à 20 €/m²/jour de marché pour les jours de marché se tenant le samedi et le dimanche,

De maintenir les droits d'entrée pour les successeurs des halles conformément à la délibération n°2014/569 du 17 décembre 2014,

D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document utile à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Transfert du marché de plein air Salengro sur le Plan Cabanes Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le marché de plein air qui se déroulait sur la place du Plan Cabanes avait été déplacé sur la place Salengro à l'occasion des travaux de réaménagement du plan en 2004/2005. Au départ provisoire, le marché est resté localisé sur Salengro depuis cette date.

Cette localisation souffre de plusieurs handicaps parmi lesquels une accessibilité difficile, un stationnement anarchique et un espace très réduit.

Une concertation a été menée par la Ville afin de recueillir l'avis des riverains en réunion publique, puis des commerçants du marché en entretien individuel sur le devenir du marché.

L'avis de la commission municipale des marchés, instance paritaire entre la Ville et les professionnels, a également été sollicité.

Suite à cette concertation, il est décidé de transférer le marché Salengro sur le Plan Cabanes à compter de l'année 2016, après réalisation de travaux nécessaires à l'implantation de bornes d'eau et d'électricité.

Compte tenu de la nouvelle localisation et de la volonté d'en faire un marché qualitatif présentant une offre commerciale diversifiée, il est précisé que :

Le marché de Plan Cabanes se tiendra 6 jours de la semaine du mardi au dimanche, de 7h à 14h ;

Les commerçants abonnés de la place Salengro sont prioritaires pour obtenir un emplacement sur le Plan Cabanes ;

Selon les emplacements disponibles, de nouveaux commerçants pourront être abonnés avec priorité donnée aux étals alimentaires afin d'étoffer l'offre ;

Il s'agit d'un marché réservé aux commerçants abonnés, aucun commerçant de passage ne sera autorisé à débiller.

Un arrêté Règlement du marché de Plan Cabanes sera pris afin de définir avec précision les modalités de fonctionnement du marché après concertation avec la profession.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider le transfert du marché Salengro sur le Plan Cabanes à compter de l'année 2016
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015 |

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public Approbation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre son engagement pour la mise en accessibilité de ses bâtiments déjà entrepris en 2008 et pour répondre aux obligations législatives issues de la *loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées*, la Ville de Montpellier, par délibération du 17 décembre 2014 s'est inscrite dans la démarche de mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap).

A ce sujet, Il est rappelé que l'ordonnance du 26 septembre 2014, a validé un système dérogatoire, accordant ainsi, aux gestionnaires recevant du public (ERP), la possibilité de mettre leurs bâtiments en conformité, par le biais d'une programmation pluriannuelle. Toutefois et afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, un dossier d'Ad'Ap doit être transmis, pour instruction au Préfet, avant fin septembre 2015.

Pour ce faire, la Ville s'est associée les services d'un cabinet d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de mener à bien les études nécessaires en vue d'établir un état des lieux exhaustif du patrimoine.

Cette étape préalable a permis de construire le dossier d'Ad'Ap et ainsi :

▪ D'identifier les ERP devant être mis en conformité et l'impact budgétaire :

- 490 ERP répartis sur 295 sites ont été intégrés dans le dossier AD'AP,
- Les diagnostics des ERP du premier groupe ont été réalisés avant 2011,
- Depuis mars 2015, la mise à jour des diagnostics selon la nouvelle réglementation et les diagnostics complémentaires (petit ERP de 5^{ème} catégorie) ont été réalisés.

Le résultat à ce niveau de l'étude met en exergue 7 679 obstacles à résoudre pour un budget global d'opération de travaux de 35 000 000 € TTC soit une moyenne par site de 118 000 € TTC.

Par ailleurs, 45 dérogations seront demandées compte tenu de l'impossibilité technique pour solutionner certaines réalisations de mise en conformité, la préservation du patrimoine historique et également la disproportion manifeste relative à la fréquentation effective des bâtiments.

▪ **D'établir le planning de la mise en œuvre de l'Ad'Ap :**

- Dépôt du dossier en préfecture avant fin septembre 2015,
- Préparation budgétaire et lancement des marchés de maîtrise d'œuvre : dernier trimestre 2015,
- Démarrage des travaux en 2016,
- Travaux prévues sur 3 périodes de 3 ans selon les priorités de mise en conformité et la complexité des réalisations : 2016-2018, 2019-2021, 2022-2024.

▪ **De proposer une stratégie financière soutenable pour le budget de la ville :**

De ce fait, les budgets d'opérations de travaux pourront s'effectuer par palier :

- Le premier palier présentant une mise en charge progressive sur 3 ans, s'élèvera de 1 500 000 € à 4 000 000 €, le deuxième palier à 4 000 000 € annuel et enfin un dernier palier à 5 000 000 € annuel.

La dépense de la Ville à la fin de la première période de 3 ans s'élèvera à 8 000 000 € soit 23 % du budget global Ad'Ap.

Enfin, cette étude menée en concertation avec les Services de la Ville concernés par la réglementation de mise en accessibilité au travers de 3 comités de pilotage et 8 comités techniques, a également été présentée en groupes de travail de la Commission Communale d'Accessibilité des 26 juin et 21 juillet 2015, et a été approuvée par ses membres.

Par conséquent, au vu des éléments produits et afin de permettre à la Ville de bénéficier du dispositif en vigueur, il est proposé de déposer auprès du Préfet le dossier d'Agenda d'Accessibilité Programmée.

Après examen, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le dossier d'Ad'AP ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer les marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux nécessaires à la réalisation de mise en conformité des établissements de la Ville recevant du public ;
- de modifier l'autorisation de programme votée au Conseil Municipal du 30 mars 2015 pour adapter le montant à 35 000 000 €;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCFE) Fixation du coefficient multiplicateur pour 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La directive européenne 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité et l'article 23 de la loi n°2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (dite «loi NOME») ont conduit le législateur à instituer à compter du 1^{er} janvier 2011 la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE), régie par les articles L2333-2 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les dispositions légales prévues à l'article L. 2333-4 du CGCT concernant la modulation et l'évolution tarifaire de la TCFE ayant changé, il vous est proposé, afin de garantir le financement de l'entretien des réseaux locaux de distribution, de délibérer sur l'adoption d'un nouveau coefficient, dans les délais légaux pour une prise en compte en 2016.

En parallèle, il est prévu que le Conseil Municipal se prononce également durant la séance d'aujourd'hui sur le transfert de la perception de cette taxe à la Métropole afin d'intégrer une stratégie commune sur notre territoire.

La taxe est jusqu'à présent établie selon les règles prévues au CGCT, Article L2333-2 et suivants, dans les conditions déterminées par la Délibération du Conseil Municipal n° 2012/333 du 25 juin 2012 fixant la valeur du coefficient multiplicateur pour le calcul de la taxe pour la Ville de Montpellier à 8.

L'article L2333-4 modifié par la loi n° 2014-1655 de finances rectificative pour 2014 Art 37 (V), applicable à compter du 1^{er} janvier 2016, prévoit que ce sont désormais les tarifs de la taxe fixés à l'article L3333-3 du même code qui seront actualisés automatiquement chaque année, en tenant compte de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac, et non plus la limite supérieure du coefficient multiplicateur tel que prévu jusqu'à ce jour.

Le même article définit également les nouveaux choix possibles pour fixer la valeur du coefficient multiplicateur et les délimite ainsi : 0, 2, 4, 6, 8 ou 8,5.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De se prononcer sur l'adoption pour le calcul de la TCFE d'un coefficient multiplicateur fixé à 8,50 à compter du 1^{er} janvier 2016, applicable aux tarifs légaux dorénavant indexés, en vertu des nouvelles règles définies à l'article L3333-3 du CGCT modifié,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.]

Le Conseil adopte.

~~Philippe SAUREL~~ Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) Transfert de la perception à Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, a créé au 1^{er} janvier 2015 la métropole dénommée «Montpellier Méditerranée Métropole» qui s'est substituée à cette date à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En application de l'article L5217-2 qui prévoit au I-6°-g), les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence « Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ».

Montpellier Méditerranée Métropole a donc vocation à se substituer aux communes lui ayant délégué la compétence en tant qu'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité.

Les compétences des autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AOD) sont listées à l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par ailleurs, les articles L.2333-2 et L.2224-31 du CGCT permettent à la Métropole, au titre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, de bénéficier directement de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE), dans les conditions prévues à l'article L. 5215-32 du CGCT auquel renvoie l'article L. 5217-11 du même code.

La TCFE perçue par la Ville de Montpellier jusqu'en 2015 est calculée selon les règles définies à l'article L2333-2 et suivants du CGCT, dans les conditions prévues par la Délibération du Conseil Municipal n° 2012/333 du 25 juin 2012 fixant la valeur du coefficient multiplicateur à 8.

En vertu de l'article L2333-4 modifié par la loi n° 2014-1655 de finances rectificative pour 2014 Art 37 (V) applicable à compter du 1^{er} janvier 2016, le Conseil Municipal réuni ce jour a été appelé à délibérer pour porter le coefficient multiplicateur à 8,5 pour garantir le financement de l'entretien des réseaux locaux de distribution.

Par ailleurs, dans le cadre de l'évaluation des transferts de charges par la Commission Locale des Transferts de Charges et conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, la recette liée à la taxe sur la consommation finale d'électricité viendra en diminution de l'attribution de compensation des charges transférées par la commune à compter de 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

Compte-tenu des évolutions financières et institutionnelles susvisées et des dispositions précitées,

- d'approuver, à compter du 1^{er} janvier 2016, la perception de la Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Electricité par Montpellier Méditerranée Métropole en lieu et place de la Ville de Montpellier,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

ASSOCIATION LA GERBE - Garantie d'Emprunt

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du projet de transformation de son ancienne salle de théâtre en un espace polyvalent à vocation scénique, l'association « La Gerbe » souhaite réaliser un emprunt de 120 000 € pour financer cette opération. Le coût total de cette opération est de 350 000 €, les fonds propres de l'association représentent 40% du financement.

Pour financer cet investissement, l'association « La Gerbe », après négociation, a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole aux conditions suivantes :

Montant : 120 000 €
Durée : 120 mois (soit 10 ans)
Taux fixe mensuel de 2 %,
Amortissement linéaire

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 50 % du montant contracté.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt, 10 ans, à hauteur de 60 000 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 50 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50 % de l'emprunt que l'association « La Gerbe » a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole à hauteur de 120 000 €, aux conditions précisées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015 |

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL

Absents :

Gérard LANNELONGUE

Attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

▪ Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT** :

○ CUCS JEUNESSE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
775	MONTPELLIER SAUVETAGE	Projet	FORMATION CIVIQUE ET CITOYENNE POUR DES JEUNES DES QUARTIERS SENSIBLES	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

○ JEUNESSE

Code	Structure	Type	Montant
5544	SCOUTS MUSULMANS DE FRANCE	Fonctionnement	2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

▪ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE** :

Code	Structure	Type	Montant
------	-----------	------	---------

467	ASSOCIATION LE RELAIS – MAISON DES ENFANTS	Fonctionnement	60 000 €
-----	--	----------------	----------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25825, nature 6574, chapitre 922

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	LA FLAVEUR DU MONDE	Projet	UN FRUIT A LA RECRE ET CLASSE DU GOUT	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **SANTE** :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2881	ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT DEPISTAGE DU CANCER DU SEIN	Projet	ACHAT D'UN TRACTEUR POUR DEPLACER LES MAMMOBILES	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**:

- ECOMOBILITE

Code	Structure	Type	Montant
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 22755, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL** :

- HANDICAP

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	EQUALEH	Fonctionnement		500 €
697	APSH 34 - ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Projet	HANDIJOB	2 266 €
711	ARIEDA LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	EXTENSION ET RENOVATION DES LOCAUX	500 €
1621	MOHICANS CREER DU LIEN PAR DES ACTIONS ECO-CITOYENNES	Projet	CREER DU LIEN ENTRE PERSONNES DITES "VALIDES" ET PERSONNES DITES "HANDICAPEES"	400 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Projet	CREATION D'UN PÔLE ADOLESCENTS MIXANT LES ENFANTS HANDICAPES ET VALIDES	600 €
TOTAL				4 266 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

- EXCLUSION

Code	Structure	Type	Montant
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement	400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

○ SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Montant
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement	4 000 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	Fonctionnement	6 000 €
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

■ Dans le cadre de la thématique **FINANCES**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
474	ASSOCIATION LA GERBE	Projet	TRANSFORMATION D'UNE ANCIENNE SALLE DE THEATRE EN UN ESPACE POLYVALENT A VOCATION SCENIQUE	50 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21433, nature 20422, chapitre 900

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 153 166 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'approuver l'avenant à la convention d'attribution de la subvention pour le complément voté au conseil municipal du 23 juillet 2015 pour la SAS Montpellier Agglomération Handball, annexé à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Admission en non valeur - Exercice 2015

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Monsieur le Trésorier Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville, après analyse, donne suite à cette demande pour un montant total de :

- 239 642.40 € acceptés en non valeur (la liste des titres est annexée à la présente délibération).
Il s'agit des titres correspondant aux exercices de 2010 et 2011.
- 53 899.07 € acceptés en créances éteintes (la liste des titres est annexée à la présente délibération).
Il s'agit de titres correspondant aux exercices de 2006 à 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

De donner suite à la proposition du Trésorier Municipal pour un montant de :

- 239 642.40 € pour les admissions en non valeur
- 53 899.07 € pour les créances éteintes

Dont les listes sont jointes à la présente délibération, montant prévu au budget 2015 au chapitre 931.

Le Conseil adopte.

Pour être conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khathaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Aux termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Renouvellement de convention avec le Centre de Gestion 34

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

L'article 26 de la loi du 26 janvier 1984 prévoit que « les centres de gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés, et, le cas échéant établir des listes d'aptitude communes avec ces collectivités et établissements pour l'application de l'avant-dernier alinéa de l'article 39. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres départementaux de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit. »

Par délibération en date du 17 février 2014, la ville décidait de signer une première convention avec le Centre de Gestion 34 pour une année à compter du 1^{er} janvier 2014.

Aujourd'hui, il s'agit de renouveler cette convention qui dispose des mêmes conditions et comporte les dispositions suivantes :

- Aucune facturation ne sera appliquée sur les concours et examens professionnels de catégories A et B transférés et pour lesquels le CDG 34 perçoit une compensation financière du CNFPT.
- Suppression du principe d'une convention par opération : les postes déclarés par la ville seront pris en compte au titre du recensement des besoins effectués par le service concours en fin d'année.
- Facturation des concours de catégorie C et des concours de la filière médico-sociale sur la base du coût de chaque lauréat, à chaque nomination de lauréats issus de la liste d'aptitude du concours ou à la date d'établissement de la liste des lauréats d'examen pour ceux relevant de la collectivité.

Cette convention sera effective jusqu'au 31 décembre 2017.

En conséquence, il vous est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à ce dossier. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE,

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

I – Créations de postes :

Filière Médico-sociale :

Agent spécialisé des écoles maternelles : Création de 7 postes

Filière Animation :

Animation : Création d'un poste

Adjoint d'Animation : Création de 8 postes

Filière Administrative :

Adjoint administratif principal 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Création de 7 postes

Adjoint administratif 1^{ère} classe : Création d'un poste

Adjoint administratif 2^{ème} classe : Création d'un poste

Attaché principal : Création d'un poste

II – Ouverture de poste à des agents non-titulaires :

Direction des Relations aux Publics :

Un poste de Médecin à temps complet est vacant sur des fonctions de Médecin au Service Communal Hygiène et Santé. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Médecins Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 528 à 1159

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Commission des marchés de la Société d'Aménagement de l'agglomération de Montpellier (SAAM) Désignation de représentant de la Ville

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Les membres à voix délibérative de la commission des marchés de la SAAM sont les suivants :

- Le Président de la Société, ou par délégation, son représentant choisi parmi les membres du Conseil d'Administration,
- Le Directeur Général de la Société et le Directeur Général délégué en qualité de suppléant,
- Trois Administrateurs titulaires et trois Administrateurs suppléants,
- Le représentant de la Collectivité concédante ou co-contractante en cas de marché passé dans le cadre d'une concession d'aménagement.

La Commune de Montpellier a conclu avec la SAAM un certain nombre de concessions d'aménagements (ZAC de la Restanque, Zac Port Marianne- République, opération Nouveau Grand Cœur, opération de l'EAI...).

Il convient donc de désigner le représentant de la Commune qui sera amené à siéger au sein de la commission des marchés de la SAAM quand cette dernière statuera sur les marchés à conclure dans le cadre de ces concessions d'aménagement ainsi que dans celui de toutes les futures éventuelles concessions d'aménagement conclues sur la durée du mandat.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner ce représentant.

A été élue : Nicole LIZA.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30 septembre 2015

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier Désignation d'un nouveau représentant de la Ville

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA) a été créé par l'arrêté n°2001/01/2168 du 6 juin 2001.

Il a pour objet, l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers de tous les dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Conformément à la Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014, à la convention constitutive de ce Groupement et à la délibération 2014/585 du Conseil municipal du 17 décembre 2014 qui a désigné les représentants de la Ville à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration, il est proposé au Conseil municipal de procéder à la désignation d'un suppléant au Conseil d'Administration.

A été élue : Annie YAGUE.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Architecture et Maîtres d'Ouvrage (AMO) Languedoc-Roussillon Désignation d'un représentant de la Ville

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

AMO Languedoc-Roussillon a pour vocation de promouvoir l'architecture.

Son approche repose sur l'importance de la relation entre le maître d'ouvrage et l'architecte ; la qualité du dialogue entre ces deux acteurs de l'acte de construire étant une condition essentielle de la qualité du processus de fabrication de l'architecture et de son insertion urbaine. D'une manière plus générale, l'association vise à sensibiliser et former les professionnels de l'acte de bâtir à la culture architecturale et urbanistique.

La Ville de Montpellier est adhérente à l'association AMO Languedoc-Roussillon et siège au Conseil d'Administration.

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, Madame Stéphanie JANNIN a été désignée pour représenter la Ville au sein de cette instance.

Or, Madame Stéphanie JANNIN a également été élue pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est donc proposé au Conseil municipal de désigner un nouveau représentant.

A été élu: Robert COTTE.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khantaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Désignation du représentant de la Ville de Montpellier à l'Assemblée générale du Club des villes et territoires cyclables

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Le Club des villes cyclables a pour objet de créer une dynamique entre les villes françaises et d'Europe afin de faciliter, sécuriser et développer la circulation des cyclistes notamment en milieu urbain.

Conformément à l'article 4 de ses statuts, la ville de Montpellier, en tant que collectivité adhérente, a la possibilité de se faire représenter au sein de l'Assemblée générale de l'association. A ce titre, elle doit y être représentée par un membre du Conseil Municipal.

A la suite de la démission de Mme JANNIN, il convient de procéder à la désignation de ce représentant.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal de procéder à cette désignation.

A été élue : Mylène CHARDES.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE,

Universités et grandes écoles de Montpellier Désignations des nouveaux représentants de la Ville de Montpellier Modifications

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Le 18 juin 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite à la fusion des Universités Montpellier I et Montpellier II, il convient de remplacer ces intitulés par « Université de Montpellier ».

Egalement, les appellations de certains établissements ont été modifiées.

Libellé	Statut	Instance	Titulaires	Suppléants
Université de Montpellier - Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire	Etablissement universitaire	Commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique	Maud BODKIN	JM. DI RUGGIERO
Université Montpellier III – Conseil de la formation et de la vie universitaire	Etablissement universitaire	Conseil de la formation et de la vie universitaire	Chantal MARION	Max LEVITA
Université de Montpellier - Conseil d'UFR Droit	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Droit	Nicole LIZA	Khanthaly PHOUTTHASANG

Université de Montpellier - Conseil d'UFR Economie	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Economie	Caroline NAVARRE	Khanthaly PHOUTTHASANG
Université de Montpellier - Conseil d'UFR Sciences Pharmaceutiques et biologiques	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Pharmaceutique et biologique	Patricia MIRALLES	Maud BODKIN
Université de Montpellier - Conseil d'UFR Staps	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Staps	Fabien ABERT	Sonia KERANGUEVEN
Université de Montpellier - Conseil d'orientation du service commun de formation continue	Etablissement universitaire	Conseil d'orientation de la formation continue	Jean-Luc COUSQUER	Nicole LIZA
Université de Montpellier - Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante	Etablissement universitaire	Commission d'attribution Fonds de soutien et de développement de l'initiative étudiante	Fabien ABERT	Anne-Louise KNAPNOUGEL
Université Montpellier Sud de France – Communauté d'universités et établissements (COMUE)	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Max LEVITA	X
Université de Montpellier - Faculté d'odontologie	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Chantal LEVY-RAMEAU	X

Conformément aux statuts de l'Université de Montpellier il n'est pas nécessaire qu'un suppléant siège au Conseil d'administration.

De plus, Madame Sonia KERANGUEVEN, qui avait été élue par le Conseil municipal du 18 juin 2015 en tant que titulaire pour siéger au Conseil d'administration de l'Institut des Technosciences de l'information et de la Communication de l'Université Montpellier III, est également élue par Montpellier Méditerranée Métropole. Il convient donc de procéder à son remplacement.

Université de Montpellier - Conseil d'administration	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Mylène CHARDES	X
Université Montpellier III - Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	A DESIGNER	Anne-Louise KNAPNOUGEL

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De procéder à ces modifications ainsi qu'à la désignation du nouveau représentant titulaire de la Ville au Conseil d'administration de l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication de l'Université Montpellier III.

A été élue : Khantaly PHOUTTHASANG

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30 septembre 2015 |

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL,

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Manifestation "Cœur de Ville en lumières" Approbation du règlement de parrainage

Monsieur le Maire Philippe SAUREL rapporte :

Par délibération n° 2015/326 en date du 23 juillet 2015 vous avez validé les principes de l'organisation de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » et notamment ses modalités de financement par parrainage.

Il convient maintenant de valider le règlement de parrainage qui définit les modalités des contreparties offertes aux partenaires en fonction du montant de leur participation.

Les modalités proposées sont détaillées dans le règlement de parrainage joint au présent projet de délibération ; elles précisent les obligations du parrain et les propositions de parrainage avec les contreparties.

Une fois ce règlement approuvé, des conventions seront passées avec chaque parrain pour encadrer les engagements réciproques. Celles-ci vous seront présentées lors du prochain conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes du règlement de parrainage relatif à la manifestation « Cœur de Ville en lumières » ;
- D'autoriser M. le Maire ou son Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 29 septembre 2015**

Direction Organisation Evaluation
Cotisations à la société Française d'Evaluation pour
l'année 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu l'arrêté n° 2015/0038/T/R en date du 20 janvier 2015 portant délégation de signature à M. Max Lévida, Adjoint au Maire Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la mise en oeuvre de l'évaluation de ses politiques publiques, la Ville de Montpellier est adhérente à la Société Française d'Evaluation afin de contribuer à son action et d'établir des relations avec les acteurs de l'évaluation en France;
- Que le montant de la cotisation annuelle s'élève à 1 000 euros ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'organisme mentionné ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de **1 000,00** Euros sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville de Montpellier au chapitre 920 - Ligne de Crédit 22783;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 23. 07. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 28. 07. 2015
Notifiée le :



Nouvelle convention d'amodiation du parking Foch- Préfecture/ Marché aux Fleurs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2514/T/R donnant délégation à Madame Mylène CHARDES ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception de procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'à l'issue de la délégation de service public portant sur le parking Foch- Préfecture/ Marché aux Fleurs, dont le terme est intervenu le 14 février 2013 et qui a été renouvelée jusqu'au 31/12/2025, les conventions d'amodiations des 291 places sont arrivés à expiration ;
- Que la délibération n°2013/227 du 6 mai 2013 a fixé un montant de redevance de ces places amodiées à 7 470 euros T.T.C. par place pour une durée de 10 ans ;
- Qu'il a été procédé à de nouvelles locations pour 66 de ces places ;
- Que le niveau - 4 du parking a été ouvert au public et que tous les emplacements en amodiation se trouvent actuellement au niveau -5 du parking comprenant actuellement 88 places ;
- Que 22 emplacements reste disponibles à la location au niveau -5 du parking ;
- Que Monsieur Dominique GILLES a manifesté expressément sa demande de location pour un emplacement.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la location d'un emplacement à compter du 1er septembre 2015 à Dominique GILLES pour un montant de 7 470 euros T.T.C. et pour une durée de 10 ans ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer ladite convention d'amodiation et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

15.07.15

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée

Mylène CHARDES



Publiée le : 22.07.2015
Notifiée le :

Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition d'un logiciel de gestion du chômage

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/2994/T/R donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier dans le cadre de son statut en auto-assurance doit procéder à l'acquisition d'un logiciel de gestion du chômage ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet la réalisation de cette prestation ;
- Que l'UGAP a mis en place un marché relatif aux logiciels de gestion du chômage ;
- Que le logiciel nécessite une maintenance annuelle ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour l'acquisition d'un logiciel de gestion du chômage pour un montant maximum de 30 000 € HT ;
- D'autoriser le paiement annuel de la maintenance pour une durée maximum de 4 ans et d'un montant maximum de 4 000 € HT annuel ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, Chapitre 900, Nature 2051.

Montpellier, le 11/08/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA**



Publiée le : 14/08/2015
Notifiée le :

Parc de Lunaret
Réaménagement de la zone technique
Phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers
Lot 1 : V.R.D., Espaces Verts
Avenant n°1
Retire et remplace la décision n° 2015/0222 du 17 juin
2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;

- Vu l'arrêté n° 2015/1983/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Christophe COUR, Adjoint au Maire, délégué à l'écologie urbaine ;
- Vu la délibération n° 2014/12 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers » ;
- Vu la décision n° 2015/0222 du 17 juin 2015 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers / Avenant n° 1 » ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de réaménager la zone technique du Zoo de Lunaret ;
- Que pour réaliser ces travaux, un marché à procédure adaptée comportant 10 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0528 ;
- Que le lot n° 1 : « V.R.D. et Espaces Verts » a été attribué à EIFFAGE pour un montant de 392 842,50 € HT ;
- Que pour répondre à la mise en demeure de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de prendre des mesures de sécurité structurelles et fonctionnelles sur l'enclos des guépards, présentant un niveau de risque inacceptable, il a été décidé de construire un nouvel enclos dans le prolongement de la zone technique en cours d'aménagement ;
- Qu'à la demande complémentaire des pompiers compte tenu de l'étude de danger et du plan d'organisation interne (POI) menés en août 2014 sur la totalité du Parc de Lunaret et du Bois de Montmaur, il est nécessaire d'ajouter au sein de la zone technique un bâtiment Caserne totalement indépendant ;
- Que ces deux dernières exigences sécuritaires entraînent une modification importante du plan de masse de la zone technique avec l'augmentation et la modification de l'ensemble des réseaux VRD ;
- Que le 26 mai 2015, la CAO a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n°1 d'un montant de 40 595.60 euros, soit un pourcentage d'augmentation de 10.33% ;
- Que par décision n° 2015/0222 du 17 juin 2015, l'avenant n° 1 en question a été adopté ;
- Qu'il y a eu une erreur matérielle dans la décision n° 2015/0222 du 17 juin 2015 sur le montant initial du marché ;

Décide en conséquence :


- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers » pour un montant de 40 595,60 € HT portant le montant du marché à 433 438.10 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015, Direction Parc de Lunaret – Nature 2313 – Fonction 823- Programme 2013/19- Ligne de crédit 24252.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'écologie urbaine, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 22 . 07 . 2015

Notifiée le :



**MARCHE PUBLIC - SURVEILLANCE,
ENTRETIEN ET MAINTENANCE DU SEUIL DU
MOULIN DE L'EVEQUE - N°5B0040**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE adjoint au Maire;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'assainissement pluvial détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Considérant que la Ville assure la surveillance, l'entretien et la maintenance du seuil du Moulin de l'Evêque. Ces prestations sont effectuées régulièrement tout au long de l'année ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable 3 fois ;
- Le montant des prestations sera compris entre 4 000 € HT minimum et 16 000 € HT maximum ;
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60 %)
 - o Prix des prestations (40 %)
- Que l'entreprise VEOLIA EAU a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché n° 5B0040 surveillance, l'entretien et la maintenance du seuil du Moulin de l'Evêque à l'entreprise VEOLIA EAU.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 61 56, fonction 816.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

-

Montpellier, le 17.07.2015

Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE

Publiée le : 22.07.2015
Notifiée le :



Direction des Ressources Humaines
Modification de la régie de recettes
" Gestion des tickets restaurants"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 00711 du 29 mars 1991, relative à la création d'une régie de recettes et d'avances « Gestion des tickets restaurant »,
- Vu la Décision 00471 du 28 janvier 1997, relative à l'augmentation du montant de l'avance de la régie de recettes et d'avances de la régie gestion des tickets restaurant.
- Vu la Décision 00726 du 24 février 2003, relative à la diminution du montant de l'avance de la régie de recettes et d'avances de la régie « gestion des tickets restaurant »,
- Vu la Décision 03855 du 11 septembre 2006, relative à la clôture de la régie d'avances de la régie « gestion des tickets restaurant »,
- Vu la décision n° 2013/0255 du 28 Août 2013 relative à la diminution du montant de l'encaisse autorisée,

- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 29 juin 2015,
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur le 1^{er} adjoint Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie « Gestion des tickets restaurants », il convient d'ouvrir un compte de dépôts de fonds auprès du Trésor Public.

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante :

D E C I D E

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes « Gestion des tickets restaurant »

Article 2 : La Régie est installée auprès de la Direction des Ressources Humaines, 1 place Georges Frêche, 34 267 Montpellier cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Participation salariale des agents à l'achat des Tickets Restaurant, lorsqu'elle n'a pas été retenue sur le salaire

Les recettes seront imputées au chapitre 920

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures/ quittances

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur à qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 6 : Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 12 000 €.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 10 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16.07.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22.07.2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour les exhumations administratives des
concessions reprises par la ville au cimetière St Lazare
- 2015 -
MAPA n° 5B0073**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1977/TR du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, adjointe déléguée à l'Etat Civil et aux Affaires Militaires.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux exhumations administratives des concessions reprises par la Ville au cimetière St Lazare, conformément aux articles du Code Général des Collectivités Territoriales, L.2223-15 en particulier.
- Qu'une procédure a été lancée le 21 mai 2015 conformément aux articles 28 et 71 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée de 7 mois jusqu'au 29 janvier 2016.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique, 50 % (moyens humains, moyens matériels, moyens de salubrité et d'hygiène) et prix 50%.
- Qu'après analyse, l'entreprise O.G.F., domiciliée à 31 rue de Cambrai 75946 Paris Cedex 19 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché des prestations précitées à l'entreprise O.G.F. pour un montant de 29 167 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget 2015 de la Ville, Nature 62878, Fonction 920262 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché, et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 16.07.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 22.07.2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la participation de la ville à la foire de
Montpellier du 09 au 19 octobre 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R du 04/05/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour participer à la foire de Montpellier du 09 au 19 octobre 2015, cette participation se concrétise essentiellement par une réservation d'espace permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la SAEML Montpellier Events a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à SAEML Montpellier Events pour un montant maximum de 17 500 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 929 nature 6135 et 6233.

Montpellier, le 16 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22 . 07 . 2015
Notifiée le :

**ZAC de la Restanque
Parcelles OO 11 et OL 36, 37, 38 et 74
Convention de participation entre la Ville et la
SOMIMON**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du Conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;

Considérant :

- Que SOMIMON, représenté par Monsieur Olivier LAURO, Directeur, souhaite réaliser une extension d'un bâtiment à usage industriel,
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SOMIMOM, afin de préciser les conditions de la participation financière de SOMIMON au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées section OO 11 et OL 36, 37, 38 et 74, objets du programme de construction de la SOMIMOM, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC de la Restanque ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 111 m².
 - Calcul du montant estimé de la participation :
Base de calcul : 200 €/ m² SDP (valeur année 2015)
111 m² x 200 € = 22 200 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP, autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SOMIMON, telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement à la Ville de Montpellier selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation.

Montpellier, le 17. 07. 2015
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 22. 07. 2015
Notifiée le :

Direction de la culture et du Patrimoine
**Création de la régie de recettes pour le théâtre Jean
Vilar**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur le 1^{er} adjoint Max LEVITA,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 09 Juillet 2015,

CONSIDERANT qu'il convient de créer une régie de recettes pour le théâtre Jean Vilar rattachée à la Direction de la Culture et du Patrimoine pour assurer l'encaissement des produits d'exploitations et permettre le bon fonctionnement de cette régie.

D E C I D E

Article 1 :

Il est institué une régie de recettes pour le Théâtre Jean Vilar auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 :

La Régie est installée dans les locaux du Théâtre, 155 rue de Bologne à Montpellier (34000).

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les recettes des spectacles présentés au Théâtre Jean Vilar,
- Les recettes issues de la location du Théâtre.
- Les recettes des stages et cours de théâtre.
- Les recettes pour compte de tiers, issues de la vente des billets pour les manifestations culturelles et festivals, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la ville de Montpellier et ces tiers, qui en fixeront la date.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Virement,
- Paiement en ligne,
- Paiement serveur vocal,
- Chèques vacances.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances et/ou factures et tickets d'entrée.

Article 5 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3, et uniquement celles concernant l'accueil de groupes scolaires.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.

Article 7 :

Un fond de caisse d'un montant de 300 € est mis à disposition du régisseur.

Article 8 :

La billetterie des spectacles pourra être confiée partiellement à un ou plusieurs sous-régisseurs chargés de la vente des billets à Montpellier dans un lieu différent de la régie.

L'intervention du ou des mandataires a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 9 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €.

Article 10 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier Municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 8 et au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 12 :

En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 13 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 23 . 07 . 2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0278

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat d'alimentation générale pour le
Protocole**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation n° 2015/1972/T/R de M. Max LEVITA, Adjoint au Maire Délégué aux Finances

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'alimentation générale pour la direction du Protocole.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément aux articles 28 et 77 du code des Marchés Publics, en date du 20 février 2015, la société Métro Cash & Carry domiciliée 3274 avenue Etienne MEHUL à Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Métro Cash & Carry, pour un montant total des commandes maximum de 89 900€ HT, pour une durée d'un an à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement 2015 de la direction de l'Evenementiel Procole, nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché

Montpellier, le 14.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 16.09.2015
Notifiée le :

**Renouvellement convention d'occupation du domaine
public**
Terrasse Hôtel de Varennes 2 place Pétrarque
Ville de Montpellier / SARL JCL La Diligence

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

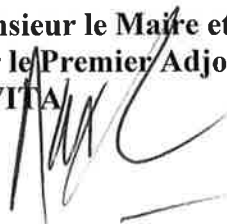
- que le 9 juillet 2012, la Ville de Montpellier a conclu avec la SARL JCL « La Diligence », une convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de la terrasse de l'Hôtel de Varennes situé 2 place Pétrarque ;
- que cette convention de mise à disposition, consentie pour une durée de 3 ans, est arrivée à échéance le 30 juin 2015 ;
- que la SARL JCL « La Diligence » sollicite le renouvellement de la convention d'occupation du domaine public ;

Décide en conséquence :

- de conclure avec la SARL JCL « La Diligence » une nouvelle convention d'occupation du domaine public pour la mise à disposition de la terrasse d'une superficie de 38 m², à l'Hôtel de Varennes ;
- que cette convention d'occupation du domaine public est consentie pour une durée de 3 ans, à compter du 1^{er} juillet 2015 jusqu'au 30 juin 2018, moyennant une redevance annuelle de 1 500 € payable trimestriellement et d'avance au Trésorier Principal Municipal ;
- d'autoriser M. le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21. 07. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24. 07. 2015
Notifiée le :

**ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC 4D0071
TRAVAUX DE SIGNALISATION HORIZONTALE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par le commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un marché de travaux de signalisation horizontale sur la Ville de Montpellier ;
- Qu'une consultation a été lancée le 2 avril 2015 , selon une procédure adaptée , conformément aux articles 28-1 et 72 du Code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande à prix unitaires composé de deux lots ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient : La valeur technique de l'offre (60%) et le prix de la prestation (40%) ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans un avis rendu dans sa séance du 7 juillet 2015 a considéré les offres de l'entreprise AXIMUM comme étant les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence , au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'attribuer le marché 4D0071, composé de deux lots, à l'entreprise AXIMUM pour un montant minimum de **80 000 € H.T.** et maximum de **300 000 € H.T.** par lot ;

- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget principal de la Ville chapitre 917 / nature 45811/ ligne de crédit 25925 ;
- D' autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et, plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 23 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publiée le : 28. 07 . 2015

Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Clôture de la régie d'avances et de recettes
Pour le théâtre Jean Vilar

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision n°2011/0049 du 08/02/2011, modifiant la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision 2011/348 du 28/07/2011 relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu la Décision 2012/0109 du 13/03/2012, modifiant la régie d'avances et de recettes pour permettre l'encaissement pour compte de tiers,
- Vu la décision 2012/308 du 26/07/2012, relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu la Décision 2013/0174 du 18/06/2013, relative à l'élargissement des encaissements autorisés,
- Vu la Décision 2014/0283 du 12/08/2014 relative à l'élargissement des encaissements autorisés,

- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 9 Juillet 2015,

CONSIDERANT que pour assurer le bon fonctionnement de la régie pour le Théâtre Jean Vilar au sein de la Direction de la Culture et du Patrimoine, il convient de clôturer la régie d'avances et de recettes en vue de créer deux régies distinctes.

D E C I D E

Article 1 :

À compter du 03 août 2015, il est mis fin à la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar.

Article 2 :

Le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives d'avances et de recettes ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances et de recettes.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 . 07 . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 23 . 07 . 2015
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - FOURNITURE ET
ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE DES POINTS
DE LIVRAISON > 36 KVA - N°5B0097**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE adjoint au Maire;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative aux fontaines détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Considérant que la Ville a besoin d'alimenter en électricité les points de livraison > 36 kVA ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée comprise entre la notification du marché et le 31/12/2015 ;
- Le montant des prestations sera compris entre 0 € HT minimum et 89 000 € HT maximum ;
- Les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - o Prix des prestations (90 %)
 - o Valeur technique de l'offre au regard du mémoire de présentation de la facturation (10 %)
- Que l'entreprise EDF a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole pour les fournitures relatives aux fontaines :

- D'attribuer le marché n° 5B0097 Fourniture et acheminement d'électricité des points de livraison > 36 kVA dans le périmètre desservi par ERDF à alimenter ou réalimenter en électricité en 2015 à l'entreprise EDF.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 816, 922 et 924.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 20.07.2015

**Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Publiée le : 22.07.2015
Notifiée le :

Luc ALBERNHE



**Préfinancement à taux zéro (PTZ) auprès de la Caisse
des dépôts et consignations des attributions du Fonds
de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée
(FCTVA)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R donnant délégation de signature à Monsieur le 1^{er} Adjoint, Max LEVITA ;
- Vu la circulaire du Premier Ministre en date du 27 avril 2015 mettant en place un dispositif de préfinancement à taux zéro des attributions au titre du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) afférent aux dépenses réelles d'investissement 2015 du budget principal.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier, soumise au régime du FCTVA avec versement anticipé N-1 peut être bénéficiaire de ce prêt.
- Que ce préfinancement prend la forme d'un prêt à taux zéro (PTZ) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et constitue une avance remboursable.
- Que L'assiette prise en compte pour la détermination du montant de l'avance est constituée par 70% des dépenses réelles inscrites en nature 21, 231, 235 et 1675 du BP 2015, BS et DM adoptés avant le 30 juin 2015.
- Que par précaution, dans la mesure où l'avance est attribuée en l'absence de contrôle préalable de l'éligibilité de la dépense au FCTVA, seuls 70% au maximum du montant des attributions prévisionnelles du FCTVA seront versés par la CDC.
- Que le montant maximum de l'avance s'établirait à **6 112 000 €** pour la Ville de Montpellier.
- Que l'avance serait versée au deuxième semestre 2015 et remboursée sur deux exercices budgétaires, décembre 2016 et avril 2017

Décide en conséquence :

- de souscrire auprès de la CDC un prêt à taux zéro (PTZ) pour un montant maximum de 6 112 000 € remboursable par moitié sur les exercices budgétaires 2016 et 2017,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 . 07 . 2015

Notifiée le :

**Marché de mise en place et entretien de panneaux
signalétique des bâtiments gérés par la DTMAS -
n°5B0081**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2510/T/R donnant délégation à Madame Isabelle Marsala, adjointe déléguée à la Réussite Éducative

Considérant :

- Que la ville de Montpellier doit procéder à la mise en place et à l'entretien de panneaux de signalétique dans les bâtiments gérés par la DTMAS.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
valeur technique évaluée d'après le mémoire technique 60%
prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise France Enseigne sise, 5 rue Louis Breguet, Parc Marcel Dassault-BP 293 à Saint-Jean de Védas 34430 a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché : « Mise en place et entretien des panneaux de signalétique des bâtiments gérés par la DTMAS » à l'entreprise France Enseigne pour un montant maximum de 88 000€ HT pour une durée d'un an.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville :
section investissement, nature 21312, fonctions 90212 et 90211
section fonctionnement, nature 61522, fonctions 92212 et 92211
- D'autoriser Monsieur le maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 20 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 23 . 07 . 2015
Notifiée le :



Direction de la Culture et du Patrimoine
**Création de la régie d'avances pour le Théâtre Jean
Vilar**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 09 Juillet 2015.

CONSIDERANT qu'il convient de créer une régie d'avances pour le théâtre Jean Vilar rattachée à la Direction de la Culture et du Patrimoine afin d'assurer le paiement des dépenses nécessaires au bon fonctionnement de cette régie.

D E C I D E

Article 1 :

Il est institué une régie d'avances pour le Théâtre Jean Vilar auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 :

La Régie est installée dans les locaux du Théâtre, 155 rue de Bologne à Montpellier (34000).

Article 3 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses urgentes et de faible montant liées au fonctionnement du théâtre ou générées par les conditions de préparation des spectacles : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, droguerie, frais postaux, timbres fiscaux, nourriture, boissons non alcoolisées. Les achats de boissons alcoolisées sont acceptés, dès lors que la demande est spécifiée dans le contrat de l'artiste.
- Dépenses urgentes et imprévues rendues nécessaires dans le cadre d'un spectacle, sans que ces dépenses puissent être supérieures à 750 €.
- Dépenses de pharmacie.
- Dépense de défraiements des artistes pour leurs repas.
- Frais de réception, de déplacement, logement et restauration d'invités.
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles.
- Reversement des recettes pour compte de tiers issues de la vente des billets, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la ville de Montpellier et ces tiers

Ces dépenses seront prises aux imputations suivantes : chapitre 923, fonction 313.

Article 4 :

Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte :

- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 3.

Article 6:

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 7 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 8 :

En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 9 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 23 . 07 . 2015
Notifiée le :



Marché public relatif à la location de chalets de Noël en bois

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015-1984 du 05 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires Economiques;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location de chalets de Noël pour le marché de Noël de la Ville de Montpellier dans le cadre de la manifestation des Hivernales;
- Qu'une procédure en appel d'offres a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 3^{ème} alinea, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an reconductible 3 fois;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
Valeur technique 40%
Prix des prestations 60%
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 07/07/2015, a attribué le marché à l'entreprise CHALET'XPO - sise 3017, rue de la vieille serre, 31800 St Gaudens - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché n° 5D0015 relatif à la « location de chalets de Noël en bois » à la société CHALET'XPO pour un montant minimum de 50 000 € HT /an;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - CRB 127 - nature 6135 - fonction 929;
- D'autoriser M. le Maire ou Mme l'Adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 21.07.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 24.07.2015
Notifiée le :

**Assistance technique pour une optimisation de
l'entretien des locaux municipaux de la Ville de
Montpellier – Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2013/0262 du 28 août 2013 « Marché à procédure adaptée n° 3C0175 : Assistance technique pour une optimisation de l'entretien des locaux municipaux de la Ville de Montpellier » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 au marché 3C0175 ;

Considérant :

- Qu'il était nécessaire de solliciter une assistance technique pour optimiser la fonction entretien des locaux municipaux ;
- Qu'un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence n° 3C0175 ;
- Que par décision n° 2013/0262 du 28 août 2013, le marché à procédure adaptée n° 3C0175 a été attribué au groupement SETEC / INCF pour un montant de : Tranche ferme : 57 025 € HT / Tranche conditionnelle : 5 525 € HT / Total : 62 550 € HT ;
- Que par ordre de service du 30 juin 2015, la tranche conditionnelle a été affermie ;
- Qu'au vu des résultats de l'audit effectué lors des premières phases d'exécution du marché, il s'avère nécessaire, pour la dernière phase, de réviser les modalités de réalisation de l'accompagnement à la mise en œuvre en augmentant le nombre de jours d'intervention de l'expert technique et en modifiant la répartition de la phase d'accompagnement ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 ayant pour objet de renforcer l'intervention de l'expert technique pour un montant de 12 350 € HT portant le montant du marché à 74 900 € HT, soit une augmentation du montant du marché de 19,7 %.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 – Chapitre : 920 / Nature : 617 / Fonction : 020.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22.07.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 24.07.2015
Notifiée le :

**Assistance technique pour une organisation optimisée
de la fonction entretien des groupes scolaires de la Ville
– Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2012/454 du 14 décembre 2012 « Marché à procédure adaptée n° 2M1201 : Assistance pour une organisation optimisée de la fonction entretien des locaux municipaux et des groupes scolaires (lot 2) » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 au marché 2M1201 ;

Considérant :

- Qu'il était nécessaire de solliciter une assistance technique pour optimiser la fonction entretien des locaux municipaux et des groupes scolaires ;
- Qu'un marché à procédure adaptée comportant 2 lots a été lancé sous la référence n° 2M1201 ;
- Que par décision n° 2012/454 du 14 décembre 2012, le lot n° 2 du marché n° 2M1201 a été attribué au groupement SETEC / INCF pour un montant de 65 475 € HT ;
- Qu'au vu des résultats de l'audit effectué lors des premières phases d'exécution du marché, il s'avère nécessaire, pour la dernière phase, de réviser les modalités de réalisation de l'accompagnement à la mise en œuvre en augmentant le nombre de jours d'intervention de l'expert technique et en modifiant la répartition de la phase d'accompagnement ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 ayant pour objet de renforcer l'intervention de l'expert technique pour un montant de 13 000 € HT portant le montant du marché à 78 475 € HT, soit une augmentation du montant du marché de 19,9 %.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 – Chapitre : 920 / Nature : 617 / Fonction : 020.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 24 . 07 . 2015
Notifiée le :

**Utilisation
d'équipements sportifs
Gymnase Marcel CERDAN
Renouvellement de la convention de partenariat**

**Ville de Montpellier – Région Languedoc Roussillon –
Lycée Jules FERRY
01/01/2015 – 31/12/2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1976 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de renouveler la convention d'utilisation du gymnase Marcel CERDAN entre la Ville de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules FERRY ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Jules FERRY donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2015, selon un planning défini à chaque période scolaire ;
- de dire que ladite occupation donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 31/7/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 31/7/2015
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC

« - CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE - CLUBS DE HAUT NIVEAU SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB CHAMPIONNAT DE FOOTBALL – SAISON 2015 / 2016 »

N° 5A1465

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2496 du 2 Juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique), dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres du championnat de France, organisées à Montpellier pour la saison 2015 – 2016.
- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Sport Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°5A1465 à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, domiciliée au Domaine de Grammont - Avenue Albert Einstein - CS 79041 - 34 967 Montpellier cedex 2, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club – Championnat de Football – Saison 2015 / 2016 », à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant de 15 000 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 30/7/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 31/7/2015
Notifiée le :

ZAC Port Marianne – République
Convention de participation
Ville / Région Languedoc-Roussillon/ SAAM
Parcelles SE n°111, 206 et 209

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1973/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Stéphanie Jannin, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n°616/2008 du Conseil municipal en date du 22 décembre 2008 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République ;
- Vu la délibération du Conseil Régional en date du 20 décembre 2013 approuvant le principe d'acquisition par la Région, auprès de la Ville de Montpellier et d'ACM Habitat, des terrains nécessaires à la réalisation d'un équipement public à vocation d'internat destiné aux lycées Georges Frêche et Jean-François Champollion, ainsi que le paiement de la participation aux équipements publics de la ZAC ;
- Vu la délibération n°30/2015 du Conseil municipal du 19 février 2015 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – République ;
- Vu la concession d'aménagement Ville / SAAM signée en date du 7 avril 2015 ;

Considérant :

- Que la Région Languedoc-Roussillon, constructeur, envisage, sur sa propriété située au sein de la ZAC Port Marianne – République, la construction sur ce terrain d'un équipement public à vocation d'internat destiné aux lycées Georges Frêche à Montpellier et Jean-François Champollion à Lattes, correspondant à 4 294 m² de surface de plancher.
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon (la SAAM étant cosignataire en sa qualité d'aménageur de la ZAC Port Marianne – République), afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – République, les parcelles cadastrées section SE n°111, 206 et 209, objets du programme de construction, étant localisées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquise par l'aménageur et propriété de la Région Languedoc-Roussillon.

- Les éléments suivants, relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée située en ZAC : 4 294 m²,
 - Calcul du montant estimé de la participation : 4 294 x 40 = 171 760 €
(Base de calcul : 40 €/ m² SDP).

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier, la Région Languedoc-Roussillon et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), telle qu'annexée à la présente décision,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 23 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 28 . 07 . 2015
Notifiée le :

**Avenant n°1 au marché 2M872 : Observatoire du
marché de l'immobilier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/2504/T/R en date du 02/06/15 donnant délégation de signature à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe Déléguée à l'Urbanisme et l'aménagement durable

Considérant :

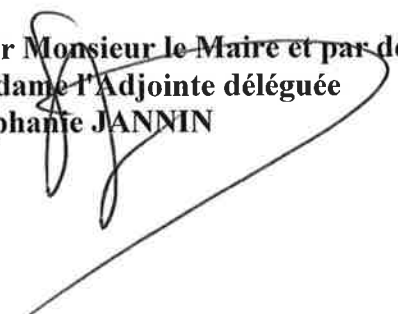
- Le marché 2M872, actuellement en cours avec ADEQUATION, qui a pour objet l'élaboration et la présentation des résultats de l'observatoire du marché de l'immobilier de Montpellier ;
- Qu'un avenant s'avère indispensable pour prolonger d'un an la prestation compte tenu du besoin de conserver une vision du marché de l'immobilier afin d'être en mesure de prendre des orientations stratégiques en matière d'urbanisme et d'habitat ;
- Que cet avenant a pour but de prolonger la prestation d'une année afin d'obtenir les résultats de l'observatoire de l'immobilier pour l'année 2015 ;
- Que le montant de l'avenant est fixé à 7 000 € H.T, ce qui porte le montant total du contrat à 54 000 € H.T. Soit une augmentation de 14,89 % par rapport au prix initial du marché (47 000 euros HT).

Décide en conséquence :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 au marché 2M872 : « Observatoire du marché de l'immobilier », tel qu'annexé à la présente décision ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée à signer cet avenant ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Montpellier, le 30.07.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le : 03.08.2015
Notifiée le :

**Marché à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour la Fourniture de graines, de
plantes annuelles et bisannuelles, de plantes vivaces, de
bulbes, de plantes d'orangerie et contrat de culture de
chrysanthèmes n°4D00772700**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1983/T/R du 05 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acheter des plantes annuelles et bisannuelles pour le fleurissement de la ville ;
- Qu'une procédure de consultation a été lancée conformément aux dispositions des articles 33 alinéa 3, articles 57 à 59 et 77- I du code des marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti, pour une durée d'un an, renouvelable trois fois :
 - o Lot n°1 : Fourniture de jeunes plants de plantes annuelles en mini-mottes
 - o Lot n°2 : Fourniture de graines de plantes annuelles
 - o Lot n°3 : Fourniture de plantes d'orangerie en mottes et pots
 - o Lot n°4 : Fourniture de plantes vivaces en mottes et pots
 - o Lot n°5 : Fourniture de bulbes estivaux
 - o Lot n°6 : Fourniture de jeunes plants de plantes bisannuelles en mini-mottes
 - o Lot n°7 : Fourniture de graines de plantes bisannuelles
 - o Lot n°8 : Fourniture de bulbes d'automne
 - o Lot n°9 : Contrat de culture de chrysanthèmes
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique pour 60 %
 - o Prix des prestations pour 40 %
- Que la Commission d'appel d'offres, dans sa séance du 16 juin 2015 a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - o Lot n°1 : Fourniture de jeunes plants de plantes annuelles en mini-mottes à la Sté Ball Ducrettet sise square Voltaire - 2 place des Arts – 74200 Thonon-les-Bains
 - o Lot n°2 : Fourniture de graines de plantes annuelles à la Sté Ball Ducrettet sise square Voltaire - 2 place des Arts – 74200 Thonon-les-Bains
 - o Lot n°3 : Fourniture de plantes d'orangerie en mottes et pots aux établissements Horticoles du Cannebeth sise Chemin du Cannebeth – 34130 Mauguio
 - o Lot n°4 : Fourniture de plantes vivaces en mottes et pots à la Sté Le Tauran sise Chemin de la Poste – 34130 Saint Aunes

- Lot n°5 : Fourniture de bulbes estivaux à la Sté Brageirac sise 8 rue des Lilas -24100 Begerac
- Lot n°6 : Fourniture de jeunes plants de plantes bisannuelles en mini-mottes à la Sté Ball Ducrettet sise square Voltaire - 2 place des Arts – 74200 Thonon-les-Bains
- Lot n°7 : Fourniture de graines de plantes bisannuelles à l'entreprise NPK Distribution sise 44 bis, rue Gutenberg – 42100 Saint-Etienne
- Lot n°8 : Fourniture de bulbes d'automne à la Sté Brageirac sise 8 rue des Lilas -24100 Begerac
- Lot n°9 : Contrat de culture de chrysanthèmes à la Sté Green Cocoon sise 64 rue Anatole France – 92300 Levallois Perret

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché : ' Fourniture de graines, de plantes annuelles et bisannuelles, de plantes vivaces, de bulbes, de plantes d'orangerie et contrat de culture de chrysanthèmes n°4D00772700 » pour une durée de un an, renouvelable trois fois :
 - **Lot n°1 : Fourniture de jeunes plants de plantes annuelles en mini-mottes à la Sté Ball Ducrettet** pour un montant mini de 0 et maximum de 10 000 € HT
 - **Lot n°2 : Fourniture de graines de plantes annuelles à la Sté Ball Ducrettet** pour un montant mini de 0 et maximum de 5 000 € HT
 - **Lot n°3 : Fourniture de plantes d'orangerie en mottes et pots aux établissements Horticoles du Cannebeth** pour un montant mini de 0 et maximum de 30 000 € HT
 - **Lot n°4 : Fourniture de plantes vivaces en mottes et pots à la Sté Le Tauran** pour un montant mini de 0 et maximum de 30 000 € HT
 - **Lot n°5 : Fourniture de bulbes estivaux à la Sté Brageirac** pour un montant mini de 0 et maximum de 12 000 € HT
 - **Lot n°6 : Fourniture de jeunes plants de plantes bisannuelles en mini-mottes à la Sté Ball Ducrettet** pour un montant mini de 0 et maximum de 5 000 € HT
 - **Lot n°7 : Fourniture de graines de plantes bisannuelles à l'entreprise NPK Distribution** pour un montant mini de 0 et maximum de 5 000 € HT
 - **Lot n°8 : Fourniture de bulbes d'automne à la Sté Brageirac** pour un montant mini de 0 et maximum de 20 000 € HT
 - **Lot n°9 : Contrat de culture de chrysanthèmes à la Sté Green Cocoon** pour un montant mini de 0 et maximum de 20 000 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, section de fonctionnement 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 23/07 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR

Publiée le : 24/07 2015

Notifiée le :



DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé des Bouisses
Propriété CANTERO
1406 rue du Pont de Lavérune
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17/12/2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R) ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé des BOUISSSES ;
- Vu les jugements du juge de l'expropriation de l'Hérault du 19 octobre 2011 ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 6 juillet 2015.

Considérant :

- que le 16 juin 2015, les Consorts CANTERO ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner un ensemble immobilier situé 1406 rue du Pont de Lavérune et cadastré section PW 15, 16, 24 et 25, au prix de 2.220.000 € plus 120.000 € de commission d'agence ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville d'exercer le droit de préemption sur ledit bien afin de constituer une réserve foncière dans le cadre de la zone d'aménagement différé des BOUISSSES qui prévoit de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables, en offrant un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectifs et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne ;
- que par deux jugements du 19 octobre 2011, le juge de l'expropriation de l'Hérault dans le cadre d'une précédente procédure de fixation judiciaire de prix à l'occasion de l'exercice du droit de préemption sur cette même propriété, avait fixé la valeur globale de cet ensemble immobilier à 1.589.040 € dans l'hypothèse où l'ensemble des infractions aux règles d'urbanisme seraient déclarées prescrites par une décision pénale

devenue définitive, et à 206.600 € dans le cas où l'ensemble des constructions seraient déclarées illégales aux termes d'une décision pénale devenue définitive ;

- que des procédures pénales relatives à des infractions au code de l'urbanisme sont encore en cours sur cette propriété ;
- que le prix proposé dans la déclaration paraît donc excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété des Consorts CANTERO, située 1046 rue du Pont de Lavérune, cadastrée section PW 15, 16, 24 et 25, au prix de 206.000 € ;
- que le montant de la commission d'agence sera recalculé au prorata du prix de 206.000 € ;
- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

Montpellier, le

23 JUN 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN



Publiée le **24/07/2015**
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/296

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
**Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville**
Aliénation de la propriété de la SCI LORDI
Lots 1 et 6 - Immeuble 17 impasse des Tanneurs
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu la décision du 20 juillet 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs (lots 1 et 6) et cadastrée section BZ 665 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale;
- que le 6 juillet 2015, la SCI LORDI a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un appartement avec garage constituant les lots 1 et 6 de la copropriété située 17 impasse des Tanneurs, cadastrée section AZ665, au prix de 185.000 € dont 5.000 € de mobilier plus 5.000 € de commission d'agence ;
- que ce bien présente un intérêt pour la Ville en vue de réaliser un aménagement urbain sur le quai des Tanneurs, la Ville étant déjà propriétaire d'un autre appartement dans cet immeuble acquis en 2009 dans le cadre de cette opération ;
- que par décision du 20 juillet 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs et cadastrée section AZ 665.

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs et cadastrée section AZ 665, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 26/07/2015
Notifiée le :



Montpellier, le 23 JUL 2015
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

**Appel d'offre pour l'acquisition d'un système
d'information des ressources humaines et maintenance
associée**
Groupement de commandes entre la ville et le CCAS
N°4D00578101

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à M. Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal– Délégué aux Ressources Humaines;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au changement de Système d'Information des Ressources ;
Conformément à l'article 8 du Code des marchés Publics, ce marché est passé pour le groupement de commandes entre la ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ;

- Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles 33 3^{al.} et 57 à 59 du Code des marchés publics, pour la passation d'un marché comportant :
- pour une partie des prestations à prix global et forfaitaire,
 - pour une autre partie, des prestations à prix unitaires faisant l'objet de bons de commande sans minimum ni maximum conformément à l'article 77 du code des marchés publics

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot n°1 : Gestion de la paie, des carrières, des maladies, des postes, des absences et des frais de déplacement à la société

Lot n°2 : Gestion des Postes, des Emplois et des Compétences (GPEC), gestion de la formation et des entretiens professionnels

Lot n°3 : Gestion du recrutement

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la notification jusqu'au 1^{er} juillet 2016 puis couvrant la période de garantie d'un an. Il peut être reconduit pour une période de 12 mois

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient pondérés de la manière suivante :
- Prix des prestations : 30%
 - Valeur technique : 70% ;

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 16 juin 2015, a attribué le marché pour le lot n°1 : Gestion de la paie, des carrières, des maladies, des postes, des absences et des frais de déplacement à la société **BERGER LEVRAULT** sise 104 avenue du Président Kennedy 75016 PARIS qui a présenté une offre jugée économiquement avantageuse ;

Les lots 2 et 3 ont été déclarés sans suite pour des motifs d'intérêt général.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité pour le lot n°1, Gestion de la paie, des carrières, des maladies, des postes, des absences et des frais de déplacement, à la société BERGER LEVRAULT, pour un montant de 284 782,50 € HT pour les prestations à prix global et forfaitaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2051, fonction 020 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Conseiller municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI



Publiée le : 05/08/2015
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION
Zone d'Aménagement Différé "Vincent AURIOL"
Propriété SEBASTIAN
Route de Ganges
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le schéma de cohérence territoriale de l'Agglomération de Montpellier approuvé par délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du 17 février 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé "Vincent Auriol";
- Vu le décret du 23 décembre 2014 portant création de la métropole MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ;
- Vu la demande de MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 16 juillet 2015.

Considérant :

- que le 28 mai 2015, Monsieur et Madame Michel SEBASTIAN ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain supportant une petite construction, situé route de Ganges au lieu-dit la Blanquette et cadastré section AB 208, 223 et 225 pour une contenance totale de 3 129 m² au prix de 700 000 € plus 50.000 € de commission d'agence ;
- que la propriété des époux SEBASTIAN est située dans la zone d'aménagement différé "Vincent Auriol" créée afin d'accueillir des équipements hospitaliers ou universitaires, des centres de recherche, mais aussi des logements, des équipements et des activités, de façon à assurer une mixité sociale à l'échelle du site et valoriser le caractère naturel, aéré et boisé de certaines parties du coteau ;

- que cette propriété est aussi située dans la zone de THOMASSY définie comme zone stratégique et d'intérêt communautaire par le schéma de cohérence territoriale de l'Agglomération de MONTPELLIER ;
- que MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption pour son compte afin de constituer une réserve foncière sur cette propriété qui constitue une opportunité dans le cadre de la ZAD "Vincent Auriol", du SCOT de l'Agglomération de Montpellier et du PLU de la Ville de Montpellier;
- qu'il paraît opportun dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur et Madame Michel SEBASTIAN, située route de Ganges au lieu-dit la Blanquette, cadastrée section AB 208, 223 et 225, au prix de 312 900 € plus 50.000 € de commission d'agence;
- dans le cas où les propriétaires décideraient de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure judiciaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme;
- que MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers- payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

Montpellier, le 23 JUL. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 26/07/2015
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0299

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Service de télécommunications électroniques
Téléphonie fixe voix T2 normal/secours, SDA, appels
entrants/sortants, « numéro vert »
Marché N° 5B0111**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'une consultation a été lancée le 2 juillet 2015 pour un « Service de télécommunications électroniques Téléphonie fixe voix T2 normal/secours, SDA, appels entrants/sortants, numéro vert » conformément à l'article 28.II du code des marchés publics ;
- Qu'il convient d'assurer la pérennité du système des télécommunications à la Ville avec le titulaire du précédent marché jusqu'à la migration complète du système actuel sur celui du nouveau titulaire du marché de « Service de télécommunications électroniques » ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Prix de la prestation 60%,
 - Valeur technique : qualité de la réponse 40%

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché négocié précité à la société COMPLETEL sise 13, rue Cougit - 13015 MARSEILLE, pour une durée de six mois et un montant total maximum de 88 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville chapitre 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 27.07.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 28.07.2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché selon une procédure adaptée
Formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics
MAPA N°5B0110**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/2490/T/R donnant délégation de signature de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal Délégué aux Ressources Humaines
- Vu l'arrêté n°2015/3070/T/R donnant délégation de signature par remplacement de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI à Monsieur Max LEVITA pour la période du 27 juillet au 02 août 2015 inclus

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à une mise en concurrence pour la formation BPJEPS Option Loisirs Tous Publics
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2009, l'organisme de formation Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon a présenté une offre avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à l'Union Régionale des Francas du Languedoc Roussillon pour un montant de 4980€ HT par personne, pour un an renouvelable une fois.
- D'autoriser Monsieur Le Maire ou l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment, à la préparation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget du service Formation et Compétences de la ville (Nature : 6184, fonction : 9200)

Montpellier, le 30.07.2015

Pour Monsieur le Maire, Monsieur le Conseiller
municipal délégué

Max LEVITA

Publiée le : 03.08.2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de sapins de Noël.
(5B0095)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

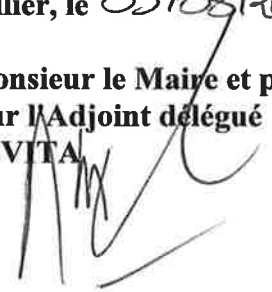
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de sapins de Noël pour la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée le 01 juin 2015, conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0095, pour une durée de un an à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1** (*Sapins de différentes tailles pour les services de la Ville*) étaient les suivants :
 - * La valeur technique pour 20%
 - * Le prix pour 80%
- Qu'après analyse, la société **Roseraie des Costières Sandiflor**, avenue des Costières, 30800 St Gilles pour le **lot 1**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2** (*Sapin de 11 m de qualité prestige pour place de la Comédie*) étaient les suivants :
 - * La valeur technique pour 20%
 - * Le prix pour 80%
- Qu'après analyse, la société **Jura Morvan Décorations**, 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc Club du Millénaire, 34 000 Montpellier pour le **lot 2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3** (*Sapins décorés de 5 m pour le hall de l'hôtel de Ville*) étaient les suivants :
 - * La valeur technique pour 20%
 - * Le prix pour 80%
- Qu'après analyse, la société **Jura Morvan Décorations**, 1025 avenue Henri Becquerel, 10 parc Club du Millénaire, 34 000 Montpellier pour le **lot 3**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat de sapin de Noël (5B0095) » précité :
 - Avec la société **Roseraie des Costières Sandiflor** pour le **lot n°1** (pour un montant maximum de commandes de **35 000 € HT**).
 - Avec la société **Jura Morvan Décorations** pour le **lot n°2** (pour un montant maximum de commandes de **11 000 € HT**)
 - Avec la société **Jura Morvan Décorations** pour le **lot n°3** (pour un montant maximum de commandes de **9 000 € HT**)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 03/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 02/08/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour les Prestations de Service Hôtellerie.
4C0038**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à **l'achat de prestations de service hôtellerie**.
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées a été lancée le 17 avril 2015, afin de conclure un marché à bons de commande (n°4C0038) pour une durée de deux ans à compter de sa notification, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics.
- Que la disponibilité des prestataires étant aléatoire selon la période de l'année considérée, et afin d'assurer la continuité du service, le marché prendra la forme d'un marché multi-attributaire avec classement des offres, (pour les lots 1 et 4 : 3 prestataires maxi, et pour les lots 2 et 3 : 5 prestataires maxi)
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Prestations de Service Hôtellerie 2 étoiles, 3 prestataires maximum)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour 40%
 - * La valeur technique pour 60%
- Qu'après analyse, la société **Hôtel des Arts**, 6 boulevard Victor Hugo 34 000 Montpellier, pour le **lot 1**, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Prestations de Service Hôtellerie 3 étoiles, 5 prestataires maximum)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour 40%
 - * La valeur technique pour 60%
- Qu'après analyse, les sociétés **Citadines Antigone Montpellier** 588 boulevard Antigone 34 000 Montpellier, **Holiday Inn Express Montpellier Odysseum** 60 avenue Nina Simone 34 000 Montpellier, **Ibis Centre 95** place Vauban 34 000 Montpellier et **Ibis Styles** 6 rue Baudin 34 000 Montpellier, pour le **lot 2**, ont présenté des offres économiquement avantageuses au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 (Prestations de Service Hôtellerie 4 étoiles, 5 prestataires maximum)** étaient les suivants :
 - * Le prix pour 40%
 - * La valeur technique pour 60%

- Qu'après analyse, les sociétés **Crown Plaza** 190 rue d'Argencourt 34 000 Montpellier, **Courtyard by Marriott** Place Georges Frêche 34 000 Montpellier, **Poly hôtels Pullman** 1 rue des Pertuisanes 34 000 Montpellier, pour le **lot 3**, ont présenté des offres économiquement avantageuses au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°4 (Prestations de Service Appart Hôtel, 3 prestataires maximum)** étaient les suivants :

* Le prix pour 20%

* La valeur technique pour 80%

- Qu'après analyse, la société **Citadines Antigone Montpellier** 588 boulevard Antigone 34 000 Montpellier, pour le **lot 4**, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Prestations de Service Hôtellerie (4C0038) » précité :

- Avec la société **Hôtel des Arts** pour le **lot n°1** (pour un montant maximum de commandes de **25 000 € HT**).

- Avec les sociétés **Citadines Antigone Montpellier, Holiday Inn Express Montpellier Odyséum, Ibis Centre, Ibis Styles** pour le **lot n°2** (pour un montant maximum de commandes de **100 000 € HT**)

- Avec les sociétés **Crowne Plaza, Courtyard by Marriott, SNC Poly hôtels Pullman** pour le **lot n°3** (pour un montant maximum de commandes de **50 000 € HT**)

- Avec la société **Citadines Antigone Montpellier** pour le **lot n°4** (pour un montant maximum de commandes de **25 000 € HT**)

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6232, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 03/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 04/08/2015

Notifiée le :

**AVENANT N° 1 SUR LE MARCHÉ 4D00322A LOT 1
REAMENAGEMENT DU PARVIS BAS DE LA
GARE SAINT-ROCH**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie et aux espaces publics détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un avenant n° 1 avec l'entreprise Eurovia titulaire du lot 1 voirie pour le marché 4D00322A Réaménagement du parvis bas de la gare Saint-Roch pour un montant de **36 258 , 55 € H.T.** ; soit une plus-value de 10,45 % par rapport au montant initial du marché qui est de **346 929, 20 € H.T.** ;
- Que la Commission d' Appels d' Offres du 7 Juillet 2015 a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant ;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D' approuver la passation de cet avenant n° 1 au marché 4D00322 à conclure avec l'entreprise Eurovia pour un montant de **36 258 ,55 € H.T.** , ce qui porte le montant total du marché à **383 187,75 € H.T.** ;

- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget principal de la Ville chapitre 917 / nature 45811 / ligne de crédit 25925 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer l'avenant et , plus généralement , tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 07/08/2015



**Pour M. le Maire et par délégation,
Mme l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 11/08/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché n° 4C00401020 passé selon la
procédure adaptée pour l'achat d'un logiciel de gestion
de la petite enfance et maintenance**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1980/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un logiciel métier de la petite enfance et de sa maintenance pour permettre la gestion informatisée des établissements d'accueil du jeune enfant,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées a été lancée le 2 février 2015, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bons de commande (4C0040), pour une période initiale d'un an à compter de la notification et reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de reconduction de deux ans.
Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
La valeur technique 70 %
Le prix 30 %
- Qu'après analyse, la société TECHNOCARTE, ZAC de Lavalduc 370, allée Charles LAVERAN 13270 Fos sur mer, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « Achat d'un logiciel de la petite enfance et maintenance » (4C0040) précité avec la société TECHNOCARTE pour un montant maximum de commande de 176 000 € h.t. pour la période initiale et de 12 000 € h.t. pour chaque reconduction.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement nature 2051.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Titina DASYLVA

Publiée le : 05/08/2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la Web TV de la ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;
Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, à bons de commande, afin de choisir un prestataire pour la Web Tv de la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 12/02 2015 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société K-Prodz a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (jugée au vu des critères suivants : la qualité de la prestation pour 70% et le prix pour 30%) ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société K-Prodz pour un montant minimum de 5 000 € HT et un montant maximum de 80 000 € HT;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 920.

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 05/08/2015
Notifiée le :

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise
en place du plan de réparation des espaces publics de
la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vue le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/2504/T/R en date du 02/06/15 donnant délégation de signature à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe Déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la voirie aux articles 28-1 et 77 du Code des marchés publics ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à la passation d'un marché de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place du plan de réparation des espaces publics de la Ville de Montpellier ;
- Qu'un marché à procédure adaptée a été lancé le 8 janvier 2015 ;
- Que le cabinet « Charbonneau Consultant » représenté par Monsieur Jean-Pierre CHARBONNEAU a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'analyse des offres (70% valeur technique – 30% prix) ;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget principal de la Ville ;
- D'attribuer le marché n°5B001 à Charbonneau Consultant pour un montant de 86 400€ HT ;

Montpellier, le 03/08/2015

Pour M. le Maire, Mme l'Adjointe déléguée,
agissant au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 04/08/2015
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété SCI LORDI
Lots 1 et 6 - 17 impasse des Tanneurs
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 et par délibération n° 2015/128 du 29 avril 2015 ;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Monsieur le Maire le 4 mai 2015 (n° 2015/1973/T/R) ;
- Vu la décision du 20 juillet 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs lots 1 et 6, cadastrée section BZ 665 ;
- Vu la décision du 23 juillet 2015 relative à l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI ;
- Vu les articles L. 210-1 à L. 213-18 et R. 213-4 à R. 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 6 juillet 2015, la SCI LORDI a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un appartement avec garage constituant les lots 1 et 6 de la copropriété située 17 Impasse des Tanneurs et cadastrée section BZ 665, au prix de 185.000 € dont 5.000 € de mobilier plus 5.000 € de commission d'agence ;
- que par décision du 20 juillet 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LORDI située 17 impasse des Tanneurs lots 1 et 6, cadastrée section BZ 665 ;
- que par acte du 22 décembre 2009, la Ville avait déjà acquis le lot 5 de cette même copropriété afin de réaliser, à terme, un aménagement de voirie sur le quai des Tanneurs ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de réaliser l'aménagement urbain décidé en 2009. Ce projet est conforme aux articles L. 210-1 et L. 300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre un projet urbain et de réaliser des équipements collectifs.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI LORDI, située 17 Impasse des Tanneurs et cadastrée section BZ 665, au prix de 185.000 € dont 5.000 € de mobilier plus 5.000 € de commission d'agence ;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

Montpellier, le 4 AOÛT 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée



Stéphanie JANNIN

Publiée le : 05/08/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0308

Cotisation à l'association Clic Maill'âge au titre de l'année 2015

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

Le Centre Local d'Information et de Coordination pour les personnes âgées (CLIC MAILL'AGE) depuis sa création en 2005, est partenaire de la Ville de Montpellier pour coordonner, animer et soutenir les actions en faveur des plus âgés.

Le Clic Maill'âge regroupe une équipe médico-soociale à l'écoute des personnes âgées de plus de 60 ans, de leur entourage et des professionnels et mène sur le bassin gérontologique de Montpellier des actions orientées vers 3 axes :

- l'information médico-sociale de proximité,
- la création de passerelles entre les professionnels et les services, pour une meilleure coordination,
- des actions de prévention créatrices de lien social.

Dans le cadre de sa politique de solidarité en direction des personnes âgées, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son engagement et propose de reconduire, pour l'année 2015, l'adhésion au Clic Maill'âge.

Le montant de la cotisation au Clic Maill'âge , pour l'année 2015, s'élève à 59 870 €.

Décide en conséquence :

- d'accepter le versement de la cotisation au Clic Maill'âge, pour un montant de 59 870 €,
- de prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville sur l'imputation 9281/520/22795,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/08/2015

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 12/08/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0309

**René SCHWARTZ / PREFECTURE DE LA
REGION LANGUEDOC ROUSSILLON ET DU
DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET COMMUNE
DE MONTPELLIER
TRIBUNAL ADMINISTRATIF 1503013-5
DEMANDE D'ANNULATION DE L'ARRETE
2015/0049 ET DU PEDT DE MONTPELLIER
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

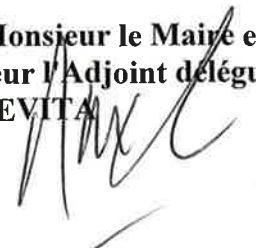
- Que l'arrêté préfectoral n°2015/0049 du 11 mars 2015 fixe la liste des communes et des EPCI signataires d'un projet éducatif territorial (PEDT);
- Que la Ville de Montpellier a signé un PEDT ;
- Que par requête en date du 27 mai 2015 enregistrée au Tribunal Administratif sous le numéro 1503013-5, Monsieur René SCHWARTZ demande l'annulation partielle de l'arrêté n° 2015/0049 et du PEDT de la Ville ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



**Publiée le :
Notifiée le :**

ASSURANCE

Sinistre Incendie Salle Jean FARRE Indemnité de sinistre SMACL

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie du 2 octobre 2010 à la Salle Jean FARRE, des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet ELEX expert de la Compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations, la SMACL propose une indemnité totale de 323 284,00 €, incluant les honoraires d'expert d'un montant de 17 976,00 € ;
- Que cette proposition paraît acceptable au vu des dispositions contractuelles et des dommages subis.

Décide en conséquence :

- D'accepter le montant d'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 323 284,00 € ;
- D'annuler la décision n°2012/0133 du 12 mai 2012 ;
- De signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 04/08/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

**CONTENTIEUX
SYNDICAT DE COPROPRIETE LE PATIO D'OR /
COMMUNE DE MONTPELLIER ET AUTRES -
ROCKSTORE
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SCI LE PATIO D'OR a aménagé l'immeuble de bureaux du 22 rue de Verdun en résidence de 39 logements ;
- Que le Syndicat de copropriété LE PATIO D'OR a assigné la SCI LE PATIO D'OR dans le cadre d'un référé-expertise pour diverses malfaçons constructives et des nuisances sonores provenant du ROCKSTORE ;
- Qu'à la suite du rapport d'expert du 30 novembre 2001, le syndicat de copropriété a formé un deuxième référé-expertise le 16 avril 2002 ;
- Que la Ville, ayant acheté en 2009 les murs dans lesquels le ROCKSTORE est exploité, est intervenue dans la procédure ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0312

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ CABLAT Matthieu
Dossier PE 34172 12V0085
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :


- Que M. CABLAT Matthieu a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 12 rue Durand et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

**Marc PONTUAL / COMMUNE DE MONTPELLIER
TRIBUNAL ADMINISTRATIF 1503531-3
REP CONTRE ARRETE DU 24/04/2015
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

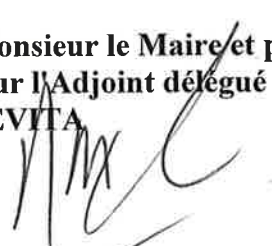
- Que par arrêté n° 2015/1629/NS/N du 24 avril 2015, Monsieur Marc PONTUAL a fait l'objet d'une sanction disciplinaire du 1^{er} groupe ;
- Que par requête en date du 22 juin 2015 enregistrée au Tribunal Administratif sous le numéro 1503531-3, Monsieur Marc PONTUAL demande l'annulation de l'arrêté ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



**Publiée le :
Notifiée le :**

**ASSURANCE
EXPOSITIONS
Police AXA ART n° F1009 654
Avenant exercice 2014**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

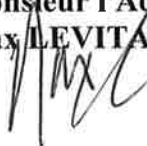
- Que les expositions organisées par la Ville sont garanties par une police d'assurance « tous risques expositions » dont la prime est révisable en fonction du montant des œuvres exposées dans l'année ;
- Que le montant de ces œuvres pour l'année 2014 s'élève à 13 773 886,41 € ce qui représente une prime en régularisation d'un montant de 7 491,40 € ;
- Que le paiement de cette prime en régularisation fait l'objet d'un avenant ;

Décide en conséquence :

- d'approuver les termes dudit avenant fixant le montant de la prime en régularisation pour l'exercice 2014 à 7 491,40 € ;
- d'autoriser la signature dudit avenant.

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 11/08/2015
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ LACOSTE Carole
Recours en suspension et annulation contre la décision
de préemption n°2015/0181 du 21/05/15

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par la décision n° 2015/0181 du 21 mai 2015, Monsieur le Maire de Montpellier a exercé le droit de préemption sur la propriété des consorts BONNET, située 6 rue Chrestien ;
- Que le 29/06/15, Mme LACOSTE Carole a formé auprès du Tribunal Administratif de Montpellier un recours en référé suspension référencé n° 1503600 et un recours en annulation référencé n° 1503599, à l'encontre de cette décision ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0317

**REFERE-SUSPENSION TRIBUNAL
ADMINISTRATIF 1503929-5
LEA MARGOTAT / COMMUNE DE
MONTPELLIER
DEMANDE DE SUSPENSION DE LA DECISION DE
REFUS DE DEROGATION A LA SECTORISATION
SCOLAIRE DU 2 JUILLET 2015
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que le 4 février 2015, Mme MARGOTAT a demandé une dérogation à la sectorisation scolaire pour inscrire son enfant à l'école François MITTERAND ;
- Que par décision en date du 20 avril 2015, le maire a refusé la dérogation en raison du grand nombre d'élèves inscrits dans cette école ;
- Qu'à la suite d'un recours administratif formé par Mme MARGOTAT, la ville a confirmé son refus par décision en date du 2 juillet 2015 ;
- Que par requête en référé n° 1503929-5 du 16 juillet 2015, Mme MARGOTAT demande la suspension de la décision de refus du 2 juillet 2015 ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 04/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour la prestation de façonnage et
d'impression de documents divers et de contre-collage
et de plastification de documents cartographiques.
5B0109**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de service de façonnage et d'impression de documents divers et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprise spécialisées, a été lancée le 25 juin 2015, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, afin d'établir un marché à bon de commande (5B0109), pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°1 (*Prestations de façonnage*) étaient les suivants :
 - * Le prix pour 60%
 - * La valeur technique pour 40%
- Qu'après analyse, la société **Imprimerie FM Graphic**, 439 avenue Etienne Frédéric Bouisson 34 130 Muguio, pour le lot 1, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°2 (*Plastification et le contre collage de documents cartographiques*) étaient les suivants :
 - * le prix pour 60%
 - * La valeur technique pour 40%
- Qu'après analyse, la société **Copy Shop Info 34**, 1605 avenue des Platanes 34 970 Lattes, pour le lot 2, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché « **Prestations de service de façonnage et d'impression de documents divers et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques (5B0109)** » précité :

- Avec la société **Imprimerie FM Graphic** pour le **lot n°1** pour un montant maximum de commandes de 76 000 € HT.

- Avec la société **Copy Shop Info 34** pour le **lot n°2** pour un montant maximum de commandes de 10 000 € HT.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6232, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le **06/08/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

Publiée le : **10/08/2015**

Notifiée le :



MARCHE PUBLIC
FOURNITURE DE TEE-SHIRTS ET CASQUETTES
N°5B0088
(ACCORD CADRE N° 4C0018)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2496 du 2 Juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de récompenser les associations sportives dans le cadre de leurs manifestations ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 16 Juillet 2015 ;
- l'entreprise Balle de Match propose l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°5B0088 (accord cadre n°4C0018) à l'entreprise Balle de Match, pour un montant de 21 520 € H.T, soit 25 824 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville nature 6232 fonction 92415 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 07.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 08.09.2015
Notifiée le :

**Marchés Publics - Achat de petits matériels
électriques, piles batteries et lampes - Résiliation du lot
n°3 (Lampes éco et fluo-compactes).**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Que la décision n° 2015 / 0028, en date du 30 janvier 2015, a attribué le marché passé en groupement d'achats n°4D0038 « Achat de petit matériel électrique, piles batteries et lampes » :
 - à la société **REXEL**, 1387 rue de la Castelle 34070 Montpellier, pour le **lot n° 1 (petits matériels électriques)**
 - à la société **ENERLIS**, 77 rue Marcel Dassault 92100 Boulogne Billancourt, pour le **lot n° 2 (Piles et batterie)**
 - à la société **REXEL**, 1387 rue de la Castelle 34070 Montpellier, pour le **lot n°3 (lampes éco et fluo-compactes)**
 - à la société **SPRL EUROKA**, 12 rue Gustave Biot 1050 Bruxelles pour le **lot n°4 (lampes à décharge)**
- Qu'il y a lieu, conformément à l'article 13 du Cahier des Clauses Administratives Particulières, et en application des articles 29 et 33 du Cahier des Clauses Administratives Générales - Fournitures Courantes et Services, de résilier le lot n°3 (lampes éco et fluo-compactes) pour motif d'intérêt général : des erreurs d'appréciation de la conformité des offres ont été constatées dans le rapport d'analyse des offres. La correction de ces erreurs est de nature à modifier le classement final des offres visant à désigner l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- De résilier le lot n° 3 attribué à la société REXEL.
- D'autoriser Monsieur le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la sensibilisation du public
montpelliérain sur le thème du développement durable**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 1015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;
Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour sensibiliser le public montpelliérain sur le thème du développement durable, l'environnement et le respect de l'écologie, cette sensibilisation se concrétise essentiellement par la réalisation d'un dossier complet de 32 pages permettant la présentation détaillée de l'action de la municipalité; cette prestation inclut la conception, la réalisation, l'impression ainsi que la diffusion dans un supplément encarté, à paraître dans « la Gazette Hebdo » de septembre 2015 ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, la société La Gazette Hebdo a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société La Gazette Hebdo pour un montant maximum de 50 000 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 928 nature 6231.

Montpellier, le 07/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :



107

**Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection
de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1) et d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot
2)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire réaliser des missions de coordonnateur de sécurité et protection de la santé de niveau 2 et 3 et des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4B0194 « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot 2) » a été lancé ;
- Qu'il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum. Ils sont conclus pour une durée d'un an, qui peut être reconduite par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 28 juillet 2015, a considéré comme économiquement la plus avantageuse, pour le lot, 1'offre de la Société Qualiconsult Sécurité, et pour le lot 2, l'offre de la Société ACF BTP ;

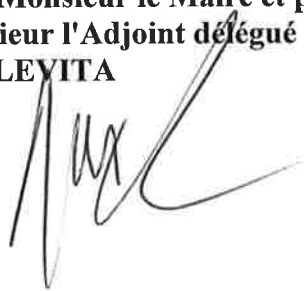
Décide en conséquence :

- D'attribuer les 2 lots du marché n° 4B0194 à la SOCIETE QUALICONSLT Sécurité, pour le lot 1, et à la SOCIETE ACF BTP, pour le lot 2 ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants ;

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 06/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévida, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la loi n°2015-102 pour l'égalité des chances, dite loi Handicap, a été modifiée par l'ordonnance du 26 septembre 2014 et le décret du 5 novembre 2014, prévoyant de prolonger le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité, sous la forme d'un Agenda d'Accessibilité Programmée, dossiers à déposer en mairie avant le 27 septembre 2015 ;
- Qu'un grand nombre de dossiers (1 000 environ) devront être instruits dans un délai de 4 mois ;
- Que la Ville a besoin de lancer un marché pour une mission d'assistance Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction des dossiers d'Ad'AP présentés par les pétitionnaires ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 5D0019 « Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité » a été lancé ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 28 juillet 2015, a considéré l'offre de la Société Qualiconsult comme économiquement la plus avantageuse ;

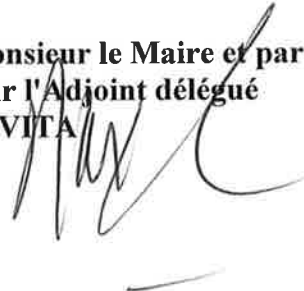
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5D0019 « Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité » à la Société Qualiconsult – Parc Club du Millénaire - Bât 18 – 1025 - Rue H. Becquerel - 34000 Montpellier ;

- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

**Exploitation du parc de stationnement du Nouvel
Hôtel de Ville
Marché 1H07
Avenant n°3**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2011/333 du 20 juin 2011 décidant de retenir EFFIA Stationnement pour l'exploitation en son nom du parking de l'Hôtel de Ville ;
- Vu le rapport d'avenant n° 3 au marché 1H078331 ;
- Vu le projet d'avenant n° 3 au marché 1H078331 ;

Considérant :

- Que par délibération n° 2011/333 du 20 juin 2011, le marché 1H078331 « Exploitation du parc de stationnement du Nouvel Hôtel de Ville » a été attribué à EFFIA ;
- Qu'à la suite d'une défectuosité des portes de cantonnement du parc de stationnement de l'Hôtel de Ville de Montpellier, des travaux curatifs sont nécessaires afin de mettre en sécurité incendie les compartiments de stationnement ;
- Que ces travaux doivent être réalisés par le mainteneur car ils ne peuvent pas être dissociés des prestations de maintenance ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 3 ayant pour objet des travaux curatifs pour un montant de 2 626 € H.T, portant le montant du marché à 1 741 559,25 € H.T. En tenant compte des deux précédents avenant, le pourcentage d'augmentation du montant initial du marché est de 3,06 % ;
- La dépense sera imputée sur le budget annexe de la Ville (budget 5). Ligne de crédit : 2016 / Nature : 61522 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

Missions de diagnostics

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser des missions de diagnostics sur les bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4D0047 « Missions de diagnostics » a été lancé;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 28 juillet 2015, a considéré l'offre de la Société Socotec comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 4D0047 « Missions de diagnostics » à la Société Socotec – 1140, Avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants ;

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

**Direction de la Réussite Educative
Service Education
Modification des sous-régies d'avances pour les ALSH**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la Clôture des sous régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la décision du 12 avril 2012 relative à la création d'une régie de recettes pour les ALSH,
- Vu la décision n°2012/0232 du 21 mai 2012 relative à l'institution des sous-régies d'avances pour les « ALSH »
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal du 05 AOUT 2015
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer les sous-régies d'avances JULES SIMON et MICHEL DE L'HOSPITAL puis créer les sous régies d'avances MALRAUX et MALRAUX CHARPAK

Décide en conséquence :Article 1 :

À compter du 31/08/2015, Il est mis fin aux deux sous-régies signalées dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEIL	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater : ROUX	96 rue du faubourg de Figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
CENTRE ASTERIX	Centre Astérix Grammont	Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
<u>SIMON</u>	<u>Elém : J. SIMON</u>	<u>45 rue de la Méditerranée 34070 Montpellier</u>

<u>MICHEL DE L'HOSPITAL</u>	<u>Elem: l'HOSPITAL</u>	<u>100 rue Louis Lépine 34000 Montpellier</u>
--	--------------------------------	--

Article 2 :

À compter du 31/08/2015, il est créé deux sous-régies signalées dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEIL	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater : ROUX	96 rue du faubourg de Figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier
CENTRE ASTERIX	Centre Astérix Grammont	Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

<u>MALRAUX</u>	<u>Mater: A.MALRAUX</u>	<u>Rue Joan Miro 34000</u> <u>Montpellier</u>
<u>MALRAUX CHARPAK</u>	<u>Elem: A.MALRAUX</u> <u>CHARPAK</u>	<u>Rue Joan Miro 34000</u> <u>Montpellier</u>

Articles 3 :

Les sous-régies paient les dépenses suivantes :

- Dépenses liées aux sorties ponctuelles organisées par les animateurs pour le divertissement des enfants,
- Achat de fournitures et petit matériel nécessaires pour les activités,
- Achat alimentaires pour les enfants.

Article 4 :

Les dépenses désignées à l'Article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,

Ces dépenses sont prises aux imputations suivantes :

- Chapitre 924
- Fonction 421

Article 5 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 6 :

Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives d'avances tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 7 :

Le sous-régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015
Notifiée le :

**Marché de Nettoyement de la Ville de Montpellier n°
8F742811
- Autorisation de signer l'avenant n°3 -**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2014/1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre, sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/1989 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, adjointe déléguée à la propreté ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au nettoyage, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant que:

- Le marché de nettoyage de la Ville de Montpellier a été attribué à la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) par délibération du conseil municipal n° 627 en date du 14 décembre 2009, et, ce, pour une durée de 72 mois (avec préparation préalable de 3 mois non rémunérée) après une procédure d'appel d'offres ouvert;
- La date d'échéance de ce marché était fixée au 31 mars 2015;
- Sur le motif de l'évolution de la maîtrise d'ouvrage d'une part, suite au transfert de la compétence Nettoyement, et sur celui d'autre part de la nécessité d'adapter l'organisation et les niveaux de services, pour une meilleure coordination et l'optimisation des prestations, le report du lancement des procédures a été nécessaire ; en conséquence, afin d'assurer la continuité du service public , le marché a été prolongé par décision 2015/040 du 20 février 2015 jusqu'au 03/01/2016 afin de coïncider avec le transfert de compétence effectif à la Métropole et pour permettre le lancement d'un marché couplé collecte/nettoyement.

Cet avenant n°2 a conduit, sur la durée complémentaire du marché, soit 9 mois et 3 jours, à une augmentation de 12, 70% du montant initial du marché porté de 93 510 764, 16 € HT à 105 330 764 € HT.

**Marché public relatif à "location, pose, entretien,
approvisionnement, maintenance et dépose de
sanitaires publics à entretien automatique"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2014/1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre, sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2991/T/R du 26 juin 2015 donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au nettoyage, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'installer sur certains sites du domaine public de la Ville des sanitaires publics à entretien automatique ;
- Qu'une procédure en appel d'offres a été lancée - conformément aux dispositions des articles 33 3^{ème} alinea et des articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics et de l'article 72 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à tranches conditionnelles - sous la forme d'un marché ordinaire à tranches. La durée de la tranche ferme est de 15 ans (installation de 5 sanitaires) et la durée de la tranche conditionnelle est de 14 ans (installation 4 sanitaires) ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60%
 - Prix des prestations 40%
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 28 juillet 2015, a attribué le marché à l'entreprise JC DECAUX FRANCE - sise 17, rue Soyer 92523 Neuilly - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché n° 5D0017 relatif à la « location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique » à la société JC DECAUX FRANCE pour un montant global et forfaitaire de 2 731 350, 00 € HT (tranche conditionnelle comprise) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - CRB 211 - nature 6135- fonction 928;
- D'autoriser M. le Maire ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 12/08/2015

Pour M. le Maire, Mme l'Adjointe déléguée,
agissant au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Isabelle MARSALA

Publiée le : 14/08/2015
Notifiée le :



**Direction de la Réussite Educative
Service Education
Modification de sous-régies de recettes des ALSH**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision du 13 mars 2012 relative à la clôture de la régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la Décision du 29 mars 2012 relative à la Clôture des sous régie d'avances et de recettes des ALSH
- Vu la décision du 12 avril 2012 relative à la création d'une régie de recettes pour les ALSH,
- Vu la décision n°2012/0214 du 26 avril 2012 relative à l'institution des sous-régies de recettes pour les « ALSH »
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal du 05 AOÛT 2015
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

CONSIDERANT que pour un meilleur accueil du public, il est nécessaire de clôturer les sous-régies de recettes JULES SIMON et MICHEL DE L'HOSPITAL puis de créer les sous-régies de recettes MALRAUX et MALRAUX CHARPAK

Décide en conséquence :

Article 1 :

À compter du 31/08/2015, Il est mis fin aux deux sous-régies de recettes signalées dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEUIL.	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater : ROUX	96 rue du Faubourg de Figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
CENTRE ASTERIX	Centre Astérix Grammont	Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier

<u>MICHEL DE L'HOSPITAL</u>	<u>Elem: M.L 'HOSPITAL</u>	<u>100 Rue Louis Lépine 34000 Montpellier</u>
<u>SIMON</u>	<u>Elem: j.SIMON</u>	<u>45 rue de la Méditerranée 34000 Montpellier</u>

Article 2 :

À compter du 01/09/2015, il est créé deux sous-régies de recettes signalées dans le tableau ci-dessous :

Dénomination ALSH Lieux d'implantation Adresses		
Dénomination ALSH	Lieux d'implantation	Adresses
LANTISSARGUES	Mater : R. SURCOUF Elém : G. SIMENON	215 boulevard Pedro de Luna 34070 Montpellier
LA MARTELLE	Mater : J.DEROIN Elém : B. SPINOZA	110 rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
AIGUELONGUE	Mater : L. de CAMOENS Elém : S. FREUD	2 rue des Tourterelles 34090 Montpellier
LES AIGUERELLES	Elém : C. DICKENS Mater : A. FRANK	686 avenue du Pont Trinquat 34000 Montpellier
COMBES	Elém : E. COMBES Mater : V. DURUY	20 rue Edmond Lautard 34080 Montpellier
MICHELET	Mater : J. MICHELET	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
FRANCOIS VILLON	Elém : J.DELTEIL	Rue des Araucarias 34080 Montpellier
LA FONTAINE	Mater : J. LA FONTAINE	27 quai des Tanneurs 34000 Montpellier
VERNE	Elém : J. VERNE	127 rue Yehudi Menuhin 34000 Montpellier
LES TOURS	Mater : N. COPERNIC Elém : M. BLOCH	135 allée des Hauts de Montpellier 34080 Montpellier
MOULIN	Mater : I. BERGMAN Elém : J. MOULIN	20 boulevard Mounie 34000 Montpellier
OXFORD	Mater : V. VAN GOGH Elém : F. ROOSVELT	25 rue de Lausanne 34080 Montpellier
CITE MION	Elém : J. BREL Mater : S. SIGNORET	5 impasse des Marmousets 34000 Montpellier
ESTANOVE	Mater : M. DESBORDES Elem : W. CHURCHILL	424 rue du Lavandin 34070 Montpellier
ROUX	Mater: ROUX	96 rue du Faubourg de Figuerolles 34070 Montpellier
PAPE-CARPENTIER	Mater : P. CARPENTIER	12 rue des écoles 34080 Montpellier
LEO MALET	Elém : L. MALET	5 allée Pierre Carabasse 34080 Montpellier
Centre Astérix	Centre Astérix Grammont	Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
SAVARY	Mater : H. BOUCHER Elem : A. SAVARY	240 quai Flora Tristan 34070 Montpellier

<u>MALRAUX</u>	<u>Mater: A.MALRAUX</u>	<u>Rue Joan Miro 34000</u> <u>Montpellier</u>
<u>MALRAUX CHARPAK</u>	<u>Elem: A.MALRAUX</u>	<u>Rue Joan Miro 34000</u> <u>Montpellier</u>

Articles 3 :

Les sous-régies encaissent les produits suivants :

- La participation des familles et des organismes sociaux aux centres de loisirs sans hébergement, y compris les frais de cantine.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire,
- Internet,
- Chèques vacances,
- COSC

Elles sont perçues contre remise à l'usager de reçu ou quittance.

Article 5 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 6 :

Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

Article 7 :

Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 8 :

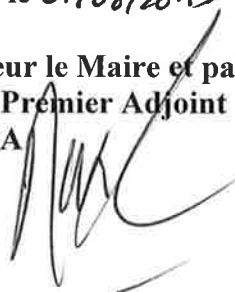
Le sous-régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10/08/2015

Notifiée le :

**Mission d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour
l'instruction de l'accessibilité
Retire et remplace la décision n°2015/0324**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 26 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Que la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2014 a décidé la mise en œuvre d'un Agenda d'Accessibilité Programmée, et a autorisé Monsieur le Maire à signer l'engagement à entrer dans la démarche d'Ad'AP ;
- Que la Ville a besoin de lancer un marché pour une mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 5D0019 « Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité » a été lancé ;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par période successive d'un an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Les montants des commandes pour la durée initiale du marché sont estimés à 100 000 € H.T, la même estimation est faite pour chaque année de reconduction ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 28 juillet 2015, a considéré l'offre de la Société Qualiconsult comme économiquement la plus avantageuse ;

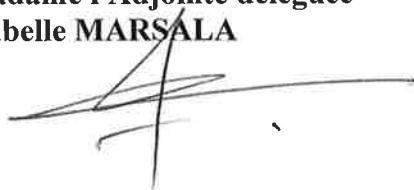
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 5D0019 « Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'instruction de l'accessibilité » à la Société Qualiconsult – Parc Club du Millénaire - Bât 18 – 1025 - Rue H. Becquerel - 34000 Montpellier ;

- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants – Chapitre 920 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/08/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**



Publiée le : 18/08/2015
Notifiée le :

**Missions de diagnostics
Retire et remplace la décision n° 2015/0326**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 26 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser des missions de diagnostics sur les bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4D0047 « Missions de diagnostics » a été lancé;
- Qu'il s'agit d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, d'une durée d'un an, qui peut être reconduit par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Le montant des commandes pour la durée initiale du marché est estimé à 100 000 € H.T, le même montant est estimé pour chaque année de reconduction ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 28 juillet 2015, a considéré l'offre de la Société Socotec comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 4D0047 « Missions de diagnostics » à la Société Socotec – 1140, Avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants – Chapitre 920 ;

- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 18/08/2015
Notifiée le :

**Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection
de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1) et d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot
2)**

Retire et remplace la décision n° 2015/0323

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33, 57 à 59 et 77 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 26 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire réaliser des missions de coordonnateur de sécurité et protection de la santé de niveau 2 et 3 et des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert n° 4B0194 « Missions de Coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé de catégories 2 et 3 (lot 1) et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la prévention des risques (lot 2) » a été lancé ;
- Qu'il s'agit de marchés à bons de commande, sans minimum ni maximum. Ils sont conclus pour une durée d'un an, qui peut être reconduite par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Les montants des commandes pour la durée initiale du marché sont estimés à 15 000 € H.T. pour le lot 1, et 5 000 € H.T. pour le lot 2 ; le même montant est estimé pour chaque année de reconduction ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 28 juillet 2015, a considéré comme économiquement la plus avantageuse, pour le lot, 1'offre de la Société Qualiconsult Sécurité, et pour le lot 2, l'offre de la Société ACF BTP ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer les 2 lots du marché n° 4B0194 à la SOCIETE QUALICONSULT Sécurité, pour le lot 1, et à la SOCIETE ACF BTP, pour le lot 2 ;

- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015 et suivants – Chapitre 920 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisée à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/08/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**



Publiée le : 18/08/2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel électroménager
BRUN.
5B0108**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 10 juillet 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel électroménager BRUN, pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°5B0108), en date du 23 juin 2015, conformément aux articles 28 (procédure adaptée) et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics, la Société **DARTY PRO** 129 avenue de Galliéni – 93 140 Bondy, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser le marché « Achat de matériel électroménager BRUN » précité avec la Société **DARTY PRO** pour un montant total maximum de commandes de 80 000.00 € HT.
- Ce marché est conclu pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, tous chapitres.
 - D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 20/08/2015
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC

« - CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE - CLUB DE HAUT NIVEAU SASP MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB CHAMPIONNAT DE France ET ERCC SAISON 2015 / 2016 »

N° 5B0120

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2992 du 26 Juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Mylène CHARDES, Adjointe déléguée au Plan de Déplacements Urbains ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (panneautique), dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Rugby en particulier, pour les rencontres du championnat de France et ERCC, organisées à Montpellier pour la saison 2015 – 2016.
- qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n°5B0120 à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, domiciliée au Stade Yves du manoir – 500 Avenue de Vannières - 34 070 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Club de Haut Niveau SASP Montpellier Hérault Rugby Club – Championnat de France et ERCC – Saison 2015 / 2016 », à la SASP Montpellier Hérault Rugby Club, pour un montant de 16 000 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 17/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Mylène CHARDES

Publiée le : 18/08/2015
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel électroménager
BLANC.
5B0107**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 10 juillet 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel électroménager BLANC, pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°5B0107), en date du 23 juin 2015, conformément aux articles 28 (procédure adaptée) et 77-1 (marchés à bons de commandes) du Code des Marchés Publics, la société **DARTY PRO** 129 avenue de Galliéni – 93 140 Bondy, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser le marché « Achat de matériel électroménager BLANC » précité avec la Société **DARTY PRO** pour un montant total maximum de commandes de 55 000.00 € HT.
- Ce marché est conclu pour une période d'exécution maximale de un an à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, tous chapitres.
 - D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18/08/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 20/08/2015
Notifiée le :



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété RICHARD
22 rue du Faubourg du Courreau - Lots 6-11-24
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 7 août 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété RICHARD située 22 rue du Faubourg du Courreau (lots 6-11-24) et cadastrée section BX 450 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 8 juillet 2015, Madame Claudy RICHARD a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner des locaux à usage d'hôtel constituant les lots 6, 11 et 24 de la copropriété du 22 rue du faubourg du Courreau, cadastrée section BX 450, au prix de 279.000 € ;

- que par décision du 7 juillet 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété RICHARD située 22 rue du Faubourg du Courreau (lots 6-11-24).

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété RICHARD située 22 rue du Faubourg du Courreau (lots 6-11-24) et cadastrée section BX 450, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 13/08/2015
Notifiée le :



Montpellier, le

10 AOUT 2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété OLIVA
19 rue de Candolle - Lot 1
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 7 août 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété OLIVA située 19 rue de Candolle (lot 1) et cadastrée section BY 103 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 6 juillet 2015, Monsieur Bernard OLIVA a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un studio constituant le lot 1 de la copropriété du 19 rue de Candolle, cadastrée section BY 103, au prix de 58.000 € ;

- que par décision du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété OLIVA située 19 rue de Candolle (lot 1).

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété OLIVA située 19 rue de Candolle (lot 1) et cadastrée section BY 103, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 13/08/2015
Notifiée le :

Montpellier, le 10 AOUT 2015
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété AZZAZ et SANIH
1 rue du Clos René - Lot 23
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 7 août 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété AZZAZ et SANIH située 1 rue du Clos René (lot 23) et cadastrée section HM 284 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que le 20 juillet 2015, Monsieur AZZAZ et Madame SANIH ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local d'activité constituant le lot 23 de la copropriété 1 rue du Clos René, cadastrée section HM 284, au prix de 95.000 € ;

- que par décision du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété AZZAZ et SANIH située 1 rue du Clos René (lot 23).

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété AZZAZ et SANIH située 1 rue du Clos René (lot 23) et cadastrée section HM 284, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 13/08/2015
Notifiée le :

Montpellier, le 10 AOÛT 2015
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'achat de matériel professionnel de
sonorisation, audio et projection.
5B0098**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 10 juillet 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection pour les services de la Ville de Montpellier.
- Qu'une procédure adaptée a été lancée le 09 juin 2015, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0098, pour une durée de deux ans à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - * Le prix pour 60%
 - * La valeur technique pour 40%
- Qu'après analyse, la société **AUDIO TECHNIC**, 3 rue Gaston Plante, La Valsière 34 741 Grabels, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection » précité à la Société **AUDIO TECHNIC** pour un montant total maximum de commandes de **86 000.00 € HT**.
Ce marché est conclu pour une période d'exécution maximale de deux ans à compter de la date de notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 20/08/2015
Notifiée le :

MARCHE PUBLIC

**"CHAMPIONNATS D'EUROPE
DE BASKET BALL 2015 "**

N° 5C00192201

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/2992 du 26 Juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Mylène CHARDES, Adjointe déléguée au Plan de Déplacements Urbains ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquérir des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Basket en particulier, pour les Championnats d'Europe de Basket Ball qui se tiendront du 5 Septembre 2015 au 10 Septembre 2015. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation faite auprès du Comité d'Organisation de l'Euro Basket, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer au Comité d'Organisation de l'Euro Basket, le marché 5C001922015, pour l'ensemble des services à exécuter, soit diverses prestations de communication, de visibilité ainsi que des places (20 places VIP, 850 places Grand Public), pour un montant total de 89 358.77 € H.T soit 100 030 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au Comité d'Organisation de l'Euro Basket pour un montant de 89 358.77 € H.T soit 100 030 € T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Mylène CHARDES

Publiée le : 18/08/2015
Notifiée le :



**Zoo de Lunaret : zone technique phase 1 :
réfectoire,vestiaire, atelier. Relance du lot n°4 :
Cloisons, doublages et faux-plafonds
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie urbaine ;
- Vu la décision n° 2014/0296 du 2 septembre 2014 attribuant le marché de travaux n° 4C0017 « Parc de Lunaret – Zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers – Relance du lot 4 : cloisons, doublages, faux-plafonds » ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de réaménager la zone technique du Zoo de Lunaret ;
- Que pour réaliser ces travaux, un marché à procédure adaptée a été publié sous la référence 4C0017 ;
- Que pour répondre à l'étude de danger et au Plan d'Organisation Interne incendie menés en août 2014 sur la globalité du Parc de Lunaret et du Bois de Montmaur, il est nécessaire d'apporter des adaptations à l'assemblage entre la structure métallique et les châssis pare-flamme pour assurer le coupe-feu demandé modifiant ainsi les finitions décrites au marché initial ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 4C0017 « Parc de Lunaret – Zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers – Relance du lot 4 : cloisons, doublages, faux-plafonds » ;

Lots	Désignation	Titulaire du marché	Montant initial du marché (H.T.)	Montant total de l'avenant (H.T.)	Nouveau montant du marché (H.T.)	%
4	Cloisons, doublages, faux-plafonds	CUARTERO	89 974 ,11	957,00	90 931,11	1.06 %

- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015, Direction Parc de Lunaret – Nature 2313 – Fonction 823- Programme 2013/19- Ligne de crédit 24252 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Christophe Cour, Adjoint au Maire est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué

Christophe COUR

Publiée le : 17/08/2015
Notifiée le :



**MARCHES PUBLICS - Actualisation du schéma
d'aménagement hydraulique du Verdanson**
Marché n° 2M1254 055
Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu l'arrêté n°2015/2012/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Luc ALBERNHE adjoint au Maire.

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'espace public détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier a attribué le marché n° 2M1254055 – Actualisation du schéma d'aménagement hydraulique du Verdanson à l'entreprise EGIS EAU, marché notifié le 21 janvier 2013 pour un montant de 58 290 € H.T ;
- Qu'il est nécessaire d'établir un avenant n° 1 pour augmenter le montant du marché de 10 300 € H.T. et de prolonger le délai d'exécution de 3 mois, suite à la nécessité de reprendre la modélisation hydraulique et la cartographie des zones inondables sur la base de nouvelles données topographiques ;
- Que le montant du marché est porté à 68 590 € H.T. ;

Décide en conséquence, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°1 au marché de « Actualisation du schéma d'aménagement hydraulique du Verdanson », et plus généralement tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville : Nature 45811 – Chapitre 917.

Montpellier, le 24.08.2015

Pour M. le Maire, M. l'Adjoint délégué, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Luc ALBERNHE



Publiée le : 22.08.2015
Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Délégation de Montpellier Méditerranée Métropole à
la Ville
Aliénation de la propriété BRUNO
10 Boulevard Pasteur
Acceptation de la délégation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la décision du 14 août 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété BRUNO située 10 boulevard Pasteur et cadastrée section BY 54 ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

Considérant :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que le 6 juillet 2015, les Epoux BRUNO ont souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble de rapport situé 10 boulevard Pasteur, cadastré section BY 54, au prix de 650.000 € ;

- que par décision du 14 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain à l'occasion de l'aliénation de la propriété BRUNO située 10 boulevard Pasteur.

Décide en conséquence :

- d'accepter la délégation du droit de préemption, à l'occasion de l'aliénation de la propriété BRUNO située 10 boulevard Pasteur et cadastrée section BY 54, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Publiée le : 19/08/2015
Notifiée le :



Montpellier, le 18 AOUT 2015

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

**Marchés Publics - Achat d'un massicot professionnel
d'imprimerie - Résiliation du marché
(5B0044)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2994/T/R du 10 juillet 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée ;

Considérant :

- Que la décision n° 2015 / 0150, en date du 23 avril 2015, a attribué le marché n° 5B0044 « Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie ».

● à la société **ATELIER SERVICE BUREAU**, ZI des Cavaliers, 216 rue Charles Nungesser, 34 135 Mauguio.

- Qu'il y a lieu, conformément à l'article 11 du Cahier des Clauses Particulières (CCP), et en application de l'article 32.1c du Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures Courantes et Services, de résilier le marché n°5B0044 « Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie » pour faute du titulaire : celui-ci ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels. Le matériel fourni n'est pas en adéquation avec les prescriptions du CCP et ne peut être rendu conforme.

Décide en conséquence :

- De résilier le marché n°5B0044 « Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie » attribué à la société ATELIER SERVICE BUREAU.
- D'autoriser Monsieur la Maire, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/08/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 20/08/2015
Notifiée le :



MARCHE PUBLIC
CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE CLUB
DE HAUT NIVEAU SAS MONTPELLIER
AGGLOMERATION HANDBALL
CHAMPIONNAT DE FRANCE ET D'EUROPE
SAISON 2015-2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2496/T/R du 02/06/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique) et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe organisées à Montpellier pour la saison 2015 – 2016.
Les prestations (VIP, Présidentielles et places en tribune) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SAS Montpellier Agglomération Handball, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° 5C00212201 à la SAS Montpellier Agglomération Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand - 34 090 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau Montpellier Agglomération Handball – Championnat de France et d'Europe – Saison 2015 / 2016 », à la SAS Montpellier Agglomération Handball, pour un montant de 120 233 € H.T ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature 6188 fonction 9240 ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l(es) entreprise(s) retenue(s).

Montpellier, le 26.08.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 27.08.2015
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Edel Truda
(Audrey Dumont) du 5 au 27 décembre 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint au Maire délégué à la Culture.

Considérant :

- Que Edel Truda (Audrey Dumont), 255 chemin des Mendrous, 34170 Castelnau le Lez, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 5 au 27 décembre 2015.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Edel Truda (Audrey Dumont) à exposer à l'Espace Saint Ravy du 5 au 27 décembre 2015 (installation à partir du 2 décembre et décrochage jusqu'au 29 décembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Edel Truda (Audrey Dumont) a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 03.09.2015
Notifiée le :



**Marché public: convention Plan Objet 2015,
conservation, restauration et valorisation des églises
Saint Roch, Saint Denis et Chapelle de la Miséricorde
n° 5B0096**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint au Maire délégué à la Culture.

Considérant :

- Que la Ville a, par délibération n° 2013/491 du 25 novembre 2013, approuvé la signature de la convention plan objet avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles (D.R.A.C.) afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises ; le montant des travaux est ainsi compris dans une enveloppe de 50 000 €, financés pour moitié par la Ville et pour moitié par subvention de la D.R.A.C. ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 du code des marchés publics, sous la forme d'un marché ordinaire allotti, pour une durée comprise entre 3 et 6 mois selon les lots ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la note méthodologique (60%), l'expérience professionnelle (20%) et le prix (20%) ;
- Qu'après analyse, les candidats suivants ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse : Charlotte Devanz (lot1, création d'outils de médiation), Armelle Demongeot Segura (lot 2, conservation préventive et restauration de la partie peinte de deux bannières), Abigaël David (lot 3, étude préalable à la restauration de deux bannières de l'église Saint Roch), Damien Lachas (lot 4, photographies de l'église Saint Denis), Malbrel Conservation (lot 5, restauration de deux tableaux de la sacristie de l'église Saint Roch et déplacement d'un tableau à l'intérieur de l'église Saint Denis), Atelier Lazulum (lot 6, étude préalable pour la restauration et diagnostic de quatre tableaux de la chapelle de la Miséricorde), Patrimoine recherche avenir (lot 7, complément d'inventaire et conditionnement des textiles), Moïra Conservation (lot 8, conservation de l'orfèvrerie de l'église Saint Denis).

Décide en conséquence :

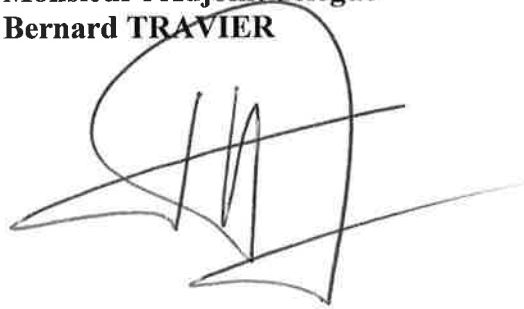
- D'attribuer comme suit les 8 lots composant le marché 5B0096 : lot 1 à Charlotte Devanz (2 050 € net), lot 2 à Armelle Demongeot Segura (5 670 € HT), lot 3 à Abigaël David (880 € HT), lot 4 à Damien Lachas (1 800 € HT), lot 5 à Malbrel Conservation (18 700 € HT), lot 6 à Atelier Lazulum (3 400 € HT), lot 7 à Patrimoine Recherche Avenir (7 450 € HT) et lot 8 à Moïra Conservation (8 418.50 € HT), soit un total de 48 368.50 € HT pour l'ensemble du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonctions 903 et 923 ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises concernées.

Montpellier, le 01.09.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

Publiée le : 03.09.2015
Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to Bernard Travier, is written over the printed name. The signature consists of several bold, sweeping strokes.

**Construction de la crèche Boussinesq
Lot n° 4 : Revêtements de sol résine
Avenant n° 1- marché 3D0481**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1980/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe au Maire, déléguée à l'Enfance ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/52 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0481 pour la construction de la Crèche Boussinesq ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché 3D0481 – Lot n°4 « Revêtements de sols résine » ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché 3D0481 – Lot n°4 « Revêtements de sols résine ».

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction de la crèche Boussinesq ;
- Que pour réaliser ces travaux, un marché à procédure adaptée comportant 11 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0481 ;
- Que par délibération n° 2014/52 du 17 février 2014, le marché de travaux n°3D0481 « Construction de la Crèche Boussinesq » - Lot n°4 « Revêtements de sols résine » a été attribué à l'entreprise Process Sol pour un montant de 28 546,65 € H.T. ;
- Que le bureau de contrôle considère que l'étanchéité et la protection lourde des locaux extérieurs sur parking doivent être réalisées par Eiffage Immobilier dans le cadre de la VEFA (responsable de l'étanchéité des parkings) et non par Process Sol (responsable de l'aménagement des locaux intérieurs). Le montant des prestations retirées du marché s'élève à - 3 696,35 € H.T. (avenant en moins-value) ;
- Que le bureau de contrôle impose la réalisation d'un joint de dilatation au niveau de la résine de sol de la cuisine. Le montant des prestations supplémentaires s'élève à + 738 € H.T. (avenant en plus-value).

Décide en conséquence :

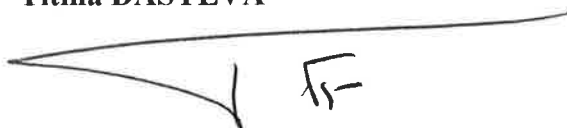
- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 3D0481 « Construction de la Crèche Boussinesq » - Lot n°4 « Revêtements de sols résine » ;

Le montant de l'avenant est – 2 958,35 € H.T., ce qui porte le nouveau montant du marché à 25 588,30 € H.T., soit une diminution du montant initial du marché de - 10,36 %.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, section investissement, programme 2013I03, opération 12D06317, fonction 9064, nature 2313 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisée à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Titina DASYLVA



Publiée le : 07 . 09 . 2015
Notifiée le :

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy au collectif
Lola Product du 5 au 27 septembre 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint au Maire délégué à la Culture.

Considérant :

- Que le collectif d'artistes Lola Product, représenté par Sylvie Martin, 4 rue du Général Riu, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 5 au 27 septembre 2015.

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif Lola Product à exposer à l'Espace Saint Ravy du 5 au 27 septembre 2015 (installation à partir du 1^{er} septembre et décrochage jusqu'au 29 septembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sylvie Martin a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 03 . 09 . 2015
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2015/0353

**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Anouck
Manzoni du 3 au 25 octobre 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint au Maire délégué à la Culture.

Considérant :

- Que Mme Anouck Manzoni, 143 rue Alfred de Musset, 34090 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 3 au 25 octobre 2015.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Mme Anouck Manzoni à exposer à l'Espace Saint Ravy du 3 au 25 octobre 2015 (installation à partir du 30 septembre et décrochage jusqu'au 27 octobre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Anouck Manzoni a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER



Publiée le : 03.09.2015
Notifiée le :

Zoo de Lunaret
Réaménagement de la zone technique
Phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers
Lots 2, 3, 7, 8 et 9
Avenants n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. COUR, Adjoint au Maire, délégué à l'Ecologie urbaine ;
- Vu la délibération n° 2014/12 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers » comportant 10 lots ;
- Vu l'arrêté n° 2015/3123/T/R déléguant la signature de M. COUR à Mme ROUSSEL-GALIANA ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 ;
- Vu les projets d'avenant n°1 ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de réaménager la zone technique du Zoo de Lunaret ;
- Que pour réaliser ces travaux, un marché à procédure adaptée comportant 10 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0528, notamment :

Lots	Désignation	Titulaire du marché	Montant initial du marché € HT
2	Gros œuvre	Le Marcory Construction	249 835,26
3	Charpente métallique – Bardage – Couverture – Serrurerie	CMA	375 963,62
7	Revêtements de sols durs - Faïences	SOMEREV	59 054,24
8	Electricité	JP ELEC	154 813,62
9	Chauffage – VMC – Plomberie sanitaires	SANITHERMIC	200 000,00

- Que la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP), les pompiers, le bureau de contrôle, GRDF et ERDF ont demandé que soient effectués des travaux supplémentaires ;
- Que l'ensemble de ces missions nécessite un délai supplémentaire pour leur exécution ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les avenants n° 1 relatifs aux lots n° 2, 3, 7, 8 et 9 du marché n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers ».
Pour ces marchés, ces avenants ont pour objet de confier des travaux supplémentaires de la façon suivante :

Lots	Désignation	Titulaire du marché	Montant initial du marché (€ H.T.)	Montant total de l'avenant (€ H.T.)	Nouveau montant du marché (€ H.T.)	Variation du marché %
2	Gros œuvre	Le Marcory Construction	249 835,26	-1 064,92	248 770,34	- 0,42%
3	Charpente métallique – Bardage – Couverture – Serrurerie	CMA	375 963,62	10 661,00	386 624,62	2,83%
7	Revêtements de sols durs - Faïences	SOMEREV	59 054,24	-4 083,03	54 971,21	- 6,91%
8	Electricité	JP ELEC	154 813,62	6 548,84	161 362,46	4,23%
9	Chauffage – VMC – Plomberie sanitaires	SANITHERMIC	200 000,00	7 263,58	207 263,58	3,63%

Pour ces marchés, ces avenants ont pour objet de modifier la date de fin. La date de fin de ces marchés devient le 24 septembre 2015 au lieu du 29 juin 2015.

- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015, Direction Parc de Lunaret – Nature 2313 – Fonction 823 - Programme 2013/19 - Ligne de crédit 24252.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'Ecologie urbaine, est autorisé à signer les avenants n° 1 avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28/08/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 1^{er} septembre 2015
Notifiée le :



**Exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'Espace Saint Ravy à Corentine
Le Mestre du 7 au 22 novembre 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1974 du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard Travier, Adjoint au Maire délégué à la Culture ;

Considérant :

- Que Corentine Le Mestre, 4 rue des pensées, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 7 au 22 novembre 2015.

Décide en conséquence :

- D'autoriser Corentine Le Mestre à exposer à l'Espace Saint Ravy du 7 au 22 novembre 2015 (installation à partir du 4 novembre et décrochage jusqu'au 24 novembre) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Corentine Le Mestre a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 03.09.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Bernard TRAVIER**

**Publiée le : 03.09.2015
Notifiée le :**



ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde
Convention de participation
Ville / SERM / Objectif Terrains
Parcelle DL 473

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2504/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;
- Vu le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-4 ;
- Vu la délibération n° 34/2005 du Conseil municipal en date du 25 février 2005 approuvant le dossier de création de l'extension de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 71/2005 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2005 approuvant le dossier de réalisation de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la délibération n° 16/1998 du Conseil municipal du 30 mars 1998 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde ;
- Vu la concession d'aménagement signée en date du 13 mai 1998 ;
- Vu la délibération n° 44/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 2 à la concession d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement ses articles 8 ter et 17-IV.

Considérant :

- Que la société OBJECTIF TERRAINS, constructeur, envisage, sur sa propriété située au sein de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde, la construction de deux maisons individuelles à usage d'habitation, correspondant à 272,33 m² de surface de plancher globale dont uniquement 235,01 m² de surface de plancher se situent dans le périmètre de la ZAC ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société OBJECTIF TERRAINS, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Jardins de la Lironde, la parcelle cadastrée section DL n°473, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC, mais non acquise par l'aménageur et propriété de la société OBJECTIF TERRAINS ;
- Les éléments suivants, relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée située en ZAC : 235,01 m²,
 - Calcul du montant estimé de la participation : 235,01 x 160 = 37 601,60 € (Base de calcul : 160 €/ m² SdP).

Décide en conséquence :

- De conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société OBJECTIF TERRAINS, telle qu'annexée à la présente décision ;
-
- D'autoriser le versement du montant de la participation correspondante directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation ;
-
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 01.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 03.09.2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché à procédure adaptée
n°5B0105 pour l'interprétariat en langue des signes
française**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2490/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à une mise en concurrence pour le marché relatif à l'interprétariat de la langue des signes française concernant les agents sourds et malentendants, afin de leur faciliter l'accès aux rencontres professionnelles diverses ;
- Qu' à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées dans le cadre d'un marché à procédure adaptée et de l'article 28 du Code des Marchés Publics, le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par la société DES-L.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entrepris DES-L pour un montant maximum de 80000€ H.T sur 3 ans ;
- D'imputer cette somme sur la ligne budgétaire du Service Prévention des Risques Professionnels nature 6226 chapitre 920.

Montpellier, le 26.08.2015
Pour Monsieur le Maire,
Monsieur le Conseiller Municipal délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 28.08.2015
Notifiée le :

**Renouvellement de la cotisation à l'association du
Réseau National des Collectivités pour l'Habitat
Participatif pour l'année 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2504/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature Madame Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013 approuvant l'adhésion de la ville de Montpellier à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif.

Considérant :

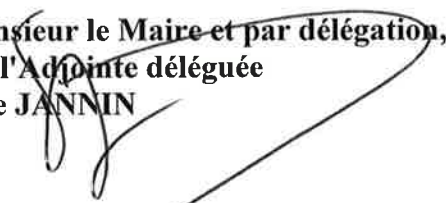
- Que la Ville de Montpellier soutient et encourage la démarche d'habitat participatif sur son territoire avec un projet en cours (24 logements) dans la ZAC des Grisettes ;
- Que, compte tenu de son engagement, la Ville de Montpellier a signé la charte du Réseau National d'Habitat Participatif en 2012 et a adhéré en 2013 à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif ;
- Que cette association permet de mutualiser les ressources et l'expertise développées par ses membres, de les représenter auprès des pouvoirs publics et de sensibiliser les acteurs désireux de s'engager dans cette démarche ;
- Il est donc proposé de renouveler la cotisation de 2000 € pour l'année 2015.

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement de la cotisation à l'association du « Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif » d'un montant de 2000 € pour l'année 2015 ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 2000 € sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville (chapitre 928 241) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN**



**Publiée le :
Notifiée le :**

**Construction de la crèche Boussinesq
Lot n° 10 : VRD - Espaces verts
marché 3D0481 - Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1980/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe au Maire, déléguée à l'Enfance ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/52 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n°3D0481 pour la construction de la Crèche Boussinesq ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché 3D0481 – Lot n°10 « VRD - Espaces verts » ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché 3D0481 – Lot n°10 « VRD - Espaces verts ».

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction de la crèche Boussinesq ;
- Que pour réaliser ces travaux, un marché à procédure adaptée comportant 11 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0481 ;
- Que par délibération n° 2014/52 du 17 février 2014, le marché de travaux n°3D0481 « Construction de la Crèche Boussinesq » - Lot n°10 « VRD - Espaces verts » a été attribué à l'entreprise Eiffage Travaux Publics Méditerranée – Etablissement Hérault pour un montant de 37 666,97 € H.T. ;
- Qu'il s'avère que, lors de la livraison des locaux, les remblais réalisés par le titulaire ont été livrés sans pente. Afin de permettre les écoulements d'eau prévus, il est nécessaire de réaliser une prestation de reprofilage des remblais, pour un montant de 3 704,70 € H.T. (avenant en plus-value) ;
- Qu'il s'avère que la sortie de réseau du drain est positionnée dans une zone qui nécessite l'installation d'un tampon en sortie de réseau dans le remblai pour assurer la sécurité des enfants, pour un montant de 346,58 € H.T. (avenant en plus-value) ;
- Que les tranches conditionnelles n'ayant pas été affermies, l'absence d'ombrière rend inutile l'installation des câblages sur le muret puisque l'effet d'ombrage recherché ne pourra être atteint. Le montant de cette prestation retirée du marché s'élève à -1 356,52 € H.T. (avenant en moins-value) ;

- Que pour optimiser l'aménagement des cours, il est préférable de ne pas réaliser les longrines, les terrassements de la jardinière et les aménagements du carré potager en bacs en bois. Le montant de cette prestation retirée du marché s'élève à -2 694,76 € H.T. (avenant en moins-value) ;

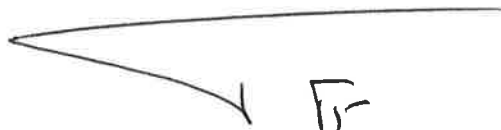
Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 3D0481 « Construction de la Crèche Boussinesq » - Lot n°10 « VRD - Espaces verts ».
Le montant de l'avenant :
 - en plus-value = + 4 051,28 € H.T.
 - en moins-value = - 4051,28 € H.T.Le montant du marché n'est pas modifié.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, section investissement, programme 2013I03, opération 12D06317, fonction 9064, nature 2313.
- Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Titina DASYLVA

Publiée le : 07.09.2015
Notifiée le :



**Construction du groupe scolaire André Malraux - lot
n°1 : macro-lot BEPos - avenant n°2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 33 3° alinéa et 57 à 59 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2010/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/102 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0463 pour la construction du groupe scolaire André Malraux ;
- Vu le rapport d'avenant n°2 relatif au marché n° 3D0463 – Lot n° 1 : Macro-lot BEPos ;
- Vu le projet d'avenant n°2 relatif au marché n° 3D0463 – Lot n° 1 : Macro-lot BEPos ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de procéder à la construction du groupe scolaire André Malraux ;
- Que pour réaliser ces travaux, un appel d'offres comportant 12 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0463 ;
- Que le lot n° 1 : Macro-lot BEPos a été attribué au groupement Bec Construction (mandataire), Franki Fondation, Cim Massol, Soprema, Mistral Fenêtres, I.T.H, Serrurerie Delmas, pour un montant de 4 690 000 € H.T. ;
- Que, par décision n° 2015/0188 du 21 mai 2015, l'avenant n°1 a été pris, d'un montant de 183 928,45 € H.T, portant ainsi le montant du marché à 4 873 928, 45 € H.T, soit une augmentation de 3,92 % par rapport à son montant initial ;
- Que le concessionnaire réseaux ErDF a demandé la réalisation de travaux complémentaires de sciage d'une poutre béton ;
- Que la Serm a demandé la modification des réseaux extérieurs d'évacuation des eaux pluviales ;
- Que le montant de l'ensemble de ces prestations supplémentaires s'élèvent à 42 011,70 € H.T. ;

- Que les prestations supplémentaires décrites ci-dessus nécessitent un délai supplémentaire pour leur exécution ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 2 au marché n° 3D0463 – Lot n° 1 : Macro-lot BEPos.
Le montant de cet avenant s'élève à 42 011,70 € H.T. portant ainsi le montant du marché à 4 915 940,15 € H.T, soit une augmentation de 4,82 % par rapport à son montant initial.
Les prestations supplémentaires demandées nécessitant un délai supplémentaire pour leur exécution portent la date de fin du marché au 26 septembre 2015.
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville : Programme 2014P02, Opération 13D06470, Fonction 902-213, Nature 2313, Ligne de crédit 24232.
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite éducative, est autorisée à signer l'avenant n° 2 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 04.09.2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
Laurence COLAS / Ville de Montpellier
**Recours en appel contre le jugement du tribunal
administratif de Montpellier en date du 15/04/2014**
(instance 14 MA 02829)
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R en date du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Que par arrêté municipal en date du 06/11/2012 Madame Laurence COLAS s'est vue infliger un avertissement ;
- Que cette dernière a introduit à l'encontre de cette décision un recours pour excès de pouvoir ;
- Que par jugement en date du 15/04/2014 le tribunal administratif de Montpellier a rejeté ledit recours ;
- Que madame Laurence Colas a interjeté appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés ;
- De verser le cas échéant les provisions d'usage à ladite SCP ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227- 920 200

Montpellier, le 10 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11 . 09 . 2015
Notifiée le :

CONTENTIEUX
SOCIETE DG INVEST/MONTPELLIER
SOCIETE STICKER DESIGN /MONTPELLIER
SOCIETE SYNERGIE 34/ MONTPELLIER
SOCIETE NEMO / MONTPELLIER
SOCIETE JUNGLE JUMP/ MONTPELLIER
SOCIETE MPI / MONTPELLIER
COMPAGNIE AXA / MONTPELLIER
Recours en appel contre le jugement du
Tribunal Administratif de Montpellier du 23/05/2014
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R en date du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'à la suite d'importantes pluies survenues le 08 octobre 2009 dans la région montpelliéraine, les locaux appartenant aux sociétés DG Invest, Sticker Design, Synergie 34, Nemo, Jungle Jump, MPI, sises dans la zone du Puech radier à Lattes, ont subi d'importants dégâts matériels ;
- Que sur la base d'un rapport d'expertise, lesdites sociétés et/ou leur compagnie d'assurances, AXA, ont saisi le tribunal administratif afin d'obtenir la condamnation solidaire de la commune de Lattes et de la commune de Montpellier à réparer lesdits dégâts prétendument consécutifs à l'insuffisance de rétention pluviale ;
- Que par jugement du tribunal administratif de Montpellier en date du 23/05/2014, le juge administratif a rejeté ces recours ;
- Que les requérants ont interjeté appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille ;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans ces affaires par l'intermédiaire de la société d'avocats Lysias Partner's ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à ce dernier ;
- De prélever les dépenses relatives à ces affaires sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction 6227- 920200.

Montpellier, le 10 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA



Publiée le : 11 . 09 . 2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX

Madame Laurence COLAS / Ville de Montpellier
Recours en appel contre le jugement du 15 avril 2014
(instance 14 MA 02741)
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R en date du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Que madame Laurence Colas, par recours déposés devant le tribunal administratif de Montpellier le 18/12/2012 et du 23/01/2013, a demandé l'annulation de deux titres de perception émis par la Ville et relatifs à des régularisations de salaires générées par une période de maladie ;
- Que par jugement en date du 15 avril 2014 le tribunal administratif de Montpellier a rejeté ces recours ;
- Que madame Laurence Colas a interjeté appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille,
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à ladite SCP ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920200.

Montpellier, le 10.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 11.09.2015
Notifiée le :



CONTENTIEUX
COLAS LAURENCE / MONTPELLIER
**Recours en appel contre le jugement du tribunal
administratif en date du 15/04/2014 (instance 14 MA
02828)**
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R en date du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Que par décision du 30/12/2011 le bénéfice de la protection fonctionnelle a été refusé à Mme Laurence Colas ;
- Que cette dernière a alors introduit à l'encontre de cette décision un recours pour excès de pouvoir ;
- Que par jugement en date du 15 avril 2014, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté ce recours ;
- Que Madame Laurence Colas a interjeté appel de ce jugement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille;
- Qu'il convient de défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans ce dossier par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés ;
- De verser le cas échéant les provisions d'usage à ladite SCP ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227- 920 200.

Montpellier, le 20.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21.09.2015
Notifiée le :

**Renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret au
réseau professionnel International Species Information
System (ISIS) pour l'année 2015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1988/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR, Adjoint au Maire délégué à l'Ecologie urbaine ;
- Vu la délibération du conseil municipal n° 2014/13 en date du 17 février 2014 ;
- Vu l'arrêté du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 21-40 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en sa version consolidée au 14 juin 2009 ;
- Vu la décision n° 2015/0029 en date du 10 février 2015 portant sur le renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux associations de conservation ex situ des espaces animales menacées et aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour l'exercice zoologiques pour l'exercice 2015 ;

Considérant que :

- Les parcs zoologiques sont ainsi encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- Le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- Qu'il y a eu une erreur matérielle d'un montant de 468.38 USD sur le montant de la cotisation 2015 au réseau professionnel ISIS : International Species Information System

Décide en conséquence :

- De renouveler son adhésion au réseau professionnel ISIS : International Species Information System en versant le complément de montant de 462.38 USD portant ainsi le montant total de la cotisation 2015 à 2272.14 USD ;
- La dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville de Montpellier – Direction Parc de Lunaret : ligne de crédit 22784, nature 6281, chapitre 928 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer tout document relatif à cette affaire ;

- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 07 . 09 . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**

Publiée le : 15. 09. 2015

Notifiée le :



PEGASE
**Convention de mise à disposition de fourreaux de
télécommunications par la Ville de Montpellier
à ZAYO FRANCE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'infrastructures de télécommunications qu'elle se propose de mettre à la disposition des opérateurs de télécommunications ;
- Que pour les besoins de raccordement du parc IBM situé au Millénaire ZAYO FRANCE a sollicité de la Ville la mise à disposition d'une infrastructure de télécommunications.
- Qu'après négociation, ZAYO FRANCE a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
 - durée dix ans
 - redevance annuelle fixée à 1,6€/m/an/fourreau.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention à passer entre ZAYO FRANCE et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 . 09 . 2015

Pour M. le Maire, M. le Premier Adjoint, agissant
au nom et pour le compte de Montpellier
Méditerranée Métropole
Max LEVITA

Publiée le : 11 . 09 . 2015
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Assistance au développement d'applications
(dans les domaines décisionnels, collaboratifs et de
gestion)
Marché N° 5B0129**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour le service Etudes et Conceptions Informatiques de la Ville de Montpellier de se faire accompagner dans le développement d'outils décisionnels, collaboratifs et de gestion ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 18 août 2015, sous la forme d'un marché à bons de commande, pour une durée d'un an reconductible trois fois par tacite reconduction ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 %
 - Prix de la prestation 40%
- Qu'après analyse, la société SCALA sise Immeuble Grand Ecran – 11, avenue André Roussin – 13016 MARSEILLE a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Assistance au développement d'applications (dans les domaines décisionnels, collaboratifs et de gestion) » à la société SCALA, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois, à compter de la date de notification et un montant total maximum de 85 000 € HT sur la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 10 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 11 . 09 . 2015
Notifiée le :

27

**Attribution d'un marché public - Appel d'Offres
ouvert pour l'achat de jeux, jouets, mobilier, linge et
matériel de puériculture pour les crèches de la ville.
(4D0075)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1^{er} Adjoint Délégué aux finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de jeux, jouets, mobilier, linge et matériel de puériculture pour les crèches de la ville.
- Qu'une procédure a été lancée, en date 19 mars 2015, conformément aux articles 33 3° alinéa, 57 à 59, et 77-1 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché en appel d'offres ouvert, alloti (8 lots), à bons de commandes, sans minimum et avec un maximum sur chaque lot (N°4D0075). Le marché est conclu pour une durée initiale de un an à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit par tacite reconduction par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres pour tous les lots étaient la valeur technique pour 55% et le prix des prestations pour 45%.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Wesco**, route de Cholet CS 80184 - 79141 Cerizay Cedex, pour le **lot n°1 (Jeux et Jouets)**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Wesco**, route de Cholet CS 80184 - 79141 Cerizay Cedex, pour le **lot n°2 (Jeux éducatifs)**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Pharmacie de la Légion d'honneur (Mandataire de Bébé Pharma)**, 79 rue Gabriel Péri - 93200 St Denis, pour le **lot n°3 (Petites fournitures de puériculture)**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Papouille**, 10 rue Marcel Dassault - 60700 Fleurines, pour le **lot n°4 (Matériel de puériculture)**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Granjard**, route de Feurs - 42360 Panissières, pour le **lot n°5 (Linge)**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **WESCO**, route de Cholet CS 80184 - 79141 Cerisay Cedex, pour le **lot n°6 (Mobilier d'agencement et de jeux)**, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Mathou**, rue de Cantaranne - 12850 Onet le Château, pour le **lot n°7 (Mobilier de Couchage)**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 8 septembre 2015, a attribué le marché à la société **Modugame**, 14 rue des Acilloux - 63800 Cournon, pour le **lot n°8 (Mobilier Mousse)**, présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du marché Achat de jeux, jouets, mobilier, linge et matériel de puériculture pour les crèches de la ville à :
 - La société **Wesco** (lot 1) pour un montant maximum de commandes annuelles de **100 000 € HT**.
 - La société **Wesco** (lot 2) pour un montant maximum de commandes annuelles de **100 000 € HT**.
 - La société **Pharmacie de la légion d'honneur (mandataire de Bébé Pharma)** (lot 3) pour un montant maximum de commandes annuelles de **40 000 € HT**.
 - La société **Papouille** (lot 4) pour un montant maximum de commandes annuelles de **20 000 € HT**.
 - La société **Granjard** (lot 5) pour un montant maximum de commandes annuelles de **40 000 € HT**.
 - La société **Wesco** (lot 6) pour un montant maximum de commandes annuelles de **100 000 € HT**.
 - La société **Mathou** (lot 7) pour un montant maximum de commandes annuelles de **70 000 € HT**.
 - La société **Modugame** (lot 8) pour un montant maximum de commandes annuelles de **50 000 € HT**.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement et fonctionnement de la Ville, natures 2184, 2188, 60628 et 60632, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le 1^{er} Adjoint délégué aux finances à signer ces marchés, et plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 14.09.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17.09.2015
Notifiée le :

**Marché à bons de commande passé selon une
procédure adaptée pour l'entretien du patrimoine
arboré de la Ville de juin à décembre 2015 - N°5B0064
Annule et remplace la décision N°2015/0268**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté N° 2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué.

Considérant :

- Qu'il a lieu de procéder à l'entretien du patrimoine arboré de la Ville ; abattage d'arbres, extractions de souche, curetage des fosses et apport de terre végétale, travaux de taille, et tous types de tailles aux abords du tramway.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28-1 et 77-I du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloti pour la période du 18 juin au 31 décembre 2015, à compter de la notification.
 - o Lot 1 : abattage d'arbres
 - o Lot 2 : extraction de souche, curetage des fosses et apport de terre végétale
 - o Lot 3 : travaux de taille des arbres
 - o Lot 4 : tous types de tailles aux abords du tramway
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - o Analyse de la valeur technique de l'offre 60%
 - o Analyse économique : prix des prestations 40%,
- Qu'après analyse , les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :
 - o Lot 1 : Sud Espaces Verts, sise 9, rue de l'artisanat 11100 Narbonne
 - o Lots 2 et 3 : Serpe , sise Vauguières le Haut 3430 Mauguio
 - o Lot 4 : Philip Frères, sise 2, rue des Orgueillous 34270 Saint Mathieu de Tréviers

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché entretien du patrimoine arboré aux entreprises suivantes, dans le cadre du marché à bons de commande :
 - o Lot 1 : Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 30 000 € HT
 - o Lot 2 : Serpe pour un montant minimum de 0 et maximum de 10 000 € HT
 - o Lot 3 : Serpe pour un montant minimum de 0 et maximum de 35 000 € HT
 - o Lot 4 : Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 10 000 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, section fonctionnement nature

61523 fonction 928 et section investissement nature 2313, fonction 908.

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 09 . 09 . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Christophe COUR**

Publiée le : 17 . 09 . 2015
Notifiée le :



Cession et réforme de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules.
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-22 10° visant les aliénations de gré à gré).
- Qu'à la suite de la Commission de Cession et Réforme qui a eu lieu le 03 septembre 2015.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de certains véhicules du Service Parc Auto (DEMT), il convient de céder ces véhicules dont la liste est jointe en annexe. Les prix des ventes estimés par le Service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le **Centre 113**, route départementale 613, 34 740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.
- Qu'à la suite du renouvellement des matériels de l'année 2014 du Service des Ressources Communes (DRTP), il convient de réformer une armoire forte, modèle année 1980, dimensions : 180 X 100 X 50, 180 Kg, série : 84 C 70593 AF CE 18C. Ce type de matériel, n'ayant aucune valeur marchande, sera recyclé par une **entreprise spécialisée**.
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques de l'année 2014 du Service Relations aux Utilisateurs (DSI), il convient de réformer ces matériels dont les listes sont jointes en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler ou de reconditionner ce matériel. Pour cela, l'association **Informatique Plus Protection de l'Environnement**, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.
- Que dans le cadre d'un marché « Achat d'un massicot professionnel d'imprimerie » du Service Achats Production Graphique (DEMT), la **société ASB** a fait la meilleure offre de reprise de l'ancien massicot, FL 76 type 76RM1 S/N 4003 mis en service en 2009, pour la somme de **3 600 € TTC**.
- Qu'à la suite du programme de renouvellement des matériels de l'année 2014, il convient de recycler une machine OFFSET Heidelberg mono, 32 X 46, type MASCH – NR / 657225. Cet équipement sera mis en

vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. Les frais seront de **8%** sur le prix du matériel effectivement vendu. Le service estime le prix de départ à **1 000 €**.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des matériels et véhicules.
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du **Service Parc Auto (DEMT)** par l'organisme le **Centre 113**.
- D'autoriser la vente aux enchères de la machine Offset précitée du **Service Achats Production Graphique (DEMT)** par l'organisme **AGORA STORE**.
- D'autoriser la vente du massicot du **Service Achats et Production Graphique (DEMT)** à la Société ASB pour 3 500 €.
- D'autoriser le recyclage du matériel réformé du **Service des Ressources Communes (DRTP)** par une entreprise spécialisée.
- D'autoriser le recyclage des matériels réformés du **Service Relations aux utilisateurs (DSI)** par une entreprise spécialisée **Informatique Plus Protection de l'Environnement** à titre gracieux.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et associations retenues.

Montpellier, le 08 . 09 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA

Publiée le : 15 . 09 . 2015
Notifiée le :

